

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N°305**

**AOUT 2010**

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **TURQUIE : LE BDP APPELLE AU BOYCOTT DU REFERENDUM**
- **IRAK : LE SOUTIEN DES KURDES EST INDISPENSABLE POUR UN FUTUR GOUVERNEMENT**
- **SYRIE : AMNESTY INTERNATIONAL LANCE UN APPEL POUR UN MILITANT KURDE EMPRISONNÉ**
- **CULTURE: UN DOCUMENTAIRE CÉLÈBRE LES DENG BÊJ KURDES ET REMPORTE UN SUCCÈS INTERNATIONAL**

---

### **TURQUIE : LE BDP APPELLE AU BOYCOTT DU REFERENDUM**

**U**n référendum doit avoir lieu en Turquie, le 12 septembre, afin que les Turcs se prononcent sur une réforme de la constitution héritée du coup d'État militaire de 1980. Le paquet d'amendements récemment approuvé par le parlement turc prévoit de réformer 26 articles, et d'abolir l'article provisoire 15 de la constitution qui ne permet pas le jugement des membres du Conseil national de sécurité qui s'est formé après le coup d'État du 12 septembre 1980. Les nouveaux textes abrogent aussi l'interdiction des grèves générales et permettront aux citoyens d'adhérer à plus d'un syndicat.

Les Kurdes de Turquie ont exprimé leur point de vue sur le texte à approuver, point de vue dans l'ensemble critique. La plupart des leaders kurdes le considèrent insuffisant concernant leur question nationale, puisque les Kurdes ne sont pas mentionnés. Le PKK a ainsi appelé au boycott de ce référendum, par la bouche d'un de ses porte-parole en Irak, Farhan Omar : « Il n'y a rien de nouveau pour les Kurdes dans les amendements constitutionnels. Le PKK n'est pas favorable à ces changements constitutionnels. L'ancienne constitution interdisait la langue kurde. La nouvelle fait de même. Les enfants kurdes ne pourront être éduqués dans leur langue maternelle, ils ne pourront rece-

voir de prénoms kurdes, et ni les villes ni les montagnes kurdes ne pourront être appelées par leurs noms kurdes. »

Cet appel au boycott est, sans surprise, relayé par le principal parti kurde en Turquie, le BDP. Selahattin Demirtaş, le co-président du parti a ainsi déclaré qu'ils renverraient des urnes vides au gouvernement. Il accuse dans la foulée le Premier Ministre turc d'être responsable des récentes émeutes anti-kurdes menées par des groupes ultranationalistes dans l'ouest du pays, et même d'être complice du complot Ergenekon : « Nous sommes à l'avant-garde de ceux qui souhaitent vivre

---

dans une constitution démocratique, mais il est clair pour nous que l'AKP nourrit de mauvaises intentions et soutient les comploteurs. »

De façon plus pondérée, l'autre co-président du BDP a plutôt exposé le dilemme politique dans lequel les place ce référendum : selon Gülten Kışanak, voter oui serait soutenir ce qui n'est qu'un replâtrage de la constitution issue du coup d'État, alors que voter non serait la légitimer.

Le 1<sup>er</sup> août, des milliers de Kurdes ont défilé dans les rues d'Istanbul pour protester contre l'absence d'amendements concernant la question kurde.

À l'opposé, les partis kurdes HAKPAR et KADEP appellent à participer au référendum et à approuver les réformes, considérant celles-ci comme un pas en avant dans le processus de démocratisation du pays.

Les principaux partis d'opposition turcs, appellent, eux, à un non sans équivoque, tant il est clair que le succès de ce référendum sera aussi compris

comme un plébiscite du gouvernement.

Enfin, un groupe d'intellectuels, d'artistes et de journalistes turcs ont adopté une position finalement plus proche de celle des Kurdes, même si elle ne se traduit pas par un boycott : « oui, mais » soit « yetmez ama evet », ce n'est pas suffisant mais oui.

Mais indépendamment des positions des partis et des appels au boycott, la question de l'attitude de l'électorat kurde se pose. Si le boycott est largement suivi, cela renforcera l'impact du BDP sur la politique kurde en Turquie. À l'inverse, un boycott relativement faible serait interprété comme un vote de confiance des Kurdes envers l'AKP.

Dans un entretien accordé au journal Zaman, proche de l'AKP, l'ancien président du BDP, Ahmet Türk, expose plus longuement, et en des termes plus mesurés que Selahattin Demirbaş, les réponses possibles des Kurdes au référendum.

Ainsi, pour le leader kurde, les progrès actuels dont bénéficient les Kurdes en Turquie, ne doi-

vent rien à la classe dirigeante turque : « Ni le Parti de la justice et du développement (AKP) ni les gouvernements de Süleyman Demirel et de Bülent Ecevit n'ont dit : « Il y a des Kurdes parmi nos citoyens. Ces différences sont un atout. » Le point où nous en sommes, aujourd'hui, ne doit rien à leur mentalité. Au contraire, tous les progrès qui ont été faits, nous les devons à de nombreuses souffrances et au débat [sur la question kurde]. »

Jugeant insuffisante l'action de l'AKP pour résoudre la question kurde, Ahmet Türk cite en exemple l'Espagne qui a eu, à un moment, le « courage » nécessaire pour prendre des décisions politiques en faveur de la Catalogne et du Pays basque, alors que des milices d'extrême-droite faisaient peser sur le pays une menace similaire à celle d'Ergenekon en Turquie. Pour l'ancien leader du BDP, le problème vient de ce que la Turquie a toujours été gouvernée par une classe politique prônant le statu-quo, et qui se considère comme « propriétaire » de la république turque, et qui, de plus, n'ont pas grande confiance en la démocratie pour résoudre les problèmes.

---

## IRAK : LE SOUTIEN DES KURDES EST INDISPENSABLE POUR UN FUTUR GOUVERNEMENT

**L**e 9 août, une rencontre a eu lieu entre le Premier Ministre irakien, Nouri Al-Maliki, leader du Parti l'Etat de droit et le président de la Région du Kurdistan, Massoud Barzani, pour un entretien portant la crise irakienne et la formation problématique d'un nouveau gouvernement, en suspens depuis le 7 mars. La dernière visite du Premier ministre au Kurdistan remonte au 21 mai.

Alors que les deux blocs sunnites

et chiites arabes sont arrivés au coude à coude lors des dernières élections, les Kurdes, bien plus unis, ont à jouer un rôle prépondérant dans le bon fonctionnement d'une future coalition. Alors que de nombreux litiges ont souvent envenimé les relations entre Erbil et Bagdad – la question de Kirkouk, les contrats pétroliers, le budget – Massoud Barzani a cependant déclaré qu'il n'était pas absolument opposé à un second mandat ministériel pour Nouri Al-Maliki, tout en précisant que cette rencontre n'avait pas pour

but la formation d'une coalition, mais de « renforcer une vieille alliance » et d'envisager de mettre fin aux innombrables problèmes dont souffre le pays.

Pour sa part, le Premier Ministre irakien a indiqué que son parti, l'Etat de droit, avait approché de la même façon tous les partis en lice lors des dernières élections, afin de pouvoir tracer une « feuille de route ».

Nouri Al-Maliki a également rencontré le président de l'Irak,

le Kurde Jalal Talabani, qui a affirmé être à l'origine de cette rencontre, qu'il avait conseillé au chiite, afin de balayer les craintes des Kurdes de voir, une fois de plus, leurs revendications écartées ou reportées sine die : l'application de l'article 140, les ventes de pétrole et de gaz, l'entretien des Peshmergas ainsi que la reconduction du mandat présidentiel du leader de l'UPK.

En réponse, l'Alliance du Kurdistan, la coalition principale des partis kurdes, a soumis ainsi une liste de 19 revendications, envoyée à chacun des deux principaux candidats, Iyad Allawi, qui mène la coalition sunnite Iraquiya et Nouri Al-Maliki. Jusqu'ici, aucun des deux Irakiens n'a apporté de réponse formelle à ces demandes qui sont :

1. S'engager à respecter la Constitution et tous ses articles, ainsi que préserver le système fédéral et démocratique.

2. La formation d'un gouvernement national qui inclurait tous les groupes clefs de la société irakienne.

3. L'adhésion au principe de partenariat dans la prise de décision doit être maintenue comme suit :

A. Un Conseil de sécurité national doit être formé en vertu d'une loi qui serait votée en même temps que l'approbation parlementaire du nouveau gouvernement.

B. Mettre en place une régulation interne au Conseil des ministres qui clarifierait les prises de décision et les groupes responsables de ces décisions, ainsi que les pouvoirs détenus par le Premier Ministre et ses adjoints.

C. Adhésion au principe de « consensus » (tawafuq).

4. La formation d'un conseil fédéral pour une durée d'un an après celle d'un nouveau gouvernement. Le président de la république et ses vice-présidents doivent avoir le droit de veto.

5. La loi électorale doit être amendée afin de représenter équitablement tous les Irakiens.

6. Le recensement général doit être fait dans les temps prévus.

7. Reconsidérer le complexe des forces armées et des autres forces de sécurité, approuver et mettre en œuvre un principe d'équilibre.

8. Mettre en œuvre un principe d'équilibre dans toutes les institutions d'État, y compris les ministères, les commissions indépendantes, etc.

9. Appliquer l'Article 140 de la Constitution et allouer le budget nécessaire à cette application dans un délai qui ne doit pas dépasser deux ans.

10. Approuver le projet de loi final sur les ressources hydrauliques dans un délai d'un an après la formation du nouveau gouvernement.

11. Approuver le projet de loi final sur le gaz et le pétrole dans un délai d'un an après la formation du nouveau gouvernement.

12. Financer et armer les gardes de la Région du Kurdistan (Peshmergas) comme faisant partie du système de défense irakien.

13. Soutenir le candidat de l'Alliance du Kurdistan à la présidence de la République.

14. Dédommager les victimes de l'ancien régime, dont les victimes de l'Anfal et des armes chimiques utilisées à Halabja et en

d'autres lieux. Les dédommagements devront être immédiats et justes.

15. Les Kurdes devront être gratifiés de postes-clef dans les ministères et au Conseil des ministres tout comme dans les commissions indépendantes de façon à prendre en compte avec justice les droits des nations.

16. La fraction du Kurdistan doit avoir un droit de vote pour l'approbation des ministres principaux et des autres ministères relatifs à la Région.

17. Le secrétaire général du Conseil des ministres doit être un candidat issu de l'Alliance du Kurdistan.

18. Le gouvernement de coalition sera dissout si l'Alliance du Kurdistan se retire en raison de violations graves de la Constitution ou du refus de respecter les termes du programme convenus.

19. Les membres du Parlement et les membres du gouvernement représentant le Premier Ministre doivent soutenir les projets antérieurs.

À la fin du mois, l'autre candidat irakien au gouvernement, Iyyad Allawi, doit lui aussi se rendre à Erbil pour rencontrer Massoud Barzani, comme l'a annoncé le journal *Aswat Al-Iraq*, de même, le leader du Conseil suprême islamique, Ammar Al-Hakim.

Une autre rencontre, interne au Kurdistan celle-ci, a eu lieu ce mois-ci, toujours dans le cadre d'une entente post-électorale. Elle réunissait de hauts responsables de l'UPK et les leaders du parti d'opposition Goran, parti issu des dissidents du parti de Jalal Talabani. Depuis les élections législatives de juillet 2009 et la campagne électorale assez vive

qui les avait opposés, les relations entre les deux mouvements s'étaient encore envenimées.

Des responsables des deux partis ont cependant salué la rencontre, vue comme une étape importante pour apaiser les tensions. Awat Sheikh Janab, un cadre de Goran, s'est ainsi dit optimiste sur les pas qui ont été faits, qu'il voit comme « un début » : « La situation politique du Kurdistan nécessite un tel accord et un rapprochement. »

Mais la teneur de la rencontre est restée secrète. On sait seulement que Goran a soumis à l'UPK un certain nombre de conditions, en échange de quoi une union à

Bagdad des députés de l'Alliance et de Goran (qui dispose de 8 sièges) pourrait renforcer les Kurdes, et surtout la question du soutien à la présidence de Jalal Talabani se posera aussi.

Le leader de Goran, Nawshirwan Mustafa, un des vétérans de l'UPK, n'a pas encore rencontré directement Jalal Talabani. Sa'di Ahmed Pire, un des dirigeants de l'UPK ne pense pas que son président s'opposerait à une telle rencontre. Mais récemment, l'Alliance du Kurdistan, qui rassemble le PDK comme l'UPK, a porté plainte contre un journal appartenant à Goran, Rozhnama, après que celui-ci a publié en

première page un article accusant les deux partis au pouvoir de vendre du pétrole brut en contrebande à l'Iran afin de remplir leur caisse. Le PDK réclame des dommages et intérêts d'un montant si élevé qu'il ne pourrait aboutir qu'à la fermeture du journal. Des observateurs s'interrogent sur le fait qu'un rapprochement pourrait être un autre moyen de faire taire les critiques sur la corruption du gouvernement, principal argument électoral de Goran contre l'Alliance. Mais selon Muhamad Tofiq Rahim, un porte-parole de Goran, la ligne de son parti ne changera pas, même en cas de détente politique.

---

## SYRIE : AMNESTY INTERNATIONAL LANCE UN APPEL POUR UN MILITANT KURDE EMPRISONNÉ

**A**mnesty International a lancé un appel, le 7 août, aux autorités syriennes pour qu'elles libèrent ou accusent légalement et officiellement un Kurde détenu depuis deux ans, sans accusation ni jugement.

Des témoignages sur place font état de craintes sur le fait qu'Abdelbaqi' Khalaf serait torturé par la Sécurité d'État.

Ce militant politique aurait été transféré de la prison centrale de Damas dans les locaux de la Sécurité d'État pour y « confesser » le meurtre de deux agents syriens de la Sécurité dans la ville kurde de Qamishlo, au début de l'année 2008, crime qu'il nie depuis le début.

« Nous sommes très inquiets après que des rapports ont fait état des tortures répétées qu'Abdelbaqi' Khalaf subirait lors de ses interrogatoires par les agents de la Sécurité d'État, afin de le forcer à confesser un crime qu'il dit n'avoir pas commis », a

déclaré Philip Luther, directeur adjoint du département Moyen Orient et Afrique du nord d'Amnesty International. « Ces allégations doivent faire l'objet d'une enquête indépendante et impartiale, le plus vite possible, et les responsables doivent être traduits en justice. »

« Abdelbaqi' Khalaf doit pouvoir rencontrer immédiatement l'avocat de son choix et avoir accès à tous les soins médicaux dont il aurait besoin » a aussi réclamé Philip Luther.

Ancien membre du parti politique kurde syrien Union populaire (Ittihad Al-Sha'b), Abdelbaqi' Khalaf avait fondé une bibliothèque clandestine de livres en langue kurde, ce qui est interdit en Syrie, les Kurdes subissant dans ce pays toutes sortes de discriminations et d'interdits ; y passer outre les expose immanquablement aux arrestations arbitraires, à la torture et à des détentions illégales.

Abdelbaqi' Khalaf s'est vu refu-

ser tout contact avec son avocat et sa famille n'a pu lui rendre visite, peut-être pour ne pas lui laisser voir des marques de torture trop évidentes, ou bien parce que l'état de santé du détenu ne le permet pas.

En septembre 2008, des hommes masqués l'ont enlevé à Qamishlo alors qu'il fermait sa boutique de vêtements. Il avait auparavant averti des amis que des agents de la Sécurité surveillaient ses mouvements.

Jusqu'au début de l'année 2010, le militant a été détenu au secret en un lieu inconnu. Il aurait été pendu par les poignets et enchaîné à un mur durant sa première semaine de détention.

La torture et les mauvais traitements sont largement pratiqués dans les lieux de détentions et les centres d'interrogatoire de Syrie. Ces deux derniers mois, on déplore quatre morts de détenus peut-être dues à la torture. Par ailleurs, plusieurs dizaines de Kurdes sont emprisonnés et

accusés d'avoir tué des agents de la Sécurité, même si, comme dans le cas d'Abdelbaqi' Khalaf, leurs activités politiques ressortaient plutôt du domaine intellectuel et culturel.

Ainsi deux frères, Nidal et Riyad Munthar, qui voulaient fonder une association pour promouvoir la culture kurde et des livres sur la question kurde ont été arrêtés pour le même motif. Ces

deux frères avaient aussi ouvert une bibliothèque clandestine, (ce projet était soutenu par Abdelbaqi Khalaf), avec prêt de livres et publication d'auteurs kurdes.

---

### CULTURE :

## UN DOCUMENTAIRE CÉLÈBRE LES DENG BÊJ KURDES ET REMPORTE UN SUCCÈS INTERNATIONAL

**L**e documentaire de Bülent Gündüz, « Evdalê Zeynikê », qui a reçu une récompense au Sri Lanka et a participé au New York International Independent Film Festival, est maintenant projeté en Irlande.

Le documentaire retrace la vie d'Evdalê Zeynikê, le « père des dengbêj », c'est-à-dire des bardes kurdes, récitant de mémoire des épopées longues de milliers de vers, le plus souvent sans accompagnement musical.

Lors du Vesak Buddhist Film Festival au Sri Lanka, qui s'est tenu entre les 18 et 22 juin, le film de Bülent Gündüz était en compétition avec 13 œuvres de différents pays, court ou long métrages, documentaires et fictions. Il avait obtenu la plus haute récompense.

Également remarqué par la critique au New York International Independent Film Festival, « Evdalê Zeynikê » est maintenant invité au Festival international du cinéma en Irlande.

Par le biais de courtes scènes, tirées de ce que l'on sait de la biographie du dengbêj, le documentaire fait le portrait et l'histoire de la tradition littéraire orale des Kurdes. C'est aussi le premier documentaire

Il est tourné intégralement en langue kurde, ce qui est une première dans ce genre cinématographique.

Le film a été tourné avec une équipe de quinze personnes, qui s'est rendue pour cela à Van, Bayezid, Igdir, Agri, Toprakkale, Tutak, Hınıs, Hamur, Tekman et Karayazi, soit les lieux où Evdalê Zeynikê

avait coutume de se déplacer dans un périple vagabond.

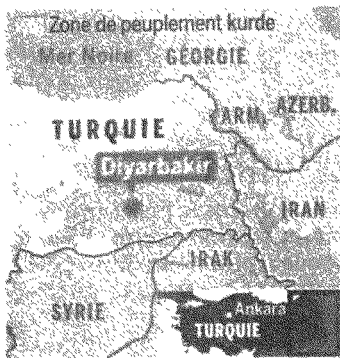
Long de 72 minutes, ce documentaire met aussi à l'honneur les dengbêjs femmes, et a attiré l'attention des professionnels par sa technique autant que son contenu.

Au sujet de son film et de son succès dans les festivals, Bulent Gündüz s'est déclaré très heureux d'avoir pu emmener « l'enfant épique de la Mésopotamie de l'autre côté de la terre. Evdal, le meilleur depuis des siècles, chantera des kilem (poèmes chantés) interdits aux habitants de New York ; c'est un bonheur au-delà de toute description. Ce festival a montré une fois encore que la littérature orale et la tradition des dengbêj sont au cœur de la tradition kurde, et sont aussi une part du patrimoine culturel de l'humanité. »

---

# La Turquie déstabilisée par les affrontements avec la rébellion kurde

La guérilla du PKK et les familles de victimes accusent l'armée de mutiler les cadavres des combattants



## Reportage

### Diyarbakir (Turquie)

Envoyé spécial

Un matin, deux agents de la police antiterroriste ont frappé à la porte de la famille Dagan, dans une banlieue populaire de Diyarbakir, la ville kurde de l'Est. « J'ai tout de suite pressenti quelque chose de grave », raconte Ahmet, le père, en prenant le frais au pied de l'immeuble.

Comme tant d'enfants de la région, le fils aîné, Ozgür, s'était engagé dans la guérilla du PKK, en 2004, sitôt obtenu son diplôme d'ingénieur à l'université. Tué

dans des combats avec l'armée turque, près de la mer Noire, son nom s'est ajouté à la longue liste des victimes de la guerre qui, depuis 1984, a fait plus de 40 000 morts.

Depuis la rupture du cessez-le-feu par les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le 31 mai, les violences se multiplient en Turquie. Les attaques de la guérilla kurde frappent quasi quotidiennement casernes et convois militaires turcs et les troupes conduisent des opérations dans tout le sud-est de la Turquie.

Le corps d'Ozgür attendait à la morgue de Trabzon, à plusieurs centaines de kilomètres. « Vous venez prendre le corps de ce terroriste ?, nous a demandé le policier en désignant un sac noir posé par terre », raconte le père, larmes aux yeux. Sur les premières photos que lui montre le procureur, le corps ne compte que deux impacts de balles à la tête. Celui qui lui est rendu est méconnaissable, la tête déchiquetée, la cage thoracique béante, la chair brûlée à l'acide. « L'odeur était insoutenable. Je ne sais pas comment j'ai pu rester debout. Ils nous ont dit de partir vite, sinon la population allait nous lyncher. »

### Lutte sans merci

Pour la famille, le corps a été mutilé post mortem, une pratique courante, selon les militants des droits de l'homme de Diyarbakir. « Des soldats expliquent comment ils arrachent les yeux, coupent le nez ou les oreilles des guérilleros et s'en font des trophées. Au procès du colonel Temizöz, un ex-chef de la gendarmerie de Diyarbakir, les témoins ont raconté des choses inimaginables », raconte l'avocat Selahettin Coban. Un médecin militaire a aussi décrit les viols sur les cadavres des femmes de la guérilla. Des actes qui s'expliquent, selon l'avocat, par le nationalisme et l'impunité dont jouissent les soldats turcs.

En réaction, les manifestations de soutien au PKK se sont durcies. A Diyarbakir, plusieurs milliers de personnes ont défilé en fin de semaine dernière pour crier vengeance en brandissant des photos de corps mutilés, et scandé des slogans en faveur de la guérilla et d'Abdullah Ocalan, le leader emprisonné depuis 1999. La sono du bus du Parti pour la paix et la démocratie (BDP), la vitrine légale du PKK, diffusait des chants guerriers et des jeux cagoulés, armés de pierres et de

cocktails Molotov, ont provoqué des affrontements et tenté de passer à tabac des policiers en civil.

Ces tensions ont gagné des grandes villes hors de la région à majorité kurde. A Dörtiyol et à Inegöl, des groupes turcs ultranationalistes ont lancé des expéditions punitives, attaqué un commissariat, brûlé des voitures et détruit des commerces kurdes. « Ils voulaient lyncher tous les Kurdes, constate l'avocat Sezgin Tanrikulu, figure intellectuelle kurde indépendante. Ce serait bien que la police montre la même tolérance à Diyarbakir. La césure idéologique entre Turcs et Kurdes va devenir une séparation géographique. Tous les Kurdes qui vivent à l'ouest vont se sentir en danger, chaque incident peut dégénérer en affrontement ethnique. »

En campagne pour le référendum du 12 septembre, où les Turcs se prononceront sur la réforme de la Constitution proposée par son gouvernement, le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a promis une lutte sans merci contre le PKK, adoptant le discours musclé de son électoral le plus nationaliste.

Face aux accusations de mauvais traitements lancées contre l'armée,

## La prison de Diyarbakir reste un vivier pour la guérilla

### Diyarbakir (Turquie)

Envoyé spécial

« Qu'a fait mon fils pour se retrouver là ? », gémit Hazime. Cette mère, coiffée du voile de coton blanc traditionnel kurde, est assise sur un banc devant la porte de la prison de haute sécurité de Diyarbakir, réservée aux prisonniers politiques. Kadri militait à l'université et recrutait des jeunes pour les orienter vers la guérilla du PKK.

« Un jeune de 15 ans l'a dénoncé l'an dernier, ajoute son ami Lütfü, venu lui apporter sa guitare et des livres. Il n'a pas encore été jugé, mais il sera condamné à six ans, la peine pour appartenance à une organisa-

tion terroriste. Heureusement, grâce à la culture du parti et au soutien des amis, son moral est bon. »

Sous un toit en tôle qui les protège à peine du soleil de plomb, des dizaines de visiteurs attendent, pour aller voir un père, un fils, une sœur détenus au milieu d'une étendue désertique, à la périphérie de la ville. Le temps de parler est de quarante minutes. Pas une de plus.

A l'intérieur, les cellules sont pleines à craquer. Il y a deux fois plus de détenus que ne peut en héberger la prison. Depuis décembre, des vagues d'arrestations de militants kurdes, soupçonnés d'appartenir à l'Union des communautés kurdes (KCK), une branche du

PKK active dans les villes de Turquie, ont envoyé plus de 1 500 personnes derrière les barreaux.

« Mon frère, âgé de 45 ans, est là depuis sept mois, témoigne Ahmet. La police a dit qu'elle l'avait vu entrer dans l'immeuble où se trouve un syndicat. La plupart des gens sont en prison sans véritable raison. » « Ils enferment tous ceux qui ont des idées », s'empare Kibar, dont le discours formaté trahit son appartenance au parti. Son père, arrêté en décembre, a déjà passé dix ans derrière les barreaux pour appartenance au PKK.

« Mon frère a été condamné à dix-neuf ans ferme pour avoir brûlé une moto de police. Il était marié

depuis cinq mois », soupire Nazime. « Ici, les enfants apprennent des choses qu'ils ne connaissent pas, c'est une école de la guérilla », fait remarquer cette jeune femme maigre et nerveuse. A l'intérieur, le PKK organise la résistance, assure l'éducation des jeunes illettrés et la propagande politique. Les ouvrages et les discours d'Ocalan circulent sans mal entre les cellules. La fille d'un maire d'une petite ville de la région, emprisonnée, n'avait pourtant guère le profil d'une « terroriste », selon sa meilleure amie. « Je sais qu'elle sortira de là plus militante et plus engagée dans l'organisation », admet sa mère. ■

Gu. P.



il a répliqué que « personne ne serait autorisé à se faire l'avocat des terroristes ». « Le gouvernement ne propose aucune solution et a montré son ignorance de la question kurde, constate M. Tanrikulu. Les jeunes, qui ont grandi avec toutes ces injustices, sont de plus en plus radicaux. » Le discours politique se fait aussi plus revendicatif. Le maire de Diyarbakir, Osman Baydemir, a enfreint un tabou, dimanche 1<sup>er</sup> août, en évoquant son espoir qu'un « parlement régional du Kurdistan » soit créé et qu'un drapeau kurde flotte à côté du drapeau turc. ■

Guillaume Perrier

**Le Monde**  
3 août 2010

Irak

## Hausse brutale du nombre de victimes civiles en juillet

BAGDAD. Le nombre de civils victimes de violences en juillet en Irak a presque doublé par rapport au mois de juin, selon les informations du gouvernement irakien. L'armée américaine a contesté les chiffres livrés par les autorités irakiennes et avance un bilan moindre. Au total, 396 civils auraient été tués au cours d'attaques perpétrées en juillet, contre 204 en juin et 275 en mai. L'armée américaine fait état de 161 civils tués en juillet. Le bilan global du gouvernement pour ce même mois, incluant policiers, soldats et insurgés, se monte à 535 morts, contre un total de 222 pour l'armée américaine, qui y inclut six de ses hommes. Cette divergence de vue n'a pas été expliquée. Les Etats-Unis doivent entamer, au cours du mois d'août, le retrait de leurs troupes de combat alors qu'aucun gouvernement n'a encore émergé après les élections législatives du 7 mars. Depuis l'invasion anglo-américaine de 2003, 100 000 civils ont trouvé la mort en Irak d'après l'ONG britannique Iraq Body Count ([www.iraqbodycount.org](http://www.iraqbodycount.org)) - (Reuters.) ■

**Le Monde**  
5 août 2010

Irak

## Double attentat à la voiture piégée

BAGDAD. Le premier attentat à la voiture piégée à Kout (sud de Bagdad) depuis l'invasion conduite par les Etats-Unis en 2003 a fait, mardi 3 août, 33 morts, dont trois femmes et deux enfants, selon les autorités irakiennes. Le bilan fait également état de 85 blessés. Il s'agit de l'attentat le plus sanglant dans la capitale de la province de Wassit depuis le 27 mars 2008 lorsque 44 personnes avaient péri et 75 avaient été blessées dans des affrontements ayant opposé les forces américaines et irakiennes aux miliciens chiites. A Bagdad, le même jour, neuf membres des services de sécurité irakiens ont été abattus par des membres d'Al-Qaida à un point de contrôle. - (AFP.) ■

Iran

## Washington accuse Téhéran de soutenir les talibans en Afghanistan

WASHINGTON. Washington a accusé l'Iran, mardi 3 août, de soutenir les talibans en Afghanistan, à l'occasion de la mise à l'index par le département du trésor américain de nouvelles personnes physiques ou morales liées à Téhéran, dont 21 entreprises, pour certaines basées en Europe ou au Japon. Une nouvelle liste de noms, dont ceux du général d'armée Hossein Moussavi et du colonel Hassan Mortezaoui, visant à mettre en évidence « le soutien du gouvernement iranien au terrorisme et à des organisations terroristes, parmi lesquelles le Hezbollah » libanais, des mouvements palestiniens comme le Hamas, « et les talibans », a été publiée. - (AFP.) ■



## TURQUIE: QUATRE CIVILS TUÉS DANS L'EXPLOSION D'UNE MINE DES REBELLES KURDES

DIYARBAKIR, 1 août 2010 (AFP)

QUATRE civils ont été tués samedi soir dans l'explosion d'une mine posée par les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est de la Turquie, a-t-on appris dimanche auprès de responsables locaux de la sécurité.

L'incident est survenu après qu'un groupe de rebelles s'est introduit dans l'enceinte d'une exploitation pétrolière proche du bourg de Hasankeyf, dans la pro-

vince de Batman, et y a provoqué un incendie, selon ces sources.

La mine a explosé alors que les habitants du village voisin s'étaient précipités pour tenter d'éteindre l'incendie et porter secours aux deux gardiens du site, que les rebelles avaient préalablement neutralisés.

Le nombre d'attaques du PKK a fortement augmenté depuis que son leader emprisonné à vie, Abdullah Öcalan, a annoncé en mai avoir abandonné tout effort de dialogue avec le gouvernement.

Le PKK, qui est considéré comme une organisation terroriste par Ankara et de nombreux pays, lutte pour l'autonomie du sud-est anatolien, peuplé en majorité de Kurdes. Le conflit, qui dure depuis 1984, a fait au moins 45.000 morts, selon l'armée.



## BOMBE AU PASSAGE D'UN TRAIN DANS L'EST DE LA TURQUIE, PAS DE VICTIMES

ANKARA, 2 août 2010 (AFP)

DES REBELLES kurdes ont fait exploser lundi une bombe au passage d'un train et huit wagons ont déraillé dans l'est de la Turquie, mais il n'y a pas eu de victimes, a annoncé la compagnie de chemins de fer nationale turque.

Les explosifs placés par des "terroristes" - terme des responsables turcs désignant les rebelles du Parti des ouvriers du Kurdistan Workers (PKK) - ont été actionnés au passage du train qui transportait des passagers et du fret, et se rendait de la province d'Erzincan vers celle de Sivas, selon la même source.

L'explosion a fait dérailler huit wagons mais n'a pas fait de victimes, indique un

communiqué de la compagnie.

Selon la chaîne de télévision NTV, les wagons endommagés transportaient du matériel militaire.

Le nombre d'attaques du PKK a augmenté depuis que son leader emprisonné à vie, Abdullah Öcalan, a annoncé en mai avoir abandonné tout effort de dialogue avec le gouvernement.

Le PKK, qui est considéré comme une organisation terroriste par Ankara et de nombreux pays, lutte pour l'autonomie du sud-est anatolien, peuplé en majorité de Kurdes. Le conflit, qui dure depuis 1984, a fait au moins 45.000 morts, selon l'armée.

## Israël craint que la Turquie trahisse des secrets militaires

par Dan Williams

**JERUSALEM (Reuters)** - Le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, craint que la Turquie, en froid avec Israël depuis l'abordage sanglant d'un convoi d'aide à Gaza il y a deux mois qui a coûté la vie à neuf de ses ressortissants, trahisse des secrets militaires israéliens, rapporte lundi Radio Israël.

La station se fait l'écho de propos tenus à huis clos par le leader travailliste à des militants de son parti de centre gauche le 25 juillet dans un kibboutz proche de Jérusalem.

Si Ehud Barak considère toujours la Turquie comme une "amie et alliée stratégique" qui s'est avérée fiable jusque-là, il a qualifié d'"ami de l'Iran" le nouveau chef de son Agence nationale de renseignement (MIT), Hakan Fidan.

Ses propos dénotent la méfiance d'Israël devant l'inflexion de la stratégie diplomatique régionale d'Ankara et traduisent des doutes quant à la volonté, ou la capacité, de l'État juif de recoller les pots cassés avec la Turquie

après l'affaire de la flottille pour Gaza.

Avant que le ciel ne s'obscurisse entre les deux vis-à-vis de Méditerranée orientale, la Turquie était la puissance musulmane la plus proche d'Israël, les deux pays fondant principalement leur relation sur une coopération étroite en matière de renseignement militaire.

"Un certain nombre de secrets" d'Israël ont été partagés avec la Turquie et "l'idée qu'ils puissent devenir accessibles aux Iraniens dans les prochains mois est, dirons-nous, assez perturbante", a confié Ehud Barak aux militants travaillistes.

### BLOCAGE DANS LES CANAUX D'ÉCHANGE?

Un participant à la rencontre a confirmé lundi à Reuters la teneur de ses propos, dont un responsable du ministère de la Défense a précisé qu'ils avaient été tenus en privé et ne devaient pas être diffusés.

Nommé en mai à la tête du MIT, Hakan Fidan était jusque-là conseiller diplomatique du Premier ministre turc, Tayyip Erdogan, dont le parti au pouvoir plonge ses racines dans un

islam politique peu complaisant envers l'État juif.

Ce civil, fin connaisseur de l'Iran, a joué un rôle clé, quoique peu médiatisé, dans les efforts de médiation déployés par Ankara sur le dossier nucléaire, notamment dans le projet de compromis avec Téhéran proposé par la Turquie et le Brésil à des puissances occidentales très réticentes.

"Si quelqu'un comme Barak exprime pareilles craintes, cela montre qu'il y a un blocage au niveau des canaux d'échange de renseignements", relève Ali Nihat Ozcan, analyste au centre de réflexions TEPAV d'Ankara.

"On croit comprendre qu'ils sont fous à l'idée que la Turquie puisse partager avec l'Iran ce qu'elle avait partagé auparavant avec Israël", ajoute-t-il.

De leur côté, les responsables turcs n'ont fait aucun commentaire public sur l'état de leurs relations avec Israël dans ce domaine, mais les médias turcs observent avec méfiance la collaboration prêtée à Israël avec les Kurdes du nord de l'Irak, cousins des séparatistes du PKK de Turquie.



## TURQUIE: UN POLICIER, TROIS REBELLES KURDES TUÉS DANS UNE ATTAQUE

**ANKARA, 3 août 2010 (AFP)**

**UN POLICIER et trois rebelles kurdes ont été tués au cours d'une attaque à la roquette lundi soir visant des bâtiments de la police dans le sud-est de la Turquie, a annoncé mardi l'agence de presse turque Anatolie.**

L'attaque à la roquette menée par des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a visé le quartier général et des habitations de la police à Eruh, dans la province de Siirt, pendant une coupure d'électricité, a annoncé dans un communiqué le bureau du gouverneur, cité par Anatolie.

Un policier a été tué et un autre légèrement blessé par les tirs de roquettes. Trois rebelles kurdes ont été tués dans un échange de tirs à la suite de l'attaque, ajoute l'agence de presse.

Le nombre d'attaques du PKK a fortement augmenté depuis que son leader emprisonné à vie, Abdullah Öcalan, a annoncé en mai avoir abandonné tout effort de dialogue avec le gouvernement.

Le PKK, qui est considéré comme une organisation terroriste par Ankara et de nombreux pays, lutte pour l'autonomie du sud-est de l'Anatolie, peuplé en majorité de Kurdes. Le conflit, qui dure depuis 1984, a fait au moins 45.000 morts, selon l'armée.



## UN SOLDAT TURC ET SIX REBELLES KURDES TUÉS DANS L'EST DE LA TURQUIE

**ANKARA, 5 août 2010 (AFP)**

**UN SOLDAT turc et six rebelles kurdes ont été tués jeudi lors d'accrochages entre l'armée et les insurgés dans l'est et le sud-est de la Turquie, a indiqué l'agence de presse turque Anatolia.**

La police a saisi des explosifs dans une voiture près de Diyarbakir, la capitale de la région à majorité kurde, et arrêté deux personnes suspectées d'être des militants du Parti des travailleurs kurdes (PKK), ont précisé les médias turcs.

Ces affrontements s'inscrivent dans une montée en puissance des attaques des rebelles kurdes depuis le mois de mai.

Trois insurgés, dont une femme, ont été tués lors d'une opération des forces de sécurité dans une zone montagneuse de la province d'Hakkâri, frontalière avec l'Irak et l'Iran, a indiqué à Anatolia le gouverneur local, Muammer Tumer.

Selon l'agence turque, trois autres membres présumés du PKK sont morts lors d'une fusillade avec la police alors qu'ils venaient de tirer contre le bureau du gouverneur dans la ville de Van, dans l'est du pays. Deux policiers ont été légèrement blessés lors de l'incident.

Enfin, dans la province d'Agrî (est), un soldat est mort lors d'un accrochage près de Dogubayazit et un autre a été blessé quand des rebelles ont attaqué un bâtiment de la police à Dicle, près de Diyarbakir (sud-est).

Le nombre d'attaques du PKK a fortement augmenté depuis que son leader emprisonné à vie, Abdullah Öcalan, a annoncé en mai avoir abandonné tout effort de dialogue avec le gouvernement. Le PKK, qui est considéré comme une organisation terroriste par Ankara et de nombreux pays, lutte pour l'autonomie du sud-est de l'Anatolie, peuplé en majorité de Kurdes. Le conflit, qui dure depuis 1984, a fait au moins 45.000 morts, selon l'armée.

## Pro-Kurdish Party Proposes Establishing Kurdish Regional Government in Turkey

By WLADIMIR VAN WILGENBURG

**TURKEY, DYARBAKIR:** Osman Baydemir, the Mayor of the Kurdish city of Diyarbakir in Turkey proposed establishing a regional Kurdish government similar to Iraq's federal region of Kurdistan, according to the news reports.

The pro-Kurdish Firat News Agency (ANF) reported yesterday that the pro-Kurdish Party of Peace and Democracy (BDP) had demanded Turkey to grant the Kurds a semiautonomous local government in the Southeast of Turkey as it was revealed by Baydemir.

"Marmara and the Eastern and Western regions of the Black Sea will have its own government. There will be the Kurdistan Parliament as well. The red-white-yellow-green flag of the Kurdish nation will wave next to the flag of Turkey," Baydemir outlined his party's proposal.

He said that the proposal had come as a result of the failure of the Turkish Prime Minister Erdogan's so-called "Kurdish opening."

The project of the ruling government led by the Erdogan's Justice and Development (AK) party does not mean much for the Kurds, said Baydemir.

The call for a regional government followed after an interview of the PKK leader Murat Karayilan with BBC, proposing to disarm his group in return for more political and cultural rights.

"If the Turkish state does not accept this solution, then we will declare democratic confederalism independently," Karayilan said. The BDP's proposal also comes at one of the tensest periods in Turkey. In addition to an ongoing confrontation between with the pro-Kurdish rebel group, the Kurdistan Workers Party (PKK), which has thus far reportedly claimed the lives of 80 Turkish soldiers as well as dozens of PKK guerrillas, Turkey has been facing riots erupted by the Kurds in the Southeast part of Turkey.

Turkey have reportedly arrested dozens of children, under eighteen, accused of being terrorists, yet in some cases their only crime was to have attended a demonstration, chanted a pro-PKK slogan or thrown a stone, reported the New York Times two days ago.



A Kurdish boy holds a poster of PKK's imprisoned leader Abdullah Ocalan who established his group 1984 aiming to establish a Kurdish state in Turkey. Photo by Sofia News Agency

The proposal of Baydemir will probably stir a heated debate in Turkey similar to what Kenan Evren, Turkey's seventh president, proposed in 2007 suggesting to a Turkish newspaper that Turkey decentralize power into eight administrative states.

Turkey has always been bitterly opposed to Kurdish political rights fearing that it will end up in Kurdish statehood jeopardize the integrity and Turkishness of the state.

Bloomberg

August 2, 2010

### Reliance Plans to Advance Kurdistan Oil Exploration This Year

Bloomberg - By Obiko Pearson

(Bloomberg) -- Reliance Industries Ltd., owner of the world's largest refining complex, plans to advance exploration at two oil blocks in Kurdistan this year.

Reliance, controlled by billionaire Mukesh Ambani, invited contractors to bid for work to begin extended well testing at its Rovi and Sarta blocks starting in the fourth quarter, a tender document shows. The studies help evaluate the productivity of a reservoir by estimating the oil and gas it contains and how much can be extracted.

Manoj Warriar, a spokesman for Mumbai-based Reliance, declined to comment today on which companies have been selected. The company didn't respond to an e-mail seeking details of the tender, which closed July 21.

Oil exports from Kurdistan, a semi-autonomous region in northern Iraq, have been suspended since October when authorities in Baghdad declared contracts signed between the Kurdistan Regional Government and foreign companies illegal.

Reliance holds 102,000 square kilometers of overseas oil and gas acreage in 14 blocks, including in Peru, Yemen, Oman, Australia and Kurdistan. One block in Yemen is producing 4,600 barrels a day, the company said in a July 27 statement.

# Kurdish Oil Minister Thoroughly Discusses Allegations About Smuggling Crude

By RUDAW

*Following the publication of a New York Times article on July 8 accusing the Kurdistan Regional Government (KRG) of illegally smuggling hundreds of millions of dollars in crude oil and refined products via tankers to Iran, the KRG has been continually facing critics and pressure from local media, people, Iraqi government as well as the U.S. government.*

*In an exclusive and rare interview with Rudaw, here Dr. Ashti Hawrami, Kurdistan's Minister of Natural Resources, at length discusses KRG's oil policy answering all of those questions and allegations.*

**RUDAW:** Many things have been said about you and your ministry. It is said that Kurdistan crude oil is illegally exported to Iran and you are not listening to the government of the Prime Minister Barham Salih who wants to stop the oil trafficking? What is your response to that?

**HAWRAMI:** All those words are efforts to complicate the situations here. We are all following one policy which is the policy of the Kurdistan Regional Government (KRG). We have all been sworn in. Under the instructions of president Barzani, we are all, from the prime minister to myself have promised to protect our policies and rights- our constitutional rights in the oil field.

The policy that I am talking about is the policy planned by the fifth cabinet. Now we, with the support of the [current] prime minister are all keeping on that policy. We will not go beyond our constitutional rights and neither will we give up



Sitting in his office in Erbil, Dr. Ashti Hawrami, Kurdistan's Minister of Natural Resources, at length discusses KRG's oil policy answering all of those questions and allegations that Kurdistan smuggles oil to Iran.. -----  
Photo by Hussein Hima

any.

The constitutional rights have been set in the constitution by the representatives of the Kurdish people. I do not have the right to compromise on those constitutional rights. We do not violate the constitution either. So those who say Hawrami does this and that, they are merely trying to disturb out oil policy.

The New York Times report is concurrent with a specific political situation, that is, the situation of forming a government in Iraq. I do not look at the report as an attack on me. But rather, I see it as an attack on the Kurdistan region's oil policy. I have only been a target in that effort to fail the Kurdistan oil policy. But the oil policy is the policy of the KRG and of the Kurdistan president, as well as the Kurdistan parliament's policy. It was discussed in and passed by the parliament. Those who are working to deform the policy are those who do not understand, unfortunately some of them are from Kurdistan, and the others are those who are against the Kurdish interests.

**RUDAW:** I realize that oil policy is not easy to explain. There are some concerns over the inability of the KRG to explain the oil policy to the people of Kurdistan?

**HAWRAMI:** I respect and understand those concerns, and wish the people understand and respect the Kurdistan oil policy which took too much efforts and courage to start. We started five years ago, back then we had only two hours of electricity in both Erbil and Sulaimani. Now we have twenty hours of electricity [per day]. If we had not started this project we would not have this much electri-

city now. Only three – four years ago we had to use about 15- 20% of the Kurdistan's budget to buy gasoline in order to generate few hours of electricity. 700 million to one billion dollars were spent annually in that regard. No longer is that money spent. This means we have increased electricity and saved money at the same time. Now we extract oil and refine it in the Kurdistan refineries thus provide fuel for the power stations. It has been a year since we have started extracting gas as well.

If we hadn't started that project, Kurdistan would have been in a very bad situation now in all of the aspects. Imagine living in this hot summer with the amount of electricity we had in those years. Imagine spending money on buying fuel for our power stations instead of spending it in all those fields which we still need to improve.

Now more than 40 companies from 17 different countries work here in the oil and gas fields. They have invested more than 10 billion dollars in Kurdistan. They have brought so much many opportunities; they carry out training and exercise [on the local people]. Now industry is gradually starting in Kurdistan. If the electricity sector was not improved [due to the Kurdistan oil policy] none of the referenced achievements would have been secured. If we still had to wait on Baghdad, or still had the mentality to keep the fortune for the future, as our opposition party calls for, Kurdistanians' living standard, investment and jobs would have been in a very bad shape. Our policy is premised on a correct base. What we have so far done is transparent.

We have a few refineries in which we

refine our oil. Some of the oil-finished products, such as gasoline and natural gas, are sent to the electricity and energy stations. What is left the KRG sells in order to pay the companies working in refining crude oil. The crude oil is extracted by Norwegian and Turkish companies. The extraction is not free; we pay these companies according to the contracts. They companies are paid by [the money made in] selling the finished goods.

The refineries are also owned by the private sector. A good refinery costs about 300 to 400 million dollars. For refining each barrel of crude and producing gasoline, benzene, Kerosene we have to pay. We pay them from selling the oil byproducts in the refineries.

Whatever revenue is left will go to a special bank account of the [KRG's] Finance Ministry. And we bid out whatever we sell. Opposition or any media channel can attend the [formal announcement of] those bids. They can attend and find out how much oil byproducts are sold, and then they can go to the border to check and see if any more than that oil is exported! Or some say Kurdistan crude oil is exported and sold. If they have any evidence which proves that the [exported] crude oil is Kurdistan's crude oil, then let them bring it forward.

**RUDAW:** well, Abdulla Mala Nuri, a Gorran member in the Kurdistan parliament says he does have evidences proving Kurdistan's oil being illegally smuggled to Iran. And not only that but he also says that he has evidences that almost all the money made in the smuggling goes to the PUK and PDK?

**HAWRAMI:** Mala Nuri's information is baseless. If he has evidences let him take them to the parliament. In that case it is his right to do so, but if he does not do so then what he says are nothing but lies to deceive the people.

**RUDAW:** But he says he has evidences?

**HAWRAMI:** Then he has to prove his claims. Words are easy to say, but what is important is to show commitment to the words. If he has evidence, he should take them to parliament and show the people that Kurdistan crude oil is exported. If so, then the government will deal with the situation. But as I said these are lies. Kurdistan crude oil is not exported. Sometimes people mistake between oil and oil products. So if he talks about crude oil then he is mistaken. He [Mala Nuri] says the day natural minister was in parliament 384 tankers of oil were sent to

Iran from Taq Taq. That many tankers is equal to 100.000 barrel/day. It is clear that we do not have that capacity. We cannot even export 20.000 b/d via tankers. Even our border gates cannot handle 1000 tankers a day. Anyway, if there is evidence and there is insufficiency in the government's performance so bring them forward and let's fix the problems. But baseless speech is for confusing the people not for helping them. This would facilitate the enemy's attack on Kurdistan's oil policies.

**RUDAW:** Have you opened a special account for the oil revenues as it is required by the Kurdistan oil and gas law?

**HAWRAMI:** Yes we do have that account in the Finance Ministry of the KRG. It is not a big account, because we do not export oil. But that account had been created and observed and the account must be created to sort out the oil deals and money with Baghdad and vice versa. If we reach the stage of a continuous extraction and production of oil and continuous export of oil, then we will have to send the oil revenues to the Iraqi oil revenues box. That box has not yet been set. Neither have we reached a stage which we need such a box, but we have opened an oil bank account which is under the finance ministry's jurisdiction.

**RUDAW:** But the minister of finance says they do not control the oil revenues?

**HAWRAMI:** No they do. After the issuance of oil and gas law by the Kurdistan parliament, whatever money is left after paying the refineries and extraction companies will be sent to the Finance Ministry's account. But the amount is not a significant amount as the referenced parliamentarian had talked about. It may produce the amount that the parliamentarian had talked in one year, not in one month as he had said. And the money is not for the political parties, it goes to the government. The account in the finance ministry is a closed account. The money in that account is not used now. We have to wait until we agree with Baghdad on the way that money should be spent.

**RUDAW:** The Iraqi oil and gas law package, which has yet to be passed by the parliament, talks about the distribution of oil and gas revenues. Are you not spending the oil revenues because of that law package?

**HAWRAMI:** yes, and because the oil revenues box has not yet been set up in Baghdad.

**RUDAW:** Some say that you are not giving the oil revenues to Baghdad' because you are unsatisfied with the %17 share of Kurdistan's oil?

**HAWRAMI:** No. That is something we have left to political agreements. We are waiting for one thing which is the issuance of an oil and gas law in Baghdad. According to the article 112 of the Iraqi constitution as that law is issued all the Iraqi oil and gas revenues shall go to that box. The expenses will be drawn from that box and then the money will be redistributed on the Iraqi regions according to the population of each region. Under the supervision of the parliament that money will then be distributed on the Kurdistan region as well.

That account/box has not yet been set in Baghdad. The money that comes to Kurdistan is coming in the form of budget [cash].

We are telling Baghdad that this money should not come in the form of budget, because if it is i then it will like we are receiving wages. For example, Iraq now talks about exporting 10-12 million b/d of oil, if that much oil is exported then the Iraqi annual budget will reach 500 billion dollars, but the Iraqi budget might be set at 200 billion dollars. Thus the extra money has to be set aside and cannot be spent in its respective year. Therefore, the 300 billion dollars will stay in Baghdad and we will not be participating in spending it. We will be only participating in spending what we spend now. This is not constitutional.

The constitution says after deducting the expenditure money the oil revenues have to be distributed on the regions. If we constitutionally deal with the oil revenues then we will have 17% of the 300 billion extra dollars too. This is what we are in conflict with Baghdad for. But if we let the box to be dealt with as it is now, then the box would become a safe for them and will deprive us from its money.

**RUDAW:** Is your problem with Baghdad over sending Kurdistan oil revenues to the Iraqi oil revenues box located in the US?

**HAWRAMI:** Our oil revenues are called the internal revenues. They are not sent outside. The revenue deposited outside is the revenue of selling crude oil to the outside world. We do will not sell and have not sold crude oil. What we have sold were through the Iraqi national oil networks and pipelines which is sold by [the State Oil Marketing Organization]

SOMO. SOMO has to have sent the money to that box you are talking about.

What we sell in Iraqi oil company Kurdistan is petroleum-finished products. Iraq sells several kinds of finished products. And does not send the incomes obtained from selling these finished goods to the US located box. All the provinces and regions can sell finished goods. But there must be a law for using oil and gas in the internal sectors. Iraq has Dora and Beji refineries. Iraq refines oil and gives us [fuel oil] as much as it wishes. And Iraq has not built any refineries in Kurdistan; therefore we have to rely on the private small refineries in order to fulfill our power station needs.

**RUDAW:** How will you deal with the so-called "black oil" that comes from south of Iraq to Kurdistan and then exported from Kurdistan to Iran?

**HAWRAMI:** the Iraqi oil ministry deputy was here. They say they do not sell black oil to outside. They have decided to sell the black oil to the factories and internal private sector with a lower price for the internal needs. Therefore, some of the black oil comes to Kurdistan in this regard. We agree with coming of black oil

to the three provinces of Kurdistan for internal use, but not to be exported. Earlier only the Ministry of Interior used to observe it. From now on we will take part in observing the black oil as well. The tankers queuing up nearby the border points have to be only those that come from the Kurdistan refineries which we sell in open bids. We do not want Iraqi black oil to pass through Kurdistan. SOMO says they are not currently allowing black oil to be exported. If they do not permit black oil to be exported, that will mean we won't let tankers carrying black oil to go through even though if they have SOMO permission documentations.

Therefore, the people who are carrying SOMO documentation to export black oil are either carrying forged documents, or SOMO lies to us. That is why we have asked for coordination between the KRG and the Iraqi government. When they are issuing permission to a company to export 10.000 barrels of black oil, they have to let us know so we can facilitate their export. If we are not told about the deals that SOMO makes, then we have to prevent their export via our border points. This is to say, if SOMO does not inform us about the deals then we will doubt any

documentations the tanker drivers have with them.

**RUDAW:** You have said that if there is evidence proving export of crude oil of Kurdistan, even one tanker, and then you will resign. Are you sure that there is no barrel of Kurdish crude oil exported to Iran?

**HAWRAMI:** Since I have been here, we have not permitted exporting Kurdistan's crude oil. And I am sure no Kurdistanian crude oil has been exported. Both the oil extraction companies DNO and Genel Energy are unable to export oil in tankers. And whatever oil has reached the refineries, have been under our direct supervision. That is why we are 100% sure that Kurdistanian crude oil has never been exported. Except for the four months in which crude oil was exported via the Iraqi pipelines. And that was carried out via SOMO. Even though we are constitutionally allowed to sell our oil, whether by tankers, through pipelines or bicycles. When I say we have not exported oil that does not mean we do not have the right to do so.

●●●

## Sadr Movement Threatens Possible Establishing US Base in Iraqi

By RUDAW

As US troops are preparing to withdraw from Iraq, the pro-Iranian Sadr Movement, threatened that they will not tolerate the establishment of a US military base here in Iraqi Kurdistan bordering Iran.

Balqis Guli Muhammad, a senior leader of the Iraqi Movement of Sadr led by Shiite cleric Muqtada Al-Sadr, living in Iran, said her party does not ally even with a party supporting the notion of having U.S. troops in Iraq, in the government formation.

"After 2011, there must not be any U.S. soldier in the Kurdistan region," Muhammad said, in an exclusive interview with Rudaw.

The notion of building a U.S. military base here in Kurdistan has been proposed by a number of former senior U.S. officials such as Jae Garner, the

first Iraqi administrator, a job he took for a short period after the 2003-invasion of Iraq.

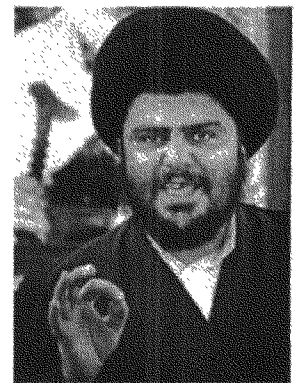
This idea has been taken more significantly as the U.S. imposed new sanctions on Iran feeling increasing threats as a result of its refusal to fully abide by the international law regarding its nuclear program.

Muhammad said that the Kurdistan Regional Government (KRG) does not have the right to unilaterally negotiate the presence of U.S. troops in Kurdistan.

"This is something in the hand of Baghdad not the regional government," she said.

Back 2007, Chief of staff of the Iraqi Army, Babakir Zebari, said that the U.S. had planned to set up a permanent military compound here in the north of Iraq.

But the KRG officials have ruled out talking about leaving U.S. troops in Iraq



Iraqi radical Shiite cleric Moqtada Al Sadr

following their complete withdrawal as scheduled for the end of 2011.

"Thus far, we have not signed an agreement with U.S. officials to establish such as base in Kurdistan," said Fayaq Tofiq, deputy Minister of Interior Ministry of Kurdistan.

## MIT report suggests Dortyol incidents hoped to provoke 2nd Madimak massacre

### TODAY'S ZAMAN ISTANBUL

A recent report prepared by the National Intelligence Organization (MIT) has suggested that the ethnic conflict that erupted in Dörtöy, Hatay province, following the killings of four police officers in the town by terrorists last week aimed to create the atmosphere required for a Madimak-like incident.

The Madimak incident took place on July 2, 1993, in Sivas, where 35 people who traveled to the city to attend the Pir Sultan Abdal Festival died when the Madimak Hotel was set on fire following provocations. Among those killed were writers, poets and folk music singers. Fifty-one people were wounded. Two of the assailants died. According to the MIT report, when protestors set ablaze the Peace and Democracy Party (BDP) building in Dörtöy, police in the town immediately called firefighters.

The firefighters are employed by the municipality currently run by the Nationalist Movement Party (MHP). Before long, the firefighters arrived at the scene of the fire but left without putting it out. They made the victory sign with their hands as they left. The report suggests that the refusal of the firefighters to put the fire out was a strong indicator of the desire to witness a second Madimak crisis.

Dörtöy was the center of high tension last week, beginning on Monday when four police officers were killed in a terrorist attack on a police cruiser, after which a nationalist group set the district's pro-Kurdish BDP office ablaze, chanting slogans against the terrorist Kurdistan Workers Party (PKK). Tension ran high in the city throughout last week.

The MIT report also said the police had informed the Dörtöy Prosecutor's Office about the attitude of the firefighters. In response, the office said: You do not take action against BDP supporters who chant slogans [in favor of the terrorist PKK], so there is no need to take action against the firefighters, either.

The prosecutor's office later asked the Dörtöy Police Department



According to a MIT report, provocateurs hoped to create the atmosphere required for a Madimak-like incident after the killings of four police officers in Dörtöy last week. Provocateurs set ablaze a BDP office in the town.

to release 30 nationalists who were detained after rising tension in the town. The request, according to the MIT report, was aimed at helping to stir up further chaos in the town.

Tension continued to rise in Dörtöy after claims emerged that Leyla Zana, a former Kurdish politician, was set to visit the town with a large group of BDP members. The claims alarmed nationalist residents of the town, who convened in a large square to prevent the delegation from entering Dörtöy. The delegation arrived in Hatay, but without Zana, to examine the situation in the city, but security forces did not allow it to enter Dörtöy.

The MIT report also pointed to the influence of the MHP provincial chairman in Hatay, Sefik Çirkin, and Lutfi Kasikci, the head of the MHP's Ulku Ocaklari -- the youth branch of the party -- on the nationalist group protesting in the town. In addition, MHP Hatay deputy Suleyman Çirkin worked to incite further tension in the city, taking part in live broadcasts during which he stated that the reaction of Hatay residents in the face of PKK violence was ordinary.

According to Sinan Oan, president of the International Relations and Strategic Analysis Center (TURKSAM), Parliament should set up a commission to investigate the Dörtöy incidents. Otherwise, it is inevitable that Turkey will witness another major provocation in the city.

When the PKK first emerged, they said it was the work of a hand-

ful of street bullies. The inaction contributed to the rapid growth of the terrorist organization. A parliamentary commission should be set up to investigate the Dörtöy incidents, he said. Oan also said it was pure luck that there were no casualties in the violent incidents in Hatay. Had blood been shed from the two sides [Turks and Kurds], we would have entered a dangerous process. We should not ignore the gravity of the incidents but launch a detailed probe [immediately], he added.

In the meantime, Interior Minister Besir Atalay on Sunday raised the prospect of provocation in Dörtöy in the wake of the PKK attack there, saying that things are not as simple as they seem in Hatay. All the complexity of the incident is being analyzed by special intelligence teams. What they [the provocateurs] want is to sabotage a peaceful atmosphere for a public referendum [on the constitutional amendment package], the minister noted.

Turkey is set to vote in a referendum on a government-backed package to amend the Constitution on Sept. 12. Tension has gradually been rising since the package was completed. Security teams believe opponents of the package are pinning their hopes on more violence in the country to urge people to vote against the constitutional amendments.

The National Police Department warned all police departments across Turkey against ethnic provocation

in a confidential notice on Monday. The note cautions that provocateurs are hoping to foment tension among members of different ethnic groups.

According to the notice, the provocateurs are eyeing residents of cities home to multiple ethnic groups for further tension. They will not miss the opportunity to provoke residents, with the hope of this escalating into violent clashes between the groups. The notice also warns that the provocateurs are mainly people who were convicted of

various crimes in the past.

Funeral ceremonies for slain soldiers and conferences and meetings held in the aftermath of terrorist attacks are occasions not to be missed by the provocateurs, according to the notice. The provocateurs usually exploit the nationalist feelings of the participants at such events to deepen the tension between Turkey's Turks and Kurds.

The note also cautioned that the BDP offices and party members as

well as members of the MHP, the Grand Unity Party (BBP), the *çlk*, Ocaklar1 and the Alperen Ocaklar1 - the youth branch of the BBP -- may soon be targeted in acts of provocation. The notice asked police departments to step up security measures in their cities.

## Turkey's BDP tries to restart talks on Kurdish Conference in Arbil

SEVIL KUCUKKOSUM

ANKARA - Hurriyet Daily News

The idea for a Kurdish Conference, first proposed in 2008 but then postponed indefinitely, has been brought back to the agenda by a delegation from Turkey's pro-Kurdish party during a visit to northern Iraq.

A delegation from the Peace and Democracy Party, or BDP, visited Massoud Barzani, the head of the northern Iraqi Regional Kurdish Administration, in Arbil and discussed the idea of holding the conference. Barzani, however, believes work to lay the foundations for peace should be carried out before such a conference is held, the Hurriyet Daily News & Economic Review has learned.

There is a problem of timing, a BDP deputy told the Daily News on Friday, referring to the increase in terrorist attacks by the outlawed Kurdistan Workers Party, or PKK, which has reportedly contributed to Barzani's reluctance to hold such a conference.

When the conference was first proposed in 2008, the PKK had declared a cease-fire and halted its terrorist attacks. The idea was to bring together Kurdish representatives from Turkey, Iraq, Syria, Iran and Europe to talk about the unity of the Kurdish people and forge a road map for a solution to the Kurdish question in Turkey. Barzani agreed to host the conference and a commission was formed to pre-



A delegation from Turkey's Peace and Democracy Party, or BDP, visits Massoud Barzani (R), the head of the northern Iraqi Regional Kurdish Administration. DHA photo

pare the participants.

When the Turkish government launched its democratic initiative, the conference was postponed but the PKK later called off its ceasefire and restarted its attacks.

The PKK is listed as a terrorist organization by Turkey, the United States and the European Union.

Calls for the PKK to lay down its arms were expected to be on the agenda of the Kurdish Conference as well. The idea was floated in 2009 that Turkey could participate in the conference as an observer, but Ankara's opposition to the PKK being represented as well contributed to the postponing of the conference.

War should not be the preference of the Kurds, Barzani told the delegation of pro-Kurdish politicians, according to the Peyamner news agency of the Regional Kurdish Administration. The delegation, which included Ahmet Turk, head of the now-disban-

ded Democratic Society Party, or DTP, former DTP deputy Aysel Tugluk and BDP deputy Bengi Yildiz, came to Arbil to discuss the BDP's new representative office in the city and the acceleration of long-standing plans for the Kurdish Conference.

Barzani said they would support peace. I hope all parties will support this option. Because world changes and the last couple of years showed the Kurdish problem cannot be solved with arms. The solution goes through dialogue and understanding of each other, he said.

The Kurdish Conference should aim for and provide permanent peace in the region, Turk said in the meeting.



# À Mossoul, les GI sont sur le départ

Alors que l'Irak connaît une recrudescence de violences, la base américaine de Diamondback, dans la province de Ninive, se vide peu à peu de ses soldats.

Par Fatma KIZILBOGA,  
notre envoyée spéciale à Mossoul

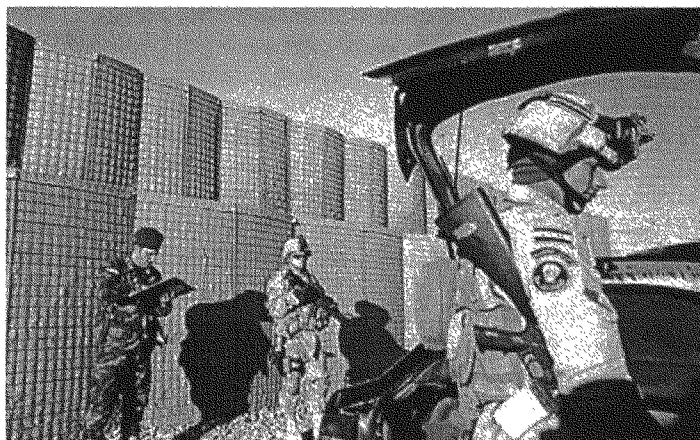
«OBSERVER un entraînement militaire? Impossible, les soldats américains ne s'entraînent que rarement désormais.» Sourire en coin, le lieutenant Mark Miller se veut serein. Sur la base américaine de Diamondback à Mossoul, l'ambiance est au départ. Dorénavant, seuls quelques centaines d'agents de sociétés américaines de sécurité privées sont en charge de maintenir la sûreté dans l'enceinte du quartier général américain qui surplombe la ville sur un espace de 500 hectares.

En ce milieu de journée aoûtienne, et alors que le thermomètre affiche 50°C à l'ombre, les artères de la base sont vides. Il faudra attendre l'heure du déjeuner pour assister à un mouvement de foule et se rendre compte du nombre de soldats. «Je pense que nous ne sommes qu'environ 6000 dorénavant. Mais ce chiffre est difficilement vérifiable en raison des départs réguliers», explique Mark Miller. Chaque semaine en moyenne, un avion chargé de rapatrier les GI effectue une rotation depuis la base militaire vers les États-Unis. Le nombre de soldats américains présents en Irak devrait être ainsi ramené à 50.000 soldats d'ici au 1er septembre, selon le calendrier fixé par le président américain, Barack Obama.

Pour le capitaine David Edginton, le retrait des troupes américaines reste une évidence. «On ne peut pas rester ici indéfiniment, au final nous ne sommes pas chez nous. Imaginez un enfant faisant ses premiers pas. Au début, il craint que vous lui lâchiez la main, mais une fois lancé il n'a plus besoin de vous», explique-t-il, faisant référence aux forces de sécurité irakiennes, qui ne seront bientôt livrées qu'à elles-mêmes.

Alors que l'Irak est en proie à une recrudescence de violences depuis le début de l'année, le retrait des troupes de combats américaines peut susciter l'inquiétude. Située au nord de l'Irak, bordant la Syrie et proche de la frontière turco-syrienne, la province de Ninive reste la plus instable du pays. Selon les chiffres communiqués par les hôpitaux, 422 personnes ont perdu la vie au total et plus de 1100 ont été blessées dans les attaques qui secouent la région depuis le mois de janvier 2010.

Des chiffres jugés excessifs par le



Une opération de contrôle à un checkpoint menée conjointement par les militaires américains, des soldats irakiens et kurdes, en janvier dernier à Mossoul.

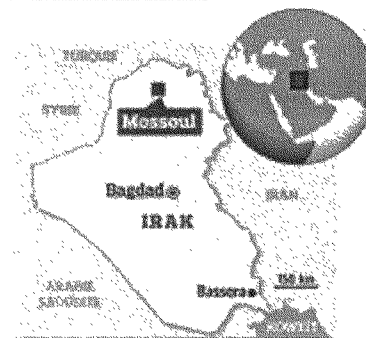
général Thomas Vandal, en charge de la province de Ninive. «L'année dernière à la même époque, nous faisons face à plus de 60 attaques par semaine dans la ville de Mossoul. Grâce aux forces de sécurité irakiennes et avec l'aide des soldats américains, ce chiffre tourne désormais autour de 16. C'est un progrès considérable», assure-t-il.

Une avancée qu'il attribue au renforcement de la coopération entre les différentes forces de sécurité présentes sur le terrain, à savoir l'armée et la police irakiennes, les pechmergas kurdes, ainsi que les soldats américains. Chargés de contrôler l'accès à la province, 11 postes de contrôle gérés en commun ont été mis en place dans les zones disputées entre le gouvernement régional kurde (KRG) et le gouvernement central à Bagdad. Situé sur la base américaine de Diamondback, un centre de coopération quadrilatérale accueille des dirigeants des différentes forces de sécurité dans le but de partager en temps réel informations et renseignements secrets. Objectif: assurer l'entente entre les différents partis afin d'atteindre le niveau de sécurité le plus élevé possible.

«Le but est de mettre en place une relation de confiance entre l'armée irakienne et les pechmergas. Je pense que nous sommes sur la bonne voie. Dans les mois à venir, nous allons continuer de faire partie de cette coopération, pour ensuite nous retirer et laisser les Kurdes et les Arabes gérer ça tous seuls», confie le général Vandal.

«Qu'ils aillent en enfer!»

Début juillet, le général Ray Odierno, commandant des troupes américaines en Irak, estimait que le déploiement d'une force de maintien de la paix de l'ONU pourrait être nécessaire si les tensions entre les Kurdes et les Arabes n'étaient pas apaisées au moment du



retrait total des troupes américaines prévu fin 2011. Mais Thomas Vandal se veut plus optimiste: «Je pense que si les formations que nous délivrons aux différentes forces de sécurité continuent de cette manière, et dans la mesure où une partie des pechmergas intégrerait l'armée irakienne dans les prochains mois, une telle option ne sera plus envisageable.»

Fin de journée, la vie reprend doucement à Mossoul. Dans son épicerie, affalé sur son siège face à un ventilateur, Ali se dit fatigué par les tensions: «Je ne souhaite qu'une chose: retrouver la paix.» Ce qu'il pense du retrait américain? «Qu'ils aillent en enfer. Ils ont semé le chaos et s'en vont maintenant comme si de rien n'était», s'énerve-t-il soudain.

Une prise de position qui ne surprend personne du côté des soldats américains. «Nous sommes conscients que notre présence n'est désormais plus désirée par une partie de la population irakienne. Pour tout vous dire, je trouve cela normal», admet le général Vandal.

Le lieutenant Mark Miller surenchérit: «La présence de l'armée américaine en Irak est régulièrement dénoncée lors d'un certain nombre d'attaques. Notre départ aura au moins le mérite d'y mettre un terme.»

☆☆☆

AFP

## TURQUIE: 3 SOLDATS TURCS TUÉS PAR DES REBELLES KURDES

ANKARA, 8 août 2010 (AFP)

**TROIS SOLDATS turcs ont été tués dans un attentat à la bombe par des rebelles kurdes dimanche dans le sud-est de la Turquie, a rapporté l'agence de presse Anatolie.**

Des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont actionné à distance un engin explosif sur une route reliant Nusaybin à Omerli dans la province de Mardin, ajoute l'agence de presse turque.

Deux soldats ont été tués sur le coup. Un troisième blessé est décédé par la suite, selon la même source.

Une opération a été lancée pour tenter de capturer les attaquants.

Dans une attaque distincte, les rebelles du PKK ont tiré samedi soir sur des bâtiments de la police à coup de roquettes de type RPG dans la localité de Tatvan dans la province de Bitlis (sud-est), blessant un officier de police, a également rapporté l'agence Anatolie.

Le nombre d'attaques du PKK a fortement augmenté depuis que son leader Abdullah Öcalan, emprisonné à vie, a annoncé en mai avoir abandonné tout effort de dialogue avec le gouvernement.

Le PKK, qui est considéré comme une organisation terroriste par Ankara et de nombreux pays, lutte pour l'autonomie du sud-est anatolien, peuplé en majorité de Kurdes. Le conflit, qui dure depuis 1984, a fait au moins 45.000 morts, selon l'armée.

AFP

## IRAK: LES KURDES PAS OPPOSÉS À UN NOUVEAU MANDAT POUR NOURI AL-MALIKI

ERBIL (Irak), 8 août 2010 (AFP)

**LES KURDES ne sont pas opposés à ce que l'actuel Premier ministre Nouri al-Maliki effectue un second mandat, en dépit du refus de ses alliés chiites conservateurs, a affirmé dimanche le président de la région autonome du Kurdistan irakien Massoud Barzani.**

"Nous n'avons pas de ligne rouge contre un second mandat. Il est notre frère et notre allié", a déclaré M. Barzani lors d'une conférence de presse commune à Erbil avec le chef du gouvernement sortant.

"Il ne s'agit pas de bâtir une nouvelle alliance mais de ranimer l'ancienne alliance qui existera toujours", a-t-il ajouté, faisant allusion aux relations nouées durant la dictature de Saddam Hussein entre les chiites et les Kurdes et à l'alliance après les élections législatives de 2005 pour former le gouvernement au détriment des sunnites.

La Liste pour l'Etat de Droit de Nouri al-Maliki est arrivée en deuxième position lors des élections législatives de mars avec 89 sièges. Elle s'est alliée avec les chiites conservateurs regroupés dans l'Alliance Nationale Irakienne (ANI, 70 sièges) mais ces derniers refusent que M. Maliki effec-

tue un second mandat.

La liste kurde, regroupant les deux grands partis traditionnels du Kurdistan, a recueilli 43 sièges.

C'est le Bloc irakien de l'ancien Premier ministre Iyad Allawi qui est arrivé en tête avec 91 sièges lors du scrutin législatif de mars grâce à un vote massif en sa faveur des provinces sunnites et un bon score dans des régions chiites.

M. Barzani a affirmé s'être mis d'accord avec son interlocuteur sur "une nouvelle feuille de route pour sortir le plus vite possible de la crise", ce que M. Maliki a confirmé. "Nous allons voir ensemble nos partenaires pour se mettre d'accord avec eux sur cette feuille de route afin de relever les défis", a déclaré le chef du gouvernement.

Les relations entre les deux s'étaient nettement aigries ces deux dernières années car M. Maliki s'était opposé violemment à toute expansion des Kurdes hors de leur province.

AFP

## TURQUIE: 5 REBELLES KURDES TUÉS, DEUX SOLDATS BLESSÉS DANS LE SUD-EST

DIYARBAKIR (Turquie), 9 août 2010 (AFP)

**CINQ REBELLES kurdes, dont une femme, ont été tués et deux soldats turcs blessés dans des affrontements survenus dans la province de Batman, dans le sud-est de la Turquie, tandis que les autorités turques ont annoncé avoir mis la main sur 90 kg d'explosif plastique.**

Les heurts entre l'armée et les membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) se sont produits dimanche soir près de la localité de Besiri, dans une zone rurale de la province de Batman (sud-est), indique dans un communiqué de ce gouvernorat.

Parmi les "terroristes" abattus figure une femme, selon le document.

Dimanche, trois soldats turcs ont été tués dans un attentat à la bombe attribué au PKK à Mardin, province frontalière de Batman.

La police de Diyarbakir, la principale ville du sud-est anatolien, peuplée majoritairement de Kurdes, a en outre saisi jeudi dernier 90 kg d'explosif de type C-4 (plastique), appartenant au PKK, a annoncé lundi le gouverneur local Mustafa Toprak.

Selon le responsable qui a parlé devant la presse, le PKK souhaitait commettre des attentats "spectaculaires" avec cette charge capable, selon lui, de détruire un immeuble de 10 étages.

Le nombre d'attaques du PKK a fortement augmenté depuis que son chef Abdullah Öcalan, emprisonné à vie, a annoncé en mai avoir abandonné tout effort de dialogue avec le gouvernement.

Le PKK, qui est considéré comme une organisation terroriste par Ankara et de nombreux pays, lutte pour l'autonomie du sud-est anatolien, peuplé en majorité de Kurdes. Le conflit, qui dure depuis 1984, a fait au moins 45.000 morts, selon l'armée.

# L'armée turque recule face au gouvernement

Ankara a gagné le bras de fer contre une institution militaire qui veut garder le contrôle du pouvoir.

LAURE MARCHAND  
ISTANBUL

**TURQUIE** La « star académie » turque, version militaire, touche à sa fin. Les vainqueurs sont les généraux Isik Kosaner, promu chef de l'état-major, et Erdal Ceylanoglu, désigné commandant de l'armée de terre. Dimanche soir, le gouvernement et la hiérarchie militaire sont enfin tombés d'accord sur la désignation des numéros un et deux de l'armée, faisant baisser, provisoirement, les tensions au sommet de l'État.

Habituellement, le processus de nomination des hauts gradés relève de la routine. Il se déroule chaque année les premiers jours d'août lors du Conseil militaire suprême (YAS). Mais la semaine dernière, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a refusé plusieurs promotions. Pour le journal *Aksam*, il s'agit « d'un tournant historique » dans un pays où l'armée, qui a quatre coups d'État à son actif en un demi-siècle et a pendu, en 1961, le premier ministre Adnan Menderes, considère que le gouvernement doit obéir à ses ordres. « Nous assistons à une manifestation de la démilitarisation du pouvoir, à un affaiblissement de la tutelle militaire, le politi-

que prend le dessus », analyse l'intellectuel Mehmet Altan.

## Multiplication des procès

Le premier signe de ce bras de fer a été le refus du gouvernement, la semaine dernière, d'entériner la promotion de onze généraux et amiraux. Un mandat d'arrêt avait été délivré contre eux fin juillet - il a depuis été annulé - pour leur implication supposée en 2003 dans un projet de

déstabilisation du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir. La formation, dont les racines puisent dans l'islam politique, est perçue par l'institution militaire comme une menace contre la laïcité. Selon l'accusation, ce complot, baptisé « Masse de forgeron », prévoyait de faire exploser des bombes dans des mosquées pendant la prière du vendredi et de provoquer une escalade militaire avec la Grèce.

Le second acte s'est joué quand Recep Tayyip Erdogan a refusé la promotion au poste de chef de l'armée de terre du général Hasan Igsiz, qu'il soupçonne d'être impliqué dans une autre tentative de putsch. « Dans un pays démocratique, il serait impossible de promouvoir un militaire ainsi mis en cause », souligne Ümit Kardas, ancien juge militaire

qui se félicite de la « résistance » du gouvernement.



« Notre armée ne peut pas fonctionner comme celles qui en Europe sont subordonnées au ministre de la Défense »

ARMAN KUGOLU, EX-GÉNÉRAL

Depuis des mois, gouvernement et généraux se livrent une guerre ouverte pour le contrôle du pouvoir.

Les jugements du réseau dit « Erge-nekon », des auteurs présumés du « Plan d'action contre les forces réactionnaires », de ceux de l'opération « Cage » sont en cours, le procès de 102 personnes pour leur implication dans le complot « Masse de forgeron » s'ouvre en décembre... Des dizaines de militaires, accusés de conspirations ourdies contre l'AKP rendent des comptes à la justice. Il y a deux ans, les premiers officiers inquiétés par les procureurs étaient majoritairement à la retraite, mais l'étau se resserre autour de ceux d'active.

## Normalisation « a la turca »

Les défenseurs de l'institution militaire estiment que les magistrats sont aux ordres du premier ministre et instrumentalisent les affaires, citant, comme dernier exemple, la convocation par la justice du général Hasan Igsiz au moment même où il devait être promu à la tête de l'armée de terre. Les actes d'accusation sont critiqués pour leur approximation ou le non-respect de la présomption d'innocence.

Pour un diplomate européen, il ne fait guère de doute que « la normalisation des relations civilo-militaires est en route même si faute de consensus politique, elle se fait "à la turca", ce qui veut dire que la victime est l'État de droit. Mais les militaires doivent comprendre qu'ils ne peuvent même plus imaginer l'éventualité de renverser le gouvernement, cette mentalité appartient au passé. »

L'armée tire toujours sa légitimité à intervenir dans la vie politique de l'article 35 de son code interne : sa mission est « de surveiller et de protéger la République de Turquie établie constitutionnellement ». Et l'« exception turque » a la vie dure dans les casernes. Selon le général à la retraite Arman Kuloglu, « notre armée ne peut pas fonctionner comme celles qui en Europe sont subordonnées au ministre de la Défense. Nous avons la responsabilité de sauver le pays de certains dangers ». Menaces islamiste, arménienne ou kurde. La liste dressée par l'armée est longue. Mais, signe que sa tutelle est à l'agonie, même l'opposition kémaliste, gardienne de l'héritage d'Atatürk, a proposé la modification du texte afin de mettre un terme à son ingérence.

Après sa victoire contre le YAS, le



Isik Kosaner, ici avec Tayyip Erdogan en août 2008, a été promu chef de l'état-major, AFP

premier ministre s'est lancé dans la campagne pour le référendum sur la révision de la Constitution, prévu le mois prochain. Meeting après meeting, il galvanise ses supporteurs en se présentant comme le protecteur de la « nation » face aux coups d'État. Un des ar-

ticles soumis à la consultation populaire prévoit la possibilité de traduire les militaires devant des tribunaux civils. La date choisie résume la mue qu'opère le pays : les Turcs se prononceront le 12 septembre, date anniversaire du coup d'État de 1980. ■

Le Monde  
14 août 2010

# En Irak, l'armée s'inquiète des conséquences du retrait américain

Le général Zebari réclame une présence militaire jusqu'en 2020. Washington veut « respecter l'accord »

Le chef de l'armée irakienne a lancé, en écho au débat qui agite les cercles politiques à Washington et à Bagdad, son pavé dans la mare. Alors que Barack Obama affiche sa satisfaction de la fin de la « mission de combat américaine » en Irak le 31 août 2010, et réitère sa promesse d'un retrait total fin 2011, le général Babaker Zebari réclame une présence militaire américaine jusqu'en 2020.

« Les politiques doivent trouver des moyens de combler le vide après 2011. S'ils me posent la question, je répondrai aux hommes politiques que l'armée américaine doit rester jusqu'à ce que l'armée irakienne soit prête en 2020 », a déclaré le général Zebari, le 11 août, lors d'une conférence à Bagdad. L'officier estime que si l'actuelle

## Recrudescence des attaques et assassinats

Alors que le mois de juillet a été le plus violent en Irak depuis deux ans (environ 500 morts), et bien que le premier ministre sortant Nouri Al-Maliki affirme que « les groupes armés ne pourront pas faire revenir le pays en arrière », les attaques se multiplient contre les forces de sécurité. Huit soldats irakiens ont été tués le 11 août dans une embuscade dans la province de Diyala. Dans la capitale, ce sont les agents de la circulation qui sont visés : 5 ont été tués et 27 autres blessés en août. – (AFP.)

opération de retrait « se déroule bien », c'est justement « parce que les Américains sont toujours là ».

Forte de 64 000 hommes (le pic fut de 140 000 soldats en 2007), l'armée américaine n'aura plus que 50 000 hommes en Irak le 31 août. La fin de la « mission de combat » signifie que leur tâche se limitera au « soutien et à l'entraînement des forces irakiennes ».

## M. Gates prêt à discuter

Pour le président américain, il est à l'évidence important de s'en tenir au calendrier promis, tant pour l'opinion publique américaine que pour celle des pays du monde musulman. En 2012, s'il veut se présenter à un second mandat, M. Obama pourrait ainsi revendiquer avoir tenu sa promesse de sortir les Etats-Unis de ce qu'il avait qualifié de « guerre stupide ».

Pour le général Zebari et les militaires irakiens, la question est ailleurs. Alors que leur armée, forte d'environ 200 000 hommes, commence à s'aguerrir à la lutte contre les derniers groupes de guérilla, elle est en revanche loin d'être capable de défendre la souveraineté du pays.

L'Irak est encore au stade primaire de reconstitution d'une armée de défense nationale, après la dissolution de l'armée de Saddam Hussein suite à l'invasion de 2003. L'achat récent de tanks Abrams, de vaisseaux navals et de fusils d'assaut M-16, et l'achat sans doute prochain d'avions de chasse F-16 ne signifient pas que l'Irak

pourrait résister à une agression extérieure. Plus que les attentats des djihadistes encore actifs en Irak, c'est ce constat que le chef de l'armée a en tête lorsqu'il évoque l'échéance de 2020.

Le débat promet donc de se prolonger jusqu'à fin 2011. D'autant qu'au sein de l'administration Obama tout le monde n'est pas forcément d'accord avec le président.

D'un côté, les conseillers de la Maison Blanche se sont ces derniers jours exprimés pour confirmer la ligne présidentielle. « Nous avons la ferme intention de respecter l'accord », a répété le chef adjoint du Conseil de sécurité nationale, Ben Rhodes. Tout l'appareil d'Etat américain se prépare à un retrait total des troupes à la fin de 2011.

Anthony Blinken, le conseiller du vice-président Joseph Biden chargé de l'Irak, a été encore plus précis : « Nous allons faire en Irak ce que nous faisons dans de nombreux pays du monde avec lesquels nous avons une relation dans le domaine de la sécurité », a-t-il expliqué. Un « bureau de coopération » sera chargé de l'entraînement de l'armée irakienne et de la vente d'équipements militaires. « Cela implique un petit nombre de militaires », a conclu M. Blinken. « Quand je dis petit, je ne parle pas de milliers, je parle de dizaines ou peut-être de centaines. »

En revanche, le secrétaire à la défense, Robert Gates, n'a pas exclu une modification du calendrier, reflétant l'inquiétude d'officiers du Pentagone. « Si un nou-

veau gouvernement [irakien] veut parler de l'après-2011, nous sommes évidemment ouverts à la discussion », a-t-il commenté. Mais l'initiative doit venir des Irakiens.

A Bagdad, où aucun gouvernement n'a pu être formé depuis les élections du 7 mars, le premier ministre encore en poste, Nouri Al-Maliki, n'a pas caché que des discussions pourraient avoir lieu, même s'il juge « prématuré » d'évoquer le sujet. « Je ne veux pas parler de cela, c'est trop tôt », a-t-il déclaré. « Nous avons encore un an et quelques mois. Si Dieu le veut, le prochain premier ministre n'aura pas à présenter une telle requête. »

Une requête dont rien ne dit que Barack Obama l'accepterait, en année électorale américaine. Chacun sait aussi, à Washington comme à Bagdad, que de telles discussions sont étroitement liées à l'évolution de la situation en Afghanistan, le conflit dont M. Obama a fait la priorité de sa présidence. ■

Rémy Ourdan  
(avec Sylvain Cypel à New York)

## Islamic Parties call for Kurdish Freedom in Turkey

By BAWAR CHAM

**TURKEY, DIYARBAKIR:** Islamic figures and representatives of the Kurdish Islamic parties from around the world called for a peaceful solution of the Kurdish issue in Turkey in a 2-day conference held in Diyarbakir last week.

The conference, held under the supervision of The Free Thought and Education Rights Association (Der Ozgur), was attended by Islamic leaders and scholars such as Abdul Ilah Firat, Dr. Kadir Yildirim, a fellow at the Artucluy University, Abdul Rahman Kurt, Member of Parliament from the Justice and Development (AK) Party and Ali Bapir, the leader of the Kurdistan Islamic Group in Iraqi Kurdistan.

Dr. Yilidrim made a speech criticizing the Turkish government and state for not being sincere in solving the Kurdish question.

"Kurds demanded an independent state. Later, they demanded federalism. Then, they asked for provincial governance. Finally now they just want to have educational rights for their children in the Turkish constitution as well as freedom of speaking in Kurdish language. But they [Turks] keep saying: Kurds don't know what they want" he said.

Both Turkish and Kurdish Islamic organizations and groups have been silent about Kurdish issue believing that those who ask for Kurdish rights are out of Islam, added Dr. Yilidrim.

"If the Kurdish issue is not solved, Islamic parties will be a key reason."

Abdul Ilah Firat, a descendant of Sheikh Said Piran, leader of an anti-state revolution in 1925 in Turkey, said he was concerned by some misinformation claiming that his ancestor Sheikh Said had been struggling for Islam rather than for Kurdish rights.

"Sheikh Said was a great Kurdish leader. He was fighting for his nation's freedom" he said adding that he had stood against Kamalists for suppressing the Kurds.

Not only Sheik Said, but almost all



Islamic figures and representatives of the Kurdish Islamic parties from around the world called for a peaceful solution of the Kurdish issue in Turkey in a 2-day conference held in Diyarbakir last week. — Photo by Rudaw

of the Islamic parties and figures were facing critics by the attendants of the conference for, what they said, taking Kurdish issue as secondary to Islam.

"Most Islamic schools such as Noor, Qadiry, Naqshbandi, and Manzil haven't done anything for Kurdish rights so far" said author Altan Tan in the conference.

He added that if Islamic parties keep neglecting the Kurdish issue, they will lose their Kurdish constituencies in favor of the secular parties such as the Peace and Democratic Party (BDP).

BDP was established in 2008 as a successor of the pro-Kurdish Party of Democratic Society after it had been banned by the Turkish Constitutional Court.

Yeldiz Ramazan Oglu, Turkish author, asked Turkish people to learn Kurdish language and accept Kurds as a different nation.

"Not accepting Kurds means not accepting religion" he said.

Some of the participants gave speeches in Kurdish mentioning the name of "Kurdistan" in reference to the Kurdish populated areas in Turkey. Kurdistan is a banned word in Turkish public.

Ersin Sonmez, Head of Ozgur Der from the city of Atwan, gave a speech in Kurdish criticizing some Muslims for unquestionably following the view of the Turkish state.

"Being silent of suppression means being a partner with the suppressor" he said.

"Three thousand Kurdish villages have been burned; tens of thousands of Kurds have been killed. Kurdish language is banned. The state should apologize" said Sonmez.

Turkey has been in a military conflict with the Kurds since the creation of the modern Turkish nation-state in the 1920s, but the fighting became intensified with the establishment of the Kurdistan Workers' Party (PKK) in 1984 aiming to create an independent Kurdish state.

The PKK, being based in the rugged mountains of Iraqi Kurdistan, declared an unanswered ceasefire last year hoping that Turkey will sit at table with them to solve Kurdish issue via dialogue rather than military.

Turkey has thus far refused to do so saying that it does not sit with terrorists. Therefore, in the end of May, PKK abolished its unilateral ceasefire. Since then dozens of Turkish soldiers have been killed as well as a lesser number of PKK guerrillas.

In addition, a few times the Turks and Kurds clashed with each other in the cities in recent days.

## Kurds have conflicted role in Turkish military

By CHRISTOPHER TORCHIA  
and EROL ISRAFIL

Associated Press Writers

**ISTANBUL** - On the practice range one day, a Turkish military officer noticed that one of the conscripts under his command, an ethnic Kurd, had a good eye.

"For you to be shooting so well, you must be a terrorist," the officer joked, using a common term in Turkey for Kurdish rebels at war with the state. It was an awkward moment for conscript Kenan Kizildag, who recently recalled the remark and his reply:

"If I were a terrorist, then I would be in the mountains, not down here."

The conversation ended and the two got on fine afterward, according to Kizildag, a 26-year-old construction worker in Istanbul who finished his 15-month military service in 2007.

The exchange captures the sometimes conflicted role of Turkey's Kurdish minority in one of NATO's biggest military forces, which is fighting a low-level but resilient Kurdish insurgency. Roughly 40,000 people, including many civilians, have died in the combat, which marks its 26th anniversary on Aug. 15.

Virtually all Turkish males are required to serve in the armed forces for up to 15 months; some with higher education or time spent overseas can secure much shorter terms.

Turkey's pained relationship with its Kurds, whose identity was virtually ignored until about 20 years ago for fear it would sunder the country on ethnic lines, is perhaps the biggest internal test for an ambitious country seeking to build its international stature. The government has taken steps to undo a long history of discrimination against Kurds, but a surge of fighting this summer has largely derailed those efforts.

If not quite taboo, the topic of Kurds in the Turkish military is sensitive in an institution where an image of unity is paramount.

"It's the Pandora's box," said Umit Cizre, a military expert at Istanbul Sehir University. "Nobody has opened it yet."

Up to one-fifth of Turkey's 72 mil-



**Bekir Yesilkaya, foreground right, the father and Nargul Yesilkaya, the sister of 28-year-old Ercan Yesilkaya, a Turkish military conscript, an ethnic Kurd, who allegedly shot himself in the head just before the end of his guard shift at midnight on July 14, show his pictures with the family members in the background in their home in Esenyurt, an outlying district of Istanbul, Turkey, Thursday, July 29, 2010. Turkey's troubled relationship with its Kurds, long a target of discrimination, is one of overlapping layers, far from black and white. Most Kurds do the required military service without incident, and don't necessarily sympathize with the violent methods of the Kurdish rebel group PKK that claims to fight for their rights. Some who turn professional rise to a high rank.(AP Photo/Ibrahim Usta)**

lion people are Kurds, meaning tens of thousands serve in the armed forces at any one time.

Their language is barred in schools, parliament and most official settings, and Kurdish politicians are frequent targets of prosecution. Yet most Kurds in the military simply fulfill a rite of passage that opens the way to jobs and social acceptance. Some fight the PKK rebel group that claims to represent them. Some who turn professional rise to a high rank.

The military did not immediately respond to inquiries. Active duty soldiers are not allowed to speak to the media without permission.

Several Kurds, all former conscripts, told The Associated Press that they were treated relatively well by the command, but ethnic jokes and slurs were a feature of barracks life that they had to endure, mostly in silence.

"Sometimes you hear racist remarks about Kurds being spoken among soldiers. It is very offensive," said 31-year-old Burhan Ekinci, now a journalist with Taraf newspaper, which has reported on alleged military negligence and misconduct.

Ekinci served six months in Bingol province, where rebels are active, and he is from Diyarbakir, in the mainly Kurdish southeast of Turkey. He recalled a sergeant who asked him where he was from, and then said he didn't like people from Diyarbakir.

"I asked him what he meant," Ekinci remembered. "He said, 'I think you understand perfectly.' And I told him not to worry because if he didn't like people from Diyarbakir, then they didn't like him either."

He stressed, however, that he did not experience any discrimination at the official level.

Anecdotal evidence suggests the military is comfortable assigning Kurdish soldiers to combat against the PKK - Ekinci called deployments for ethnic Kurds and Turks alike a "complete lottery" - and indeed Kurdish soldiers are often familiar with the terrain in the rugged east.

In World War I, Kurds and Turks under the Ottoman Empire fought allied forces at Gallipoli, and in battles leading to the 1923 foundation of Turkey. Their descendants proudly display medals inherited from vete-

rans of those campaign.

While Turkish commanders today praise soldiers of Kurdish origin who perform well, there is an effort to gloss over any tension, according to former soldiers. One said he heard a lecture about how the Kurdish problem was stirred up by foreign agitators intent on dividing Turkey.

Today, at roll calls, conscripts shout their hometown along with name and rank, making it easy to identify whether a soldier is from a Kurdish area or not.

Some former soldiers spoke on condition of anonymity because they feared authorities would view their comments as subversive, even though one of them, a Kurdish medic, survived a deadly PKK attack and was commended for treating wounded soldiers.

"You'll be fine if they attack. They're not going to kill you," the ex-soldier recalls his comrades saying in jest before the assault.

He spent most of the fighting pinned down in his clinic, and treated a soldier who was shot in the lungs. As he lay on the floor, he imagined his

own funeral, with commanders extolling his sacrifice and calling him a "martyr," a term reserved for slain soldiers.

"This is not how I want to go out. This doesn't make sense at all," the former soldier remembers thinking. He spent the night treating the injured until helicopters arrived to evacuate them, and a commander gave him a citation.

When the medic pronounced his mostly Kurdish hometown, the commander seemed surprised. "There's a lot of terrorism there," he said, according to the ex-soldier.

The case of 28-year-old Ercan Yesilkaya is murky. The Kurdish conscript allegedly shot himself in the head just before the end of his guard shift at midnight on July 14 at the prison in the central province of Yozgat where he was stationed as a chef. Four cigarette butts were found near the body, a glimpse into his last moments.

Investigators found a signed note in his chest pocket: "Nothing and nobody has caused me to kill myself (I am fed up). This happened of my own will."

There is no evidence to suggest his alleged suicide was linked to ethnic tension, but his family became suspicious, and his sister, Nargul, traveled to the prison.

"I felt a sense of tension in the atmosphere within the military unit, there seemed to be divisions among ethnic groups. I felt that because Ercan was Kurdish, he may not have been welcome in the group, which was largely Turkish," she said.

Ercan's uncle, Ahmet Ozdemir, sat on a sofa in an outlying district of Istanbul and described torn feelings about Turkey's war.

"If it's a soldier who dies, we feel sorrow. If it's a guerrilla who dies, we feel sorrow," he said. "Even if he's called a terrorist, we still feel that sorrow."

**TODAYS ZAMAN** 5 August 2010

## Mayor Baydemir insists on autonomy

**AZIZ ISTEĞUN**

**D**iyarbakir Mayor Osman Baydemir, who recently sparked controversy by calling for democratic autonomy for Kurds, whereby the Kurds would have a local parliament in southeastern Anatolia and fly their flag next to the Turkish flag, has been standing by his call.

I can be self-critical since I haven't been that open until today, but yes, the solution to the Kurdish problem is democratic autonomy, he said, adding that ideas should be freely expressed and debated, and that if this is not allowed, Turkey will not be able to move forward.

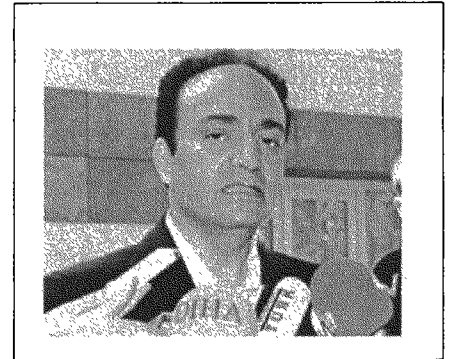
Baydemir made his remarks yes-

terday in Diyarbakır while answering reporters' questions following the opening of the European Union-sponsored project *Dunyayı Değiştirmeye Yerellerimizden Başlıyoruz* (We start changing the world locally).

He also noted that using arms in the Kurdish conflict is wrong and that people should be able to freely discuss all ideas about the Kurdish problem.

An investigation has been launched into Baydemir, a politician from the pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP), over his remarks calling for democratic autonomy for Kurds.

The BDP has so far refused to denounce terrorist attacks by the outlawed Kurdistan Workers Party



(PKK), which have escalated in past weeks. Several predecessors of the BDP have been closed down in the past by the Constitutional Court on the basis of links to the PKK, recognized as a terrorist organization by Turkey, the United States and the EU.

# At least 69 killed in weekend bombings, shootings in Iraq

The dead include a U.S. soldier. The spate of attacks raises fears that insurgents are regrouping as American troops withdraw.

By Liz Sly and Riyadh Mohammed  
Los Angeles Times

Reporting from Baghdad

**W**EEKEND bombings and shootings in Iraq left at least 69 people dead from the north to the south, intensifying fears of a possible surge of violence coinciding with the drawdown of U.S. troops.

West of Baghdad, eight people died Sunday in what police suspect was a suicide bombing near a government office in Ramadi, and three more were killed in a car bombing in Fallouja targeting a police patrol.

In the southern city of Basra, health officials raised to 43 the death toll in a triple explosion in a busy marketplace Saturday night, and police confirmed the bloodshed was caused by at least one bomb, which may have triggered the other blasts. It was the second time in a week that a normally quiet southern city had been targeted.

In the northern city of Mosul, the controversial governor of Nineveh province, Atheel Najafi, escaped an assassination attempt when two bombs targeted his motorcade. Najafi is a key supporter of the mostly Sunni Arab bloc led by former Prime Minister Iyad Allawi, and has played a leading role in rising Kurdish-Arab tensions by asserting Arab claims to land controlled by Kurds.

An additional 14 people died and scores were injured in more than a dozen other bombings and shootings over the weekend. Most of the incidents were minor; nonetheless, they indicated an increased frequency of attacks that has raised fears the insurgency is gearing up for a comeback as U.S. troops withdraw.

A U.S. soldier was reported killed in the southern province of Babil, a relatively rare event as the Americans hand over security responsibility to Iraqi forces ahead of their drawdown to 50,000 troops and the formal end of the combat mission. The U.S. military



did not say how the soldier died.

Speaking on ABC's "This Week," Army Gen. Ray T. Odierno, the commander of U.S. forces in Iraq, said he thought insurgents probably would escalate their attacks as the Aug. 31 deadline for the troop decrease approaches.

"I believe there will be people who attempt to take advantage of the opportunity of the attention being brought upon the Aug. 31 date," he said. "And so, there will be groups who will try to take advantage and show weakness in the government of Iraq and try to create some sort of lack of confidence of the people in the process as you move forward."

Many Iraqis attribute the recent violence to the political gridlock that has failed to produce a new government more than five months after national elections in March, contributing to tensions on the streets. No faction won a clear majority, leaving each seeking coalition partners.

The fortunes of Prime Minister Nouri Maliki received a boost Sunday from the powerful Kurdish leader Massoud Barzani, who called him a "dear brother and ally" at a joint news conference in Irbil, capital of the Kurdistan region.

Though Barzani stopped short of throwing Kurdish support behind Maliki, it was the first time a leading politician outside Maliki's bloc had endorsed the prime minister's bid to hold on to his job. Maliki returned the favor by pled-

ging to support a cause central to Kurdish concerns: the implementation of a constitutional clause that Kurds hope will lead to the incorporation of the disputed city of Kirkuk into Kurdistan.

Collectively, Kurds won 57 of the 325 seats in parliament, putting them a distant fourth among political coalitions. But their votes could be crucial in determining the outcome of the finely balanced contest to lead the next government. Maliki's efforts have been blocked by Shiite Muslim opposition to his candidacy. The bloc headed by his chief rival, Allawi, won the most seats, 91 compared with 89 for Maliki's group, but Allawi has also failed to secure any support for his bid to be prime minister, leaving the process deadlocked.

Odierno said he was not unduly concerned that there probably would not be a government in place by the time the scheduled drawdown is complete, because the timetable is linked to the abilities of the Iraqi security forces.

"Our numbers are not linked to the formation of the government," he said. "Our numbers are linked to the capacity of the Iraqi security forces being able to sustain stability. And I think they are moving toward that capacity."



## No redline for Maliki's 2nd term: Kurds

**THE LEADER** of Iraq's semi-autonomous Kurdistan region says there is no red line for Prime Minister Nouri al-Maliki to run a second term in office.

Meeting with Maliki in the regional capital Arbil on Sunday, Massoud Barzani described the prime minister as an ally, noting that his Kurdistan Alliance would not object if Maliki chose to stay in office for a second term.

"Maliki's visit to Kurdistan is not aimed at the formation of a new alliance, but is to reinforce an old alliance and a start to put an end to all the problems Iraq is suffering from," he noted.

Speaking about his visit, Maliki said his State of Law coalition had a similar approach toward all electoral rivals in order to reach a roadmap

The Iraqi prime minister stressed that a US withdrawal would take place according to the planned timetable and will not be influenced by the delay in the formation of a new government in Iraq.

Questioned about a second term in office, Maliki said, "the State of Law slate has its own candidate, the same way as other blocs have their own candidates."

Iraq has been in a state of political uncertainty following the inconclusive March 7 elections which did not give



**Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki (L) speaks at a joint press conference with Massoud Barzani, president of Iraq's regional Kurdish government, Arbil, August 08, 2010.**

any single slate the required majority needed for an outright victory.

Former Premier Iyad Allawi's al-Iraqiya bloc ended up in the first place with 91 seats out of the parliament's 325 seats, followed by Maliki's State of Law with 89. The Iraqi National Alliance secured 70 seats, and the Iraqi Kurdish Alliance garnered 43 seats.

The rival blocs have not yet managed to agree on a power-sharing deal and the major posts of president, prime minister and parliament speaker are still to be decided on.

## PKK Denies to Have Been Funded by Saddam

By RUDAW

The Kurdistan Workers' Party (PKK) has denied to have received any funds from the former Iraqi regime led by Saddam Hussein as mentioned by the former chief of staff of the Iraqi Army.

Nizar Khazraji, chief of staff of the Iraq's armed forces under the Hussein's Ba'ath regime, was interviewed in a book recently written by Ghassan Charbel mentioning that "the 250 million dollars found with Abdulla Ocalan

when arrested was Iraqi money."

However, in an interview with Rudaw, Ahmed Deniz, spokesman of the PKK rebuffed Khazraji's claims saying that PKK had any relations whatsoever with Hussein's regime.

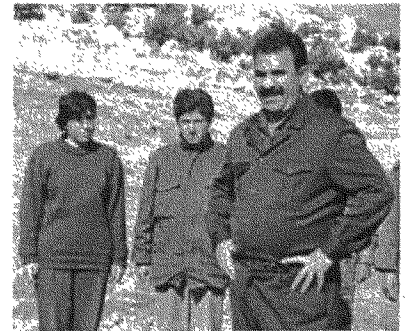
"It is nothing more than a lie. It has absolutely no base," said Deniz.

"The Ba'ath regime had indeed tried to launch military operations in order to expel us from here. We fought each other several times," added Deniz.

PKK is a rebel group to have been fighting for more cultural and political rights for Kurds in Turkey since 1984.

Clashes between PKK and Turkey have intensified since June 1 when the PKK ended a unilateral ceasefire it declared last year. Since then more than 80 Turkish soldiers and dozens of PKK guerrillas have been killed.

The PKK has several times proposed peaceful solutions regarding



**Jailed Kurdish PKK leader Abdullah Ocalan, the only prisoner for a decade on the Imrali Island in the Turkish Sea of Marmara.**

Kurdish problem, Turkey has always refused saying that it will not negotiate with "terrorists".

It is designated as a terrorist organization by Turkey and the United States.

# Richland sheriff enthusiastic about Kurdistan

By SAMMY FRETWELL

Leon Lott wasn't sure what to expect when his airplane landed in northern Iraq last month.

Would the Richland County sheriff see bombed-out buildings and violence in the streets? Would the local people view him with mistrust?

The answer he got was an emphatic "No."

A career law enforcement officer, Lott spent five days in Kurdistan in late July teaching local police about American criminal justice efforts. His trip to Kurdistan – Iraq's semiautonomous northern region – impressed and inspired him. After years of violence, Kurdistan is on the rebound and full of people grateful for the American war effort, he said.

While on the trip, Lott met with a regional governor and top Kurdish police commanders, as well as rank-and-file officers.

"It was one of the highlights of my career, to go over there and see what happened and also know that you could make a difference," Lott said. "They were so receptive to what we do, to learn from us. There was never any of this 'We know how to do it. ... You Americans don't come tell us how to do things.' It was totally the opposite."

That surprised Lott, he said, because international stories typically show dissension and violence near Baghdad and other cities, many in central and southern Iraq.

But Kurdistan is a region of northern Iraq known for its independent spirit and resistance to dictator Saddam Hussein. Hussein's forces killed tens of thousands of Kurds during his 24-year reign, including as many as 5,000 from a poison gas attack in 1988.

The Kurdish resistance, however, continued, and today, with Hussein dead, Kurdistan's regional government is working to modernize and improve living conditions, Lott said.

While there, Lott said he saw substantial construction projects under way and a relatively stable environment. Never once did he feel endangered. He compared Irbil, the primary city he visited, to metropolitan Columbia, but with busier city streets.

And everywhere he went, people



Richland County Sheriff Leon Lott meets with Iraqi Minister Sunjari.

thanked him for the American war effort in Iraq, including one elderly man who showed Lott's delegation a cave where people hid from Saddam's forces. The cavern contained a spring and plenty of room for the old man and his friends.

"He kept telling us through an interpreter, 'Thank you; you have given us our freedom,'" Lott said.

Lott, elected Richland County sheriff in 1996, got the chance to visit and teach local police after a U.S. security consultant told Kurdish law enforcement officials about him. The friend, a former Richland County deputy named Danny Kirkland, was working as a U.S. security contractor with the local Kurdish police college.

Kirkland, who lives in Calhoun County, told criminal justice authorities that Lott put a premium on training Richland County deputies and he could help with the Kurds. After some persuasion by Kirkland, Lott agreed to visit Kurdistan with Capt. Roxanne Meetze. The Kurdish government paid for the trip and stay.

Their primary mission in Kurdistan was answering questions and teaching female police about American law enforcement techniques. Having women work alongside men in police work – with equal responsibilities – is a relatively new concept in a region where women historically have not been viewed as men's equals.

When Lott and Meetze walked into the training room for a session with female police recruits, "the girls were sitting there, kind of stoic-like" Kirkland said. "By the end of the presentation, they were laughing, and their eyes were full of fire. They said 'I can do this, too.'"

Lott and Meetze also discussed how Richland County deals with women who are the victims of domestic vio-

lence – a problem that is more pronounced in Iraq, the sheriff said. They explained how Richland deputies document injuries in domestic violence cases and how they help victims find shelter.

Lott's trip was greeted with fanfare in Kurdistan. The region's English language newspaper, The Kurdish Globe, wrote a story July 24 about the visit, and local officials held ceremonies to welcome the Richland County delegation.

Women's victim advocates were equally pleased with the visit. Kurda Omar, who heads the General Directorate to Trace Violence Against Women in Kurdistan, said she wants Kurdish police to visit the U.S. to learn more about the American police response to domestic violence, the Globe reported. Her group released a report while Lott was there, citing hundreds of examples of violence against Kurdish women – often at the hands of husbands or relatives, the newspaper reported.

Lott said he plans to host a Kurdish police delegation sometime in the next year.

Reflecting on the trip this week from his northeast Columbia office, Lott said he and Meetze not only taught Kurdish police, but they also learned from the experience. He was particularly impressed with the Kurds' dedication and with the physical training methods they use for police officers.

"I thought we did good here at Richland County on training; they did even more," he said. "We can do a better job."

☆☆☆

## Obama needs personal touch in diverse Mideast



By Jim Hoagland

President Obama's Middle East initiatives are moored in clear and just principles, soul-lifting oratory and a vastly charitable reading of human nature. Unfortunately, they are not anchored in an equally steady understanding of -- or feeling for -- the fractious, grasping, always fascinating people of the region.

No single prescription or set of principles can cope simultaneously with the needs, desires or fantasies of the Arabs, Jews, Persians, Kurds, Turks, Berbers and others who are slotted, for policy and journalistic purposes, into one regional designation. The president's effort to put his outreach to "the Islamic world" at the center of U.S. foreign policy fails to take account of the intriguing and frequently murderous diversity within that world.

That is a personal and political loss for Obama, a talented young leader whose other accomplishments are impressive. Failure to connect at the human level deprives him of effective policies and the fun that can come in dealing with the nations we lump together as the Middle East. The volatility and extremes of personal relations -- people who lavish hospitality and warmth one moment can form a lifelong grudge the next -- stir an adrenalin rush not present in relations with other parts of the world.

Take the unproductive zigs and zags of Obama's efforts on Israeli-Palestinian peace. They might have been avoided, or at least unbent, had he formed his principles by getting to know the protagonists better, rather than insisting on them adopting his principles first. Obama is due to pass the second anniversary of his election without having set foot in Israel or the West Bank.

Or take Iran, where Obama's words and deeds still fail to reflect the desperate heroism of the resistance movement or the rulers' fanaticism and tyrannical character. It does a disservice to the humanity of Iran's simmering revolt to cite sanctions as the cause of unrest there, as the administration did last week. Sanctions play a role, but not the dominant role in the popular uprising.

Or read his emotionally inert speech last week on the end of the U.S. combat role in Iraq this month. It lacks any feel for the human successes or horrors that Iraqis, Americans and others have scored or suffered since the 2003 invasion. It misses even the suspense hanging over an Iraqi future without significant U.S. involvement.

Nowhere is the lack of personal dimension in U.S. diplomacy more evident than in the strategic neglect of northern Iraq's Kurds, a people Americans can proudly claim to have liberated from Saddam Hussein's genocidal fury. The gloomy government and journalistic retrospectives being churned out largely neglect the economic progress and relative political stability that the 5 million to 6 million people of Kurdistan have fashioned out of Hussein's overthrow.

It is not simply good news being no news. The Kurds are a non-Arab minority, making up about 17 percent of Iraq's population. Rather than anger chauvinistic Arab governments (including the fractured one in Baghdad), Washington has ignored quiet Kurdish overtures to establish strong and direct security relations with the Kurdistan Regional Government headed by Massoud Barzani in the wake of this summer's drawdown. The Obama team, reflecting an inherent American preference for centralized federal governance, has also shown little sympathy for Barzani's desire to establish greater local authority over oil and other natural resources.

"Now is the time for the U.S. to tell us what it means by a long-term relationship with the Kurds," Fuad Hussein, Barzani's chief of staff, said during a recent visit to Washington. "We have made clear our ideas. Now it is for the U.S. to decide."

There are also strategic reasons for the United States to show greater interest in and understanding of the Kurds' commendable efforts to control their future. As Hussein told an audience at the Atlantic Council here, Turkey's business and political elites have established strong ties to Barzani's regional government after years of conflict. Iraq's Kurds have also worked out a peaceful modus vivendi with their Iranian neighbors to the east and could be of help if Obama's pursuit of dialogue with Tehran is to get on track.

The emergence of a stable, largely detached Iraqi Kurdistan wedged between Turkey and Iran establishes a geographic belt of non-Arab Islamic leaderships who increasingly share interests. U.S. ability to influence Iran's government seems to be nonexistent, and its influence is waning in Turkey. It is a good time, Mr. President, to get to know the Kurds -- and their ambitions. Israel and the West Bank are not the only spots in the Middle East worth a visit next year.

# Iraqi army not ready to take over until 2020, says country's : top general

**Lieutenant General Babakir Zebari calls for US army to stay beyond Obama's 2011 deadline for complete withdrawal**

by Matthew Weaver and agencies

The Iraqi army is not ready to take over responsibility from the Americans, its most senior general has warned, as the White House insists the US army is on course to end its combat role in the country by the end of this month.

Lieutenant General Babakir Zebari told a defence conference in Baghdad that the Iraqi army would be unable to cope without backing from US forces.

He suggested the Iraqi army would be incapable of assuming control for another decade.

"If I were asked about the withdrawal, I would say to politicians: the US army must stay until the Iraqi army is fully ready in 2020," he said.

This is not the first time Zebari has said Iraq needs the Americans to stay longer, but the timing of his comments makes them significant.

Barack Obama has pledged to hand over military responsibility to the Iraqi government by the end of the August as part of plan to reduce troop levels to 50,000.

Zebari said the reduction in US troop numbers was going well but only because "they are still here". He predicted trouble next year when all the remaining US troops are due to leave. "The problem will start after 2011 - the politicians must find other ways to fill the void after 2011," he said.

Last night the White House said Obama was satisfied that the US could finish its combat role in Iraq safely this month and meet the deadline for removing troops from the country by the end of 2011.

The president was briefed on



Iraq's army chief, Lieutenant General Babakir Zebari, with US counterpart Lieutenant General Michael Barbero at a news conference. Photograph: Thair Al-Sudani/Reuters

withdrawal by his national security team and the top US commander in Iraq, Ray Odierno. The White House spokesman, Robert Gibbs, said: "The president heard directly from General Odierno, who said that we were on target to complete our draw-down by the end of August. Already we have removed over 80,000 troops from Iraq since President Obama took office."

Violence in Iraq has fallen since the peak of sectarian warfare in 2006-2007, but in July the number of violent civilian deaths from daily bombings, shootings and other attacks rose sharply.

US officials expect violence to worsen as insurgents exploit the failure of political factions to agree on a new government after an inconclusive parliamentary election in March. This week US-backed militia leaders have said al-Qaida is attempting to make a comeback in Iraq.

"There continues to be terrorists in Iraq. There continues to be acts of violence," the deputy national security adviser, Ben Rhodes, said. But they had not affected the positive

trends in Iraq and the overall level of violence had gone down, he added.

The president received an update from the vice-president, Joe Biden, and Christopher Hill, the US ambassador to Iraq, on Iraq's troubled efforts to form a new government.

Biden's national security adviser, Tony Blinken, said frustration was building among Iraqis over failure to form a governing coalition. "There is a sense of urgency to move forward and get a government formed," he said. "We really believe there is forward movement. But it's not up to us."

# Le potentiel économique du Kurdistan irakien aiguise l'appétit de la Turquie

Aéroport, BTP, antenne d'université : Ankara pousse sa politique du « bon voisinage » avec Erbil

## Reportage

**Erbil (Kurdistan irakien)**

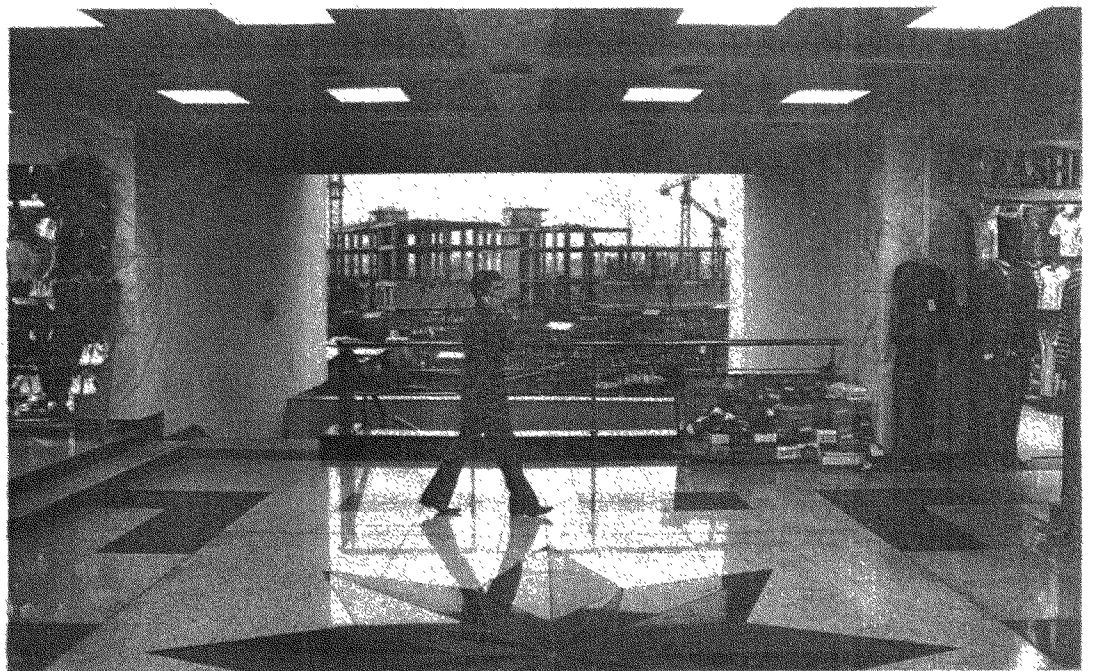
Envoyé spécial

C'est l'une des pistes d'atterrissage les plus longues du monde, avec ses 4,8 km. Deux avions peuvent atterrir en même temps, face à face, sans se rencontrer», montre Cetin Dayioglu, en écrasant la pédale d'accélérateur de son 4 x 4 sur le tarmac lisse comme un billard. Le directeur de la compagnie turque de travaux publics Mak-Yol, responsable de la construction du nouvel aéroport d'Erbil, la capitale du Kurdistan d'Irak, fait visiter son joyau : les installations « les plus modernes du Moyen-Orient », un terminal capable d'accueillir 2,5 millions de passagers par an. « Au mieux, il en accueillera un million, mais ici on aime faire les choses en grand », sourit le patron turc.

Repoussée à plusieurs reprises depuis plus d'un an, l'inauguration de ce nouvel aéroport international, symbole de la nouvelle entente cordiale entre la Turquie et la région kurde d'Irak, devrait avoir lieu en septembre ; en présence du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, espère le gouvernement kurde d'Erbil.

Longtemps entravés par des relations politiques délicates, les échanges commerciaux entre Ankara et Erbil connaissent des taux de croissance record. Près de 60 % des 1200 sociétés étrangères installées au Kurdistan irakien sont turques.

Signe de cet afflux, la compagnie nationale Turkish Airlines va ouvrir des liaisons quotidiennes avec Istanbul et Ankara. Au poste frontière terrestre de Habur, le nombre de douaniers va être triplé pour accélérer le transit des camions, qui font entrer chaque jour des milliers de tonnes de matériaux de construction et de biens de consommation. « Les compagnies turques ont compris avant les autres que la zone est sûre et pleine d'opportunités : centrales, routes, raffineries, pipelines, tout est à construire, et il y a de l'argent », pré-



Le centre commercial Nasdaq, l'une des premières constructions modernes de la ville d'Erbil, au Kurdistan irakien, où les projets architecturaux se multiplient. JULIEN GOLDSTEIN/MYOP



cise M. Dayioglu, dont l'entreprise vient également d'achever la rénovation de la route d'Erbil à Kirkouk, un nœud pétrolier stratégique.

« Nos hommes d'affaires sont plus intrépides que les vôtres », s'amuse Aydin Selcen, le consul général de Turquie pour la région kurde, fraîchement nommé. « Quand le ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, est

venu à Erbil en octobre 2009, il a déclaré que la frontière entre la Turquie et l'Irak devait être rendue obsolète par l'intégration économique des deux pays », poursuit le diplomate.

En juin, le ministre turc du commerce extérieur, Zafer Caglayan, s'est rendu à Erbil avec 200 hommes d'affaires. L'Irak est déjà le quatrième partenaire commercial,

avec 7,5 milliards d'euros, dont 4,5 milliards d'échanges avec la seule région kurde. Trois banques, six compagnies pétrolières s'apprentent à investir. Une zone franche est en projet, à la frontière. Les entreprises de BTP bâtissent à la chaîne des lotissements, des hôtels, des centres commerciaux remplis de produits turcs, et plus de 80 % des matériaux sont acheminés de Turquie. Sur des kilomètres les camions de ciment attendent aux postes de douane.

Pourtant, la simple existence d'une représentation officielle turque à Erbil aurait paru impossible il y a moins de trois ans. Pour Ankara, la présence de centaines de

**Ankara mène « une diplomatie d'influence commerciale envahissante »**

rebelle du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans les montagnes du nord de l'Irak et la coopé-

ration jugée « insuffisante » d'Erbil faisaient encore obstacle.

Mais la diplomatie de bon voisinage du ministre des affaires étrangères a accéléré le rapprochement. La visite en Turquie du président de la région autonome kurde, Massoud Barzani, en juin, a confirmé le chemin parcouru. « *Ilya une coopération sur les dossiers de sécurité avec les Etats-Unis, l'Irak et le gouvernement régional kurde* », confirme M. Selcen. L'armée turque bombarde régulièrement les repaires du PKK au-delà de sa frontière. « *De plus, nous avons besoin du gaz et du pétrole irakiens pour alimenter le développement rapide de notre pays* », poursuit-il. Les Kurdes

d'Irak, qui veulent exporter leurs propres ressources vers la Turquie, prévoient de multiplier leur production par dix d'ici cinq ans.

Pour reconquérir cette ancienne province de l'Empire ottoman, les Turcs misent sur leurs hommes d'affaires et investissent dans l'éducation, réactivant de solides réseaux. Dix-neuf écoles et une université ont été ouvertes dans la région par la communauté de Fethullah Gülen, un imam turc à la tête d'un réseau d'écoles dans le monde entier. L'université Bilkent d'Ankara, fondée par Ihsan Dogramaci, un médecin et puissant homme d'affaires turc décédé en février, originaire de la communau-

te turkmène d'Erbil, va également inaugurer une antenne à la rentrée. Le géant du bâtiment appartenant au même groupe familial, Tepe, reconstruit les universités de Suleymanieh et d'Erbil.

La Turquie voisine « *est une porte ouverte sur l'Ouest et la civilisation occidentale* », estime Sinan Chalabi, le ministre du commerce et de l'industrie de la région kurde. Nommé à ce poste clé par Massoud Barzani, M. Chalabi est un Turkmène lié à la Turquie et à l'influente famille Dogramaci. « *Un Turc pour parler aux Turcs* », commente-t-on à Erbil.

Ankara mène « *une diplomatie d'influence commerciale envahissante* », analyse un expert de la

région. *Ils sont en train de construire un Irak à leur convenance.* » L'appétit turc ne se limite d'ailleurs pas au Nord. « *Nous voulons être présents partout, coopérer avec tout le monde* », assène le consul turc d'Erbil. A Mossoul, à Bagdad, où les négociations pour la formation d'un nouveau gouvernement sont attentivement suivies, mais aussi à Bassora, dans le Sud chiite, où elle a ouvert un consulat, la Turquie s'est lancée à la conquête de nouveaux marchés. ■

Guillaume Perrier

**REUTERS**

## Une cinquantaine de morts dans une série d'attentats en Irak

BAGDAD (Reuters) - Dimanche 8 août 2010

Une série d'attentats à la bombe ont fait plus de cinquante morts au cours des dernières 24 heures dans l'ouest et le sud de l'Irak, déclare-t-on de source proche de la police. Lire la suite l'article

Une voiture piégée a explosé dimanche près d'un restaurant de Ramadi, à une centaine de kilomètres à l'ouest de Bagdad, faisant huit morts et une cinquantaine de blessés.

Trois autres véhicules bourrés d'explosifs, dont deux visaient des patrouilles de police, ont sauté à Falloudja, à environ 50 km de la capitale, tuant quatre personnes et en blessant une vingtaine d'autres.

A Mossoul, dans le nord, considéré ces derniers mois comme l'un des endroits les plus dangereux d'Irak, une bombe posée en bordure de

route a explosé au passage d'un convoi emmenant à son travail le gouverneur de la province de Ninive, Assil al Noudjaïfi.

Le gouverneur et sa suite n'ont pas été touchés. Mais une deuxième bombe a explosé lorsque la police est arrivée sur les lieux, blessant trois policiers.

Trois autres attaques à Mossoul, dont l'une causée par une grenade jetée sur des civils et les autres causées par des bombes, ont fait au total neuf blessés.

La veille au soir, dans le grand port pétrolier de Bassorah, au Sud, trois explosions dont celle d'un véhicule piégé ont ravagé un marché populaire, faisant 43 morts et 185 blessés, ont indiqué des sources proches de la sécurité.

Près de 400 civils ont été tués dans des attentats et autres actions violentes en juillet en Irak, soit le double de victimes que le mois précédent.

Selon des sources politiques et policières, les groupes "terroristes" agissent à la faveur du vide de pouvoir qui a suivi les élections législatives indécises du 7 mars dernier.

Les diverses factions politiques et religieuses chiites, sunnites et kurdes se querellent encore au sujet de la direction et de la composition du futur gouvernement.

**AFP**

## TURQUIE: DEUX MORTS ET UN BLESSÉ SUITE AU SABOTAGE DE L'OLÉODUC KIRKOUK-CEYHAN

DIYARBAKIR (Turquie), 10 août 2010 (AFP)

UNE EXPLOSION a tué deux personnes et endommagé mardi dans le sud-est de la Turquie un oléoduc transportant du pétrole d'Irak vers la Turquie et les autorités soupçonnent les rebelles kurdes d'en être les auteurs, a-t-on indiqué des services de sécurité locaux.

L'explosion s'est produite sur une section de l'oléoduc proche de la ville de Midyat, dans la province de Mardin, selon cette source. Un incendie s'est déclaré et des pompiers sont en oeuvre pour le maîtriser.

Deux personnes qui circulaient dans un automobile ont été tuées par la déflagration. On ignore cependant s'il s'agit de civils ou membres de la force paramilitaire kurde luttant avec Ankara contre le PKK.

Les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sont tenus pour res-

ponsables de cet attentat.

Le PKK n'a cependant pas revendiqué ce sabotage.

Cet oléoduc a déjà plusieurs fois été la cible des rebelles, actifs dans la région, la dernière attaque remontant à début juillet.

L'oléoduc, long de 970 kilomètres, relie Kirkouk, zone pétrolière du nord de l'Irak, au port de Ceyhan, sur la côte méditerranéenne turque, d'où le brut est embarqué sur des pétroliers en direction des marchés mondiaux.

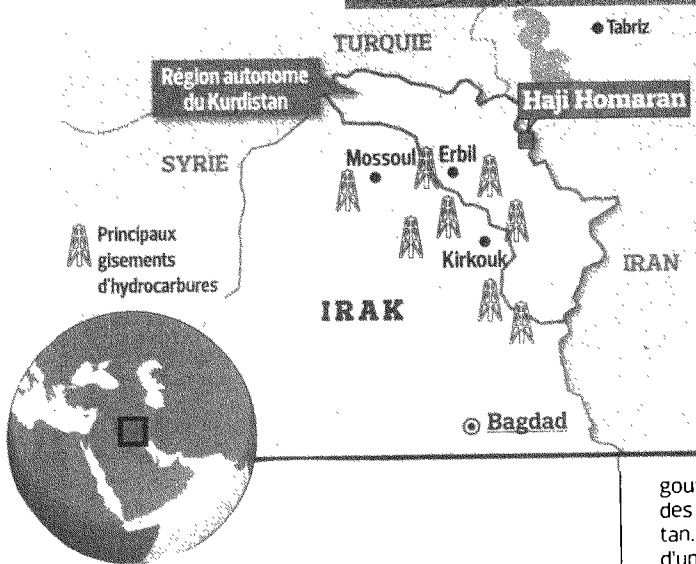
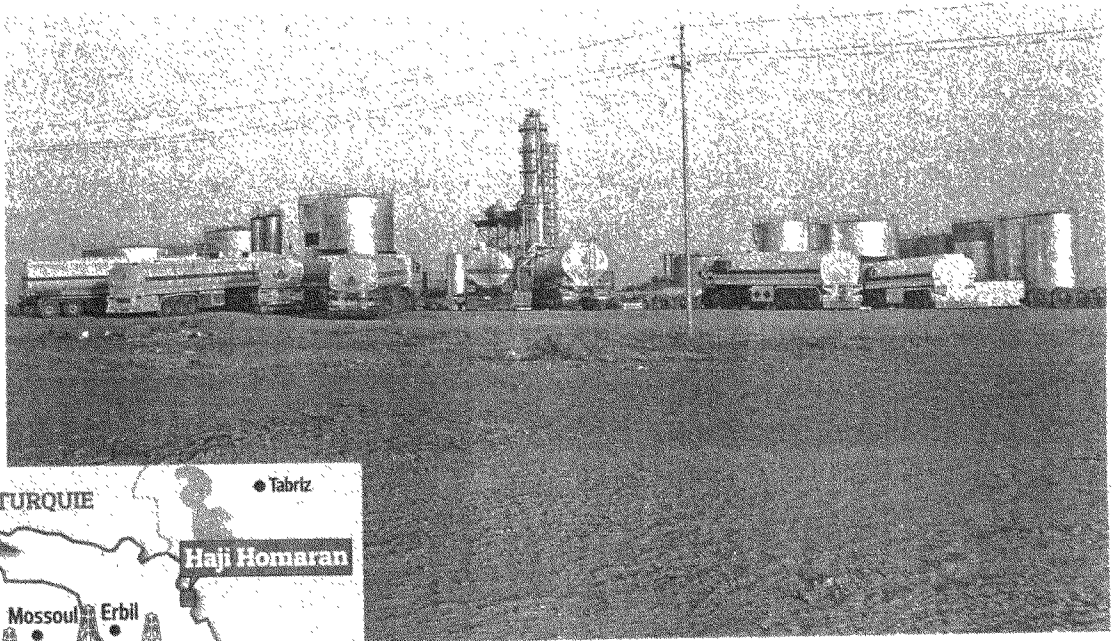
Les rebelles du PKK mènent depuis 26 ans des actions armées pour obtenir l'autonomie du sud-est de la Turquie à majorité kurde.

Les militants du PKK ont multiplié les attaques et attentats meurtriers en Turquie après l'annonce, en mai par leur leader emprisonné Abdullah Öcalan, qu'il abandonnait ses efforts pour dialoguer avec le gouvernement.

# La contrebande de pétrole prospère au Kurdistan irakien

Ce commerce illégal de brut vers l'Iran viole l'embargo de l'ONU et envenime les relations avec Bagdad.

Une raffinerie « clandestine » dans les environs de la ville d'Erbil, au Kurdistan irakien, dans le nord du pays.  
L. MARCHAND / LE FIGARO



## Un potentiel d'un million de barils d'ici à cinq ans

CINQ MOIS après les élections législatives en Irak, l'incapacité des différents partis à se mettre d'accord sur la formation d'un gouvernement fédéral bloque la reprise des exportations de pétrole du Kurdistan. Elle est suspendue à la signature d'un accord, conclu en mai, entre Bagdad et Erbil.

La région autonome kurde avait exporté ses premiers barils en juin 2009. L'acheminement du brut en Turquie via un pipeline avait été stoppé cinq mois plus tard car Bagdad considérait comme illégaux les contrats que les autorités kurdes ont directement signés avec les sociétés étrangères. Mais l'opposi-

tion dénonce l'opacité qui règne autour de la production de pétrole. « 384 camions d'une capacité de 26 tonnes en moyenne quittent chaque jour le gisement de Tak Tak, nous ignorons pour quelle destination », dénonce Abdulla Malla-Nuri, un député du parti Gorran. Trente-cinq compagnies pétrolières se partagent l'exploration des sous-sols du Kurdistan et les deux champs actuellement exploités ont une capacité de production de 60 000 barils par jour. Selon Ashti Hawrami, le ministre des ressources naturelles du Kurdistan, la région a un potentiel d'un million de barils d'ici à cinq ans.

L. M.

**LAURE MARCHAND**  
ENVOYÉE SPÉCIALE À HAJI HOMARAN

LA PREUVE la plus gênante a disparu. Il y a quelques jours, une interminable file de camions s'étendait encore sur plusieurs kilomètres sur la petite route qui serpente dans la montagne jusqu'à Haji Homaran, un des trois postes frontières entre le Kurdistan irakien et l'Iran. Mi-juliet, les autorités de la région kurde autonome du nord de l'Irak, embarrassées par un article du *New York Times* les accusant de favoriser le trafic de produits pétroliers vers la République iranienne, se sont engagées à durcir les contrôles, tout en démentant le commerce illégal de brut. Trois semaines plus tard, il suffit de se poster sur un talus et de patienter en regardant paître un troupeau de moutons : au détour d'un lacet, lestés par leur cargaison de 25 tonnes, des camions grimpent laborieusement. Arrivés à Haji Homaran, ils s'engouffrent directement dans la zone d'attente sécurisée. Les visiteurs indécis sont eux priés de faire

demi-tour : « Il n'y a rien à voir. » À première vue, non. La trentaine de camions-citernes est cachée derrière une rangée de véhicules iraniens. « La cadence a ralenti

## Ce commerce de produits pétroliers issus de champs du Kurdistan ou d'Irak a longtemps bénéficié de la bienveillance américaine

après le raffut médiatique, mais la contrebande n'a pas cessé, elle est juste plus dis-

crète, assure un chauffeur qui avale un thé à l'ombre d'une cahute en branchages avant de reprendre sa longue route jusqu'en Afghanistan, où il doit livrer du brut. Les formalités à la frontière ont été accélérées pour fluidifier les passages. »

Ce commerce de produits pétroliers issus de champs du Kurdistan ou d'Irak a longtemps bénéficié de la bienveillance américaine. Il place désormais Erbil en porte-à-faux avec Washington, son protecteur depuis 1991 : les livraisons violent l'embargo contre l'Iran, renforcé par l'ONU en juin. Et il envenime les relations avec Bagdad.

## Le ras-le-bol de Bagdad

Deux chauffeurs originaires de Mossoul at-

tendent depuis une journée leur convocation à la douane. Ils ont fait halte près d'une rivière et sont réfugiés sous leur réservoir pour se protéger d'un soleil brûlant. Ils transportent une commande de diesel destinée à la consommation iranienne. Avec les sanctions de la communauté internationale, la production de produits raffinés en Iran ne parvient pas à répondre à la demande intérieure. Habituellement, ils vont jusqu'au port de Bandar Abbas, un des ports iraniens du golfe Persique : l'hydrocarbure acheminé y est ensuite réexporté. « J'ai déjà transvasé ma cargaison sur des tankers malaisiens, chinois et même un américain », assure l'ainé, grand gaillard au ventre rebondi. Comme les centaines d'autres chauffeurs dépendant de ce trafic pour nourrir leur famille, ils craignent les conséquences du ras-le-bol de Bagdad.

Le gouvernement central irakien, le seul habilité à délivrer les permis pour exporter le pétrole, est exaspéré que les autorités du Kurdistan autorisent les exportations de carburants et de combustibles. « S'il y a un surplus, c'est pour le moins étrange de l'exporter, car l'Irak importe pour les besoins de ses propres citoyens »,

s'est énervé, en juillet, Hussein Chahristani, ministre irakien du pétrole.

### 70 raffineries « clandestines »

Ce commerce transfrontalier attise la dispute entre Erbil et Bagdad sur la répartition des revenus du pétrole. Selon la législation irakienne, la région kurde doit les reverser à l'administration centrale. « Mais nous n'arrivons pas à savoir où ils vont », déplore Tasiq Tawfiq, députée et secrétaire du comité sur l'énergie du parlement régional du Kurdistan. Nous avons interrogé les ministres des Ressources naturelles et des Finances, leurs déclarations sont contradictoires. Il semblerait, d'après certaines accusations, que les revenus aillent directement dans les caisses des deux grands partis (le PDK de Barzani, le président du Kurdistan, et l'UPK de Talabani, président, kurde, de l'Irak). »

Soixante-dix raffineries, disséminées au Kurdistan et dans les environs de Kirkouk, fonctionneraient

sans autorisation officielle et alimenteraient ce marché parallèle. Un conducteur, qui requiert également l'anonymat, assure travailler « pour une petite compagnie de transport appartenant à des officiels du PDK ». Il explique avoir rempli sa citerne dans une raffinerie sur la route de Mossoul, plantée dans un no man's land désertique. Une dizaine de camions est garée sur le parking. Là non plus, les étrangers ne sont pas les bienvenus : le garde enclenche son arme automatique en attendant les consignes, l'oreille rivée sur son talkie-walkie. Le manager, Emin Özel, jure d'abord ne produire que de l'asphalte et exhibe pour preuve de sa bonne foi un certificat. Puis, tout en secouant nerveusement son poignet où est accrochée une imposante montre dorée, il finit par reconnaître que « 20 % du pétrole raffiné est revendu à des petites sociétés des environs, ensuite, je ne sais pas ce qu'ils en fabriquent ». ■

**LE FIGARO**

samedi 14 - dimanche 15 août 2010

## L'Iran active sa première centrale nucléaire

Le démarrage de Bouchehr, grâce au combustible russe, inquiète les États-Unis, qui le jugent « prématuré ».

PIERRE PRIER

**ÉNERGIE** Moscou a tenu sa promesse. La Russie mettra en route la première centrale nucléaire d'Iran le 21 août, ont annoncé hier la Russie et l'Iran. La nouvelle, bien que prévisible, ne fait pas plaisir à Washington. Quand le premier ministre Vladimir Poutine avait indiqué, en mars, que Bouchehr fonctionnerait dès cet été, la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, avait jugé la date « prématurée ». La centrale est destinée à produire de l'électricité avec du combustible fourni par la Russie, mais les États-Unis souhaitent ne rien céder à Téhéran avant que l'Iran, soumis à de lourdes sanctions par le Conseil de sécurité de l'ONU, ne mette fin à toute autre activité nucléaire.

La décision russe divise le « groupe de Vienne » formé de la Russie, des États-Unis et de la France. La Russie, bien que préoccupée par la construction d'une bombe iranienne, a toujours soutenu que la centrale de Bouchehr n'avait rien à voir avec un éventuel projet militaire. La France soutient la décision irano-russe, tout en insistant sur l'autre partie du programme nucléaire iranien. Le démarrage de la centrale est « une raison

supplémentaire » pour que Téhéran « suspende ses activités nucléaires sensibles », a commenté hier Paris. Pour le porte-parole du Quai d'Orsay, qui rappelle que Bouchehr est autorisée

### La décision russe divise le « groupe de Vienne » formé de la Russie, des États-Unis et de la France

par l'ONU, « l'Iran ne peut y utiliser de combustible autre que le combustible russe. L'enrichissement d'uranium par l'Iran ne peut donc avoir pour justification de contribuer au fonctionnement de la centrale de Bouchehr ».

Le projet est ancien. Commencé avant la révolution islamique de 1979 par le groupe allemand Siemens, puis abandonné, le chantier avait été repris en 1994 par la Russie. Les responsables russes ont souligné que le développement de Bouchehr se faisait sous le contrôle de la Russie et de l'AIEA. Selon le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique, Ali Akbar Salehi, l'Iran a invité les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à assister à l'opéra-

tion de lancement. « Le combustible, déjà livré par la Russie, est sous scellés et les inspecteurs de l'AIEA doivent être présents pour les enlever », a ajouté M. Salehi. D'après l'accord avec la Russie, l'Iran aura l'obligation de remettre plus tard à Moscou les barres de combustible usagées.

L'agence russe du nucléaire a rappelé hier que la mise en route prendrait du temps : « Après trois à quatre mois, le bloc énergétique sera à sa puissance minimale de 1 % », a précisé un porte-parole, et il faudra « six à sept mois pour atteindre la puissance maximale de la centrale ». ■



**SPIEGEL** August 12, 2010

## Shocking Images of Dead Kurdish Fighters Turkey Accused of Using Chemical Weapons against PKK

By Daniel Steinvorth and Yassin Musharbash

**G**ERMAN experts have confirmed the authenticity of photographs that purport to show PKK fighters killed by chemical weapons. The evidence puts increasing pressure on the Turkish government, which has long been suspected of using such weapons against Kurdish rebels. German politicians are demanding an investigation.

It would be difficult to exceed the horror shown in the photos, which feature burned, maimed and scorched body parts. The victims are scarcely even recognizable as human beings. Turkish-Kurdish human rights activists believe the people in the photos are eight members of the Kurdistan Workers' Party (PKK) underground movement, who are thought to have been killed in September 2009.

In March, the activists gave the photos to a German human rights delegation comprised of Turkey experts, journalists and politicians from the far-left Left Party, as SPIEGEL reported at the end of July. Now Hans Baumann, a German expert on photo forgeries has confirmed the authenticity of the photos, and a forensics report released by the Hamburg University Hospital has backed the initial suspicion, saying that it is highly probable that the eight Kurds died "due to the use of chemical substances."

Did the Turkish army in fact use chemical weapons and, by doing so, violate the Chemical Weapons Convention it had ratified?

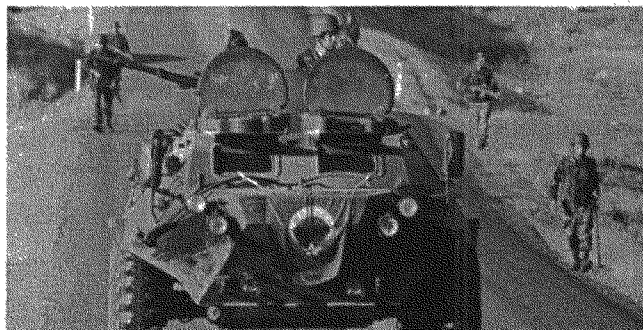
### Repeated 'Mysterious Incidents'

German politicians and human rights experts are now demanding an investigation into the incident. "The latest findings are so spectacular that the Turkish side urgently needs to explain things," said Claudia Roth, the co-chair of Germany's Green Party. "It is impossible to understand why an autopsy of the PKK fighters was ordered but the results kept under seal."

The politician said there had been repeated "mysterious incidents of this type that are crying out for an independent investigation." Roth demanded that Turkey issue an official statement on the possible use of chemical weapons "in order to nullify further allegations."

Ruprecht Polenz, a member of the German parliament with Chancellor Angela Merkel's conservative Christian Democratic Union and the chairman of the Bundestag's Foreign Relations Committee, sees it the same way. "Turkey needs to urgently look into these accusations," he told SPIEGEL ONLINE, adding that an international investigation would be the best approach.

Turkey has been suspected of using chemical weapons for



**Turkish soldiers on patrol in a Kurdish area of southeastern Turkey: Did the Turkish military use chemical weapons against the PKK?**

years, points out Gisela Penteker, a Turkey expert with the international medical organization International Physicians for the Prevention of Nuclear War. "Local people have said that again and again," she explained. Finding proof is difficult, however, she said, because bodies were often released so late that it was hardly possible to carry out a thorough autopsy.

### 'PKK Propaganda'

In Turkey, human rights advocates have long demanded an investigation. The army, however, has refused to comment on the issue. Similarly, the government of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has been stubbornly silent or tried to portray the accusations of war crimes as "PKK propaganda."

"The prime minister is not interested in human rights violations," says Akin Birdal, a member of the Turkish parliament whose pro-Kurdish BDP opposition party has repeatedly questioned in parliament if Erdogan's war in the southeast of the country is really being conducted legally. In Birdal's view, the only thing that matters to Erdogan is that the army eradicates the PKK problem once and for all "by any means necessary."

The Turkish Foreign Ministry has rejected the accusations, according to the Berlin daily newspaper Die Tageszeitung, which reported on the case Thursday. Turkey is a signatory to the Chemical Weapons Convention, and its armed forces do not possess any biological or chemical weapons, the ministry reportedly said.

The newspaper also reports that it has obtained additional, shocking pictures in the meantime, supposedly autopsy photographs of six other killed Kurds. These images, too, have now been submitted to the Hamburg-based experts.

# Flow Of Oil From Iraq To Iran Raises Concerns

by Kelly McEvers



Yahya Ahmed/AP

Trucks carrying oil snake their way through Haj Omran, Iraq, a mountainous Kurdish resort town on the border with Iran.

*In northern Iraq's autonomous region of Kurdistan, the long lines of tanker trucks carrying oil into Iran are under scrutiny.*

*Some observers say it represents smuggling that violates international sanctions and Iraq's own rules on the sale of oil. Others say it's perfectly legal.*

## Tanker Convoys On Iran-Iraq Border

On a recent day on the Iraqi side of the border with Iran, hundreds of trucks are lined up, waiting to cross into Iran.

Badr Ramsi's tanker has dark brown streaks down the side, like oil has been spilling over the sides as he rumbles up the mountain roads. Ramsi says the truck is carrying crude oil and that he will drive the oil across Iran.

Other drivers say they're carrying refined products such as gas and fuel oil. Most say they'll deliver their product to Iran's main ports. From there, the drivers don't know whether the oil will be exported or used domestically.

Ramsi says he is working for a private company. And as far as he knows, it's all on the up and up.

At 3 p.m., the border opens up, and the trucks rumble along on their way.

There are two reasons this scene has gotten so much attention lately.

The first is that shipping gasoline and other refined oil products to Iran may violate new sanctions by the U.S. and the European Union.

The second is that the bulk of money from sales of all oil products from Kurdistan is supposed to go to the central government of Iraq, of which Kurdistan is still a part.

## Kurdish Government Role?

But critics like Abdullah Malla Nouri

say high-ranking Kurdish officials have set up private companies to sell the region's oil and are keeping the money for themselves.

"I don't have any living evidence of who runs the company, but, as I know, and all people know ... that all these companies cannot operate, cannot do business unless they are supported or backed by the officials who belong to the local parties who are running the government," he says.

Malla Nouri is part of a new opposition group that's critical of the ruling parties in Kurdistan. A newspaper run by the opposition group was recently sued for

a difference between violations here and there, and a policy adopted by the government," he says.

## Part Of A Larger Dilemma

The conflict is just one small chapter in the larger story of how Kurdistan and the rest of Iraq share oil revenues.

The central government of Iraq claims the sole right to develop the country's oil sector. But the Kurdish region over the past several years has been signing deals with international companies to pump oil and refining that oil on its own.

Until the two sides can sit down and look at all the oil projects in the region, it will be a long time before they can reach an agreement, says Ben Lando, the founder of the online news site Iraqi Oil Report.

"Across the entire country, there is a major lack of transparency," he says. "And without knowing exactly how much oil is produced, exactly how much is going to which refineries, exactly what fuel these refineries are producing, and exactly what happens to that fuel when it leaves the refinery, you're not able to find out who is smuggling and what they're smuggling, and who is selling and what they are selling."

■ ■ ■

**"Across the entire country, there is a major lack of transparency."**

**- Ben Lando, founder of the online news site Iraqi Oil Report**

\$1 billion for suggesting that officials are profiting from oil sales.

Kawa Mahmoud, a spokesman for the Kurdish regional government, says the tanker trucks are full of surplus oil that the government sells to private companies who have every right to turn around and resell to the highest bidder. He says there could be a few bad actors in the oil trade, but they are not the majority.

"Of course there might be some violations here and there, but it doesn't represent government policy. Because there is

# Kurds Send 19 Conditions To Allawi and Maliki

By NAMO ABDULLA

**E**rbil, Iraqi Kurdistan: As a pre-government formation condition, the Kurdistan Alliance made up of all of the Kurdish parties has sent 19 demands to each of Iyad Allawi, leader of Iraqiya movement, the first election winner and Maliki's State of Law coalition, the narrowly second vote-getter.

The key demands include emphasis on the implementation of Article 140 of the Iraqi Constitution in two years' time, approving of a Kurd as president of Iraq, calls for commitment to the constitution.

None of the two winning coalitions has formally approved of the demands yet.

Iraq held elections in March 2010. Since then more than five months have passed and Iraqi politicians still remain deadlocked to form a new government.

Here below is a copy of the Kurdish demands, Rudaw translated them into English for its readers.

1. Commitment to the constitution and all of its terms, as well as preserving a federal system of democracy.

2. The formation of an inclusive national government that includes all key Iraqi groups.

3. Adherence to the principle of partnership in making decisions must be maintained as follow:

A- Council of National Security must be formed by a law to be voted on at the same time of the approval of the government.

B- Setting an internal regulation for the Council of Ministers that clarifies the source of decision-making, group-made decisions, and the amount of power prime minister and its deputies seize.

C- Adherence to the principle of



*Kurdish President Masoud Barzani (R) greets Iraq's Prime Minister Nuri al-Maliki (L) during his visit to Erbil. August 8, 2010. Photo by Reuters.*

Tawafuq (Consensus).

4. The formation of a federal council in a year's time after the government is formed. The president of the republic and his deputies must have the veto power.

5. The Election Law must be amended in order to fairly represent all Iraqis.

6. A general census must be conducted during its scheduled time.

7. Reconsidering the complex of the armed forces and other security forces and approving of and implementing the principle of balance.

8. Implementing the principle of balance in all of the state institutions including ministries and independent committees and etc...

9. Implementing Article 140 of the constitution and allocating a necessary budget to help the article get implemented in no latter than two years' time.

10. Approving the finally agreed-upon draft law of water resources in a year's time following the formation of the government.

11. Approving the finally agreed-upon draft law of oil and gas in a year's time following the formation of the government.

12. Funding and arming the guards of the region (Peshmerga) as part of the Iraq's Defense System.

13. Supporting the candidate of the Kurdistan Alliance to become the

President of the Republic.

14. Compensating the victims of the former regime including the victims of Anfal [a genocidal campaign in the 1980s resulted in killing more than a 100,000 Kurds] and chemical weapons used against Halabja and other places. The compensation must be immediate and just.

15. The Kurds must be granted key posts in key ministries and the Council of Ministers as well as independent committees in a just way with taking into consideration the rights of the nations [ethnicities].

16. The Kurdistan's faction must have the right to vote in the approval of the key ministers and other ministries related to the Kurdistan region.

17. The secretary general of the Council of Ministers has to be a candidate from the Kurdistan Alliance.

18. The coalition government shall be dissolved if the Kurdistan Alliance withdraws because of clear violations of the constitution or the refusal to abide by the terms of the program that we have agreed upon.

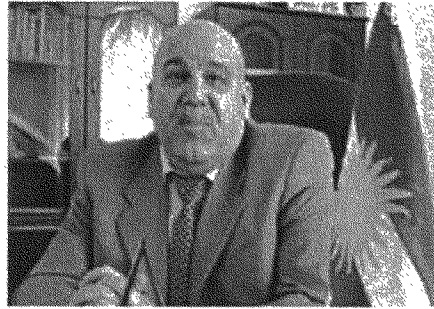
19. The members of the parliament and government employees representing the prime minister must support the previous projects.

## Kurdish Official says No Talks on Permanent US Military Bases

By Sherezad Sheikhani

**A**rbil, Asharq Al-Awsat - The secretary general of the Peshmerga Ministry and official spokesman of the Kurdistan Region's Guards Forces has denied any knowledge of talk regarding an American desire to establish permanent military bases in the Region and stressed that Washington wishes to strengthen its relations with Arbil diplomatically and not militarily.

In reply to a question about press speculations that the United States wishes to establish military bases inside the



Major General Jabbar Yawar, spokesman of the Kurdistan Region's Guards Forces

Kurdistan Region's areas and which were associated with the statements by Assistant US Secretary of State Jeffrey Feltman during his meeting with the Region President Masud Barzani last week, Major General Jabbar Yawir told Asharq Al-Awsat: "I believe the statements attributed to the US President about his desire to establish long-term strategic relations with Kurdistan Region which was

conveyed by Feltman mean the establishment of long-term diplomatic relations." He added that "there is not, to my knowledge, any talk about establishing permanent American military bases in Kurdistan Region nor in Iraq too."

Moreover, Yawir asserted that Obama and the American military commanders "underlined their commitment to the dates for the withdrawal from Iraq by the end of this month in accordance with the security agreement signed by the two countries. The Iraqi Government has not applied so far to extend the presence of the combat forces in Iraq because of the government crisis repercussions. As to the proposed amendment of the security agreement, this too is not on the table at present and Iraq might ask the United States to sign another security agreement with it when this one expires by the end of 2011."

WorldTribune August 21, 2010

## Iraqi Kurdish officials: Strategic ties require retaining U.S. military presence

**WASHINGTON,**— Officials said the Kurdistan Regional Government KRG has been sending officials to the United States to lobby for a long-term American presence in the autonomous region of Kurdistan in Iraq's north.

They said KRG has argued that the removal of all U.S. forces from the region could result in an offensive by either the Baghdad government or neighboring Turkey and Iran.

"This month, we will see the largest departure of U.S. forces since the liberation," Qubad Talabani, the KRG representative in Washington, said. "How the U.S. leaves and remains in Iraq is crucial to the stability of the nation and the region."

The lobbying effort took place as the administration of President Barack Obama has been examining relations with KRG. On Aug. 15, Assistant Secretary Jeffrey Feltman met KRG President Massoud Barzani in Erbil in a discussion on bilateral relations and the political stalemate in Baghdad.

Talabani and other Kurds have been touring the United States and briefing members of Congress and the military on the situation in northern Iraq. They were said to have urged the administration to retain a U.S. military force in KRG after the pullout from the rest of Iraq in late 2011.

In an address to the World Affairs Council in Denver, Talabani said Washington has formed what he termed strategic relations with the Kurdistan government. He said this must ensure continued U.S. involvement in the Kurdistan region.

"We hope that as the U.S. leaves militarily, it will increase its diplomatic effort," Talabani said. "We are thrilled, for example, that the U.S. plans to open a diplomatic

consulate in Erbil, following the lead of other nations."

Officials said the Defense Department and U.S. Central Command were drawing plans for American military deployment in KRG and other areas of northern Iraq. They said one option was for the construction and maintenance of at least two U.S. Air Force bases to help ensure regional stability.

The U.S. military has already been training KRG forces and commanders, sometimes in conjunction with regular Iraqi troops. The military has also held courses for KRG defense and security officials to procure weapons from Washington.

KRG has argued that a U.S. military presence in the autonomous north would not involve a high cost. Talabani said not one American has been killed in Kurdistan.

"I know what the steep cost has been to Americans, in your sons and daughters, husbands and sisters, to your national treasure and to the sharp politics it has created within this great nation," Talabani told the Blue Star Mothers of America, whose children serve in Iraq. "As a Kurd, however, I am thankful for what the U.S. did. It was our liberation and that of all Iraq."

During his tour, Talabani stressed the need for a U.S. presence in KRG, although he did not specify major troop deployment. He said this would ensure both Kurdish and U.S. interests as well as regional stability.

"An increased U.S. diplomatic engagement in Kurdistan will cement the gains we have all made working together," Talabani said.

worldtribune.com

**TIME**

August 20, 2010

# Iraq: What Will Last 50,000 U.S. Troops Do?

By Mark Thompson / Washington



U.S. Army soldiers in Baghdad as they begin their journey home on Aug. 13, 2010  
Maya Alleruzzo / AP

There was a sigh of relief at the Pentagon Wednesday as the U.S. Army's final combat brigade crossed from Iraq into Kuwait. Generals and their staffs have spent nearly a decade juggling soldiers to meet the needs of two wars, bruising many of the units and stretching the Army nearly to the breaking point in the process. Military experts agree that reducing troop strength in Iraq will ease the strain on the force, although it could allow tensions inside Iraq to flare. But the campaign's sunk costs — more than 4,400 U.S. troops dead, 30,000 wounded (and far higher Iraqi casualties), along with a price tag that amounts to \$2,500 for every person in America — is far higher than anyone expected when Operation Iraqi Freedom began on March 20, 2003.

But it's not quite over yet. Just what will those 50,000 U.S. troops staying behind in Iraq be up to if not fighting? And what will fill the gap they've left? Nearly all of them are slated to stay in Iraq until they are required by a U.S.-Iraqi agreement to leave by Jan. 1, 2012. The U.S. troops have four missions, broadly defined as "stability operations":

1. Training Iraq's security forces, now 660,000 strong.
2. Providing intelligence, aircraft and other assets to support Iraq's counter-terror campaign.
3. Protecting U.S. and allied civilian agencies as they continue to try to rebuild a shattered country that is still trying to put together a government five months after an election.
4. Preparing to go home. (See a timeline of seven years of combat during the Iraq war.)

The heart of the remaining U.S. force, while labeled "advise-and-assist brigades," has combat power that far outstrips that of the Iraqi military, and which could be deployed if Baghdad sought U.S. help and President Obama

agreed.

General Ray Odierno, who has just finished a tour as the top U.S. commander in Iraq, said the remaining U.S. troops and their Iraqi allies can handle anything insurgents can throw at them. "I get a little frustrated because people think, 'Well, you're going to 50,000,'" Odierno said recently. "Fifty thousand U.S. soldiers is a lot — it's a lot of capacity and capability." Odierno, who has spent 55 months on three deployments commanding U.S. troops in Iraq, believes the Iraqi people are tired of fighting. "My personal opinion is that Iraqis went through a significant amount of obviously sectarian violence and almost civil war in 2006 [and] the beginning of 2007," he said. "My read is most of them are beyond that."

There will be troublemakers, Odierno believes, "but I don't think it would be at a level that the Iraqis can't handle." (See photos of smuggling between Iraq and Iran.)

Some 2,400 U.S. government civilians will continue to work in Iraq, protected by at least twice as many private contractors once the U.S. troops pull out entirely. They'll travel around Iraq in 60 mine-resistant ambush-protected vehicles, hundreds of armored cars and a fleet of airplanes and helicopters. The cost of operations in Iraq has fallen sharply, from a peak of \$11 billion a month in 2008 to less than half that figure now — and it is slated to drop to about \$4 billion a month next year. The State Department will spend a further \$4 billion for all of 2010 in Iraq, and a similar amount next year.

The new mission is not that different from the old one, because U.S. troops have been consigned to large bases outside Iraq's cities and towns since June 2009, and violence, despite occasional spikes, is low. "The number of security incidents and casualties — that is, Iraqi civilian casualties, Iraqi security-force casualties and U.S.

casualties — for the first five months of 2010 are the lowest on record," said Colin Kahl, the Pentagon civilian who oversees the Middle East. One reason: the U.S. and Iraq have killed or captured 34 of Iraq's top 42 al-Qaeda leaders in the past three months. "Al-Qaeda in Iraq is weaker than ever," Kohl said Monday, adding that "we don't currently see any credible threat to overthrowing the current system." (See photos in a bin Laden family album.)

Christopher Hill, who just left his post as U.S. ambassador in Baghdad, said Tuesday in Washington that something fundamental has changed in Iraq. "When you go out outside of the Green Zone and you see plate-glass window being installed in Iraqi shops," he said, "you realize it's because the sense of insecurity that prevailed there a couple of years ago has been changed."

Not everyone is so optimistic. "The Iraq war is not over and it is not won," Anthony Cordesman of the Center for International and Strategic Studies warned Thursday. He expects it could take another decade for Iraq to become stable, and fears the U.S. government may not adequately fund the struggling government it helped create. "Iraq still faces a serious insurgency, and deep ethnic and sectarian tensions," he said. "In spite of its potential oil wealth, its economy is one of the poorest in the world."

The focus of the U.S. presence in Iraq will become the Baghdad embassy — Washington's largest anywhere — and consulates (think of them as mini-embassies) in the southern city of Basra and the northern city of Erbil. The State Department also plans to establish what it's calling two embassy "branch offices" in the north, in Kirkuk and Mosul, to deal with tensions there created by the Arab-Kurd contest for control. Unlike permanent consulates, those are expected to operate for no more than five years.

General George Casey, the Army

Chief of Staff, recently pondered how his service has been able to survive the demands of two ground wars for nearly a decade, which gave many soldiers only a year at home between yearlong combat tours. "If you had

asked me five years ago could we as an Army sustain one year in combat, one year home, for five years, I would have said you're nuts." But Casey credits the courage and patriotism of today's young soldiers and their families, and

the support of the U.S. public, for the Army's endurance. "Don't underestimate this generation of young Americans," he said, "and what they're capable of doing."



19 August 2010

## Kurdistan Has Right To Sell Crude, Hawrami

By RUDAW

**ERBIL, Iraqi Kurdistan:** Ashti Hawrami, Minister of Natural Resources of the Iraqi Kurdistan Region, held a press conference Thursday answering the questions of local and foreign reporters about alleged smuggling of oil from Iraqi Kurdistan to Iran.

"We have full right to sell crude oil. But we have not. What we have exported thus far has been byproducts of oil," said Hawrami accusing local journalists of being unable to distinguish between crude and its byproducts.

Hawrami said that the Kurdistan Regional Government (KRG) keeps developing its "successful policy" regarding oil until the Oil and Gas Law package is approved by the Iraqi Parliament.

The press conference was held for Hawrami and Kawa Mahmoud, Minister

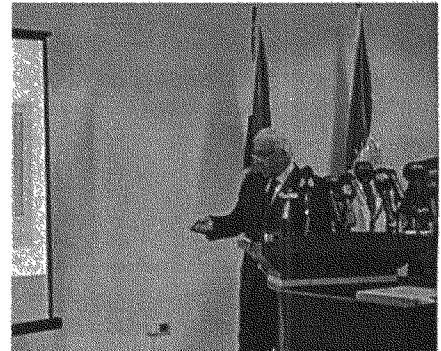
of Culture in a hall at the Ministry of Culture in Erbil, the capital of Kurdistan.

He said that the KRG had used most of the money it made in selling oil to provide electricity for the people of Kurdistan, adding that the region will produce aviation fuel and gas next month.

His comments come as an answer to a New York Times article and several other local media outlets that had accused the regional government of smuggling oil to Iran.

Rozhnama, a newspaper for the opposition party Gorran, published an article last month saying that hundreds of millions of dollars in crude oil had gone to the pockets of the officials of the two ruling parties.

Kurdistan Democratic Party (KDP) led by Massoud Barzani, president of Kurdistan and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Iraqi President



Ashti Hawrami, Minister of Natural Resources of Kurdistan, talks to reporters in Erbil, Thursday on August 19, 2010. ---  
-- Photo by Rudaw

Jalal Talabani jointly govern the region in the north of Iraq.

Both of the two ruling parties sued Rozhnama after it published the story. The court has yet to issue a verdict.



12 August 2010

Hurriyet Daily News - ISTANBUL

Archbishop Desmond Tutu, the chairman of a group of respected global statesmen, has reportedly called on the Turkish prime minister to take action to bring about a solution to the Kurdish question.

"I am concerned at the escalation of the conflict between the Turkish and the Kurdish peoples in which innocent young people, from both sides, are losing their lives. Peaceful negotiations are the only lasting solution to their problems; we are firmly of the view that the Kurdish question can likewise be resolved through peaceful negotiations with the genuine leadership of the Kurdish people," Tutu, the head of the "Elders," said in a written letter in July, according to a statement by the Kurdish Human Rights Action Group, or KHRAG, a South Africa-based organization.

Archbishop Tutu also said in his letter

## 'Elder' Tutu calls on Erdoan to take action on Kurdish issue

that he appreciated the Turkish government's support for the people of Palestine, saying, "We regard your pronouncements as the right ones and a declaration that matters of conflicts between nations can be settled only through peaceful negotiated talks amongst opposing groups."

Matthew Esau, the deputy president of KHRAG, told the Hurriyet Daily News & Economic Review on Tuesday that he attempted to deliver the letter to the Turkish Embassy in London, but was told by a policeman that he was not allowed inside. Esau said Tutu will work as an advisor to his organization.

KHRAG has been linked to the outlawed Kurdistan Workers' Party, or PKK, which is listed as a terrorist organization by Turkey, the United States and the European Union.

Sarel van Zyl, the charge d'affaires at the South Africa Embassy in Ankara, told the Daily News that he does not have any information about the letter. The Embassy issued no further comment on the matter.

The "Elders" is a group of veteran sta-



tesmen, including former U.S. President Jimmy Carter. The group has previously paid visits to Cyprus to encourage peace talks on the divided island.

"We hope to influence Turkish authorities' attempt to find an answer to the Kurdish question and we have suggested a similar process to that which happened in South Africa. We have also suggested the release of those who are in prison, like Abdullah Öcalan," Esau said, referring to the jailed leader of the PKK.

The KHRAG deputy president added that the group calls on both Turkish authorities and the PKK to declare a cease-fire in order to negotiate a solution.

**Le Monde**  
17 août 2010

# Le Kurdistan irakien peine à tirer profit de son « océan de pétrole »

L'exploitation des ressources en hydrocarbures de la région reste entravée par les luttes politiques avec Bagdad



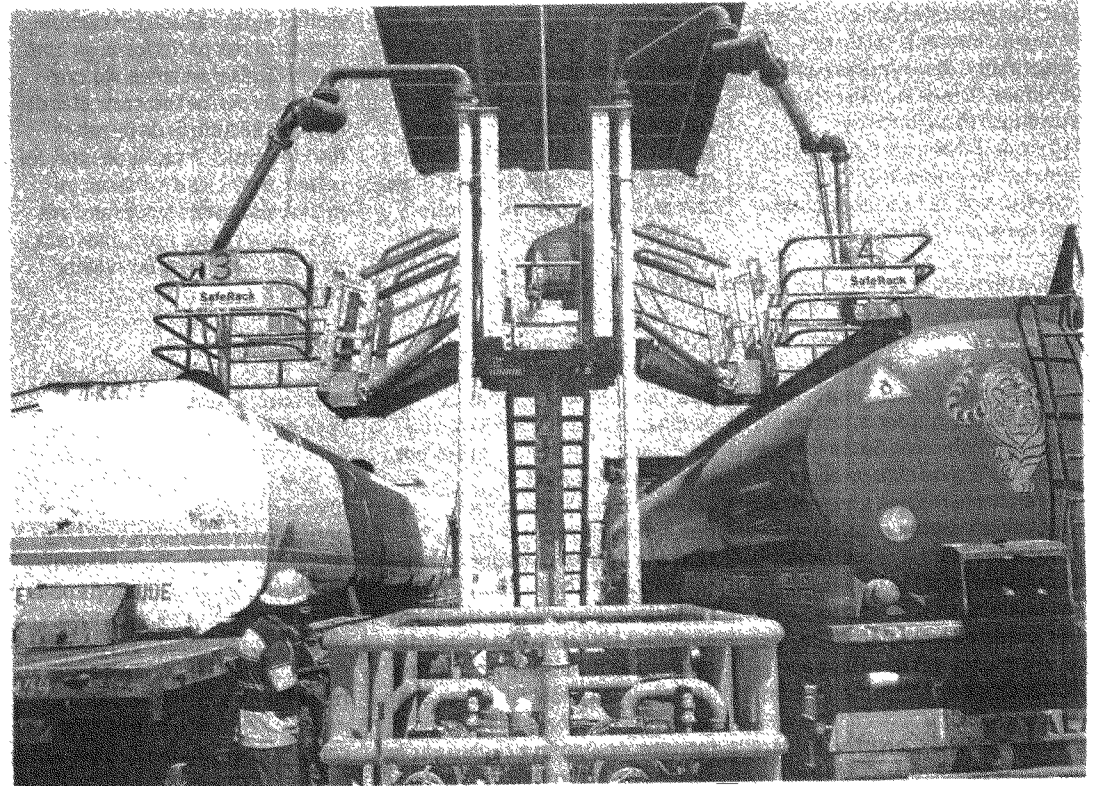
## Reportage

**Taq-Taq**  
Envoyé spécial

Son nom évoque une rafale de Kalachnikov, mais c'est du « champagne » qui est extrait du champ pétrolier de Taq-Taq. « On sort du brut à l'état pur, quasiment sans gaz et sans eau, d'une très haute qualité. C'est le meilleur pétrole du monde », revendique le directeur de la production du site, Can Savun, employé par la compagnie turque Genel Enerji.

Situé à une heure d'Erbil, dans une région aride et montagneuse, le champ de Taq-Taq est l'un des deux sites de production de pétrole en activité dans la province autonome kurde d'Irak. « Ces puits ont été forcés sous Saddam Hussein, dans les années 1970 », montre M. Savun. La production – elle s'élève à 60 000 barils par jour – reste modeste selon la compagnie qui attend « depuis cinq ans » de pouvoir augmenter le volume. Un troisième puits va entrer en service ; sept autres sont prévus, sur la zone où opèrent conjointement Genel Enerji et Addax Petroleum, rachetée récemment par les Chinois de Sinopec.

Le ministre des ressources naturelles du gouvernement autonome kurde (GRK), Ashti Hawrami, parle d'un « océan de pétrole » pour évoquer le sous-sol de sa région. De 100 000 barils par jour, elle pourrait en produire dix fois plus d'ici cinq ans. La région kurde s'est jusqu'à présent heurtée à l'op-



**Du fait de la faiblesse des infrastructures énergétiques, les camions-citernes assurent une bonne partie du transit de la production, parfois en contrebande.** CHRISTOPHE TESSON PETIT/MAXPPP

position du gouvernement central irakien de Bagdad, qui conteste le droit d'Erbil de signer ses propres contrats et d'exporter directement son pétrole sans en reverser les dividendes. Depuis plusieurs années, ce bras de fer retarde le boom pétrolier dans le nord de l'Irak qui abrite, selon les estimations, plus de 40 milliards de barils de réserves, environ 20 % des réserves irakiennes.

En 2009, le pétrole de Taq-Taq tout comme celui de Tawke, exploité par les Norvégiens de DNO, commençait à être exporté vers la Turquie mais Bagdad avait fait suspendre les exportations, en l'absence d'un mécanisme de paiement fiable. En mai 2010, un accord semblait proche pour reprendre ces exportations. Dans l'attente de la nomination du nouveau gouvernement irakien, le problème reste en suspens. « Ce sera la première question à régler par le nouveau pouvoir central », estime un expert en politique locale, pour qui « les Kurdes seront prêts à un

accord avec Bagdad pour exporter leur pétrole ».

L'administration kurde se contenterait des 17 % des revenus pétroliers irakiens qui lui reviennent de droit. L'autre obstacle à éliminer sera la fragilité des routes énergétiques. L'oléoduc Kirkouk-Ceyhan est régulièrement saboté et le transport interrompu. Un nouveau pipeline vers la Turquie, relié à Taq-Taq et à Tawke, a été annoncé pour 2014.

Mais les grandes compagnies pétrolières sont encore dans l'attente d'un règlement politique. Pour l'heure, investir au Kurdistan pourrait leur fermer la porte de la région de Bassora, au sud, où se trouvent les plus grandes réserves de brut du pays. Le ministre irakien du pétrole, Ali Al-Sharistani, a menacé plusieurs fois de « blacklister » les compagnies qui signeraient des accords directement avec le GRK. Le chinois Sinopec a été averti après avoir racheté Addax, présent à Taq-Taq. A l'heure actuelle, vingt-huit groupes se

sont partagé le territoire kurde, parmi lesquels le français Parenco.

## Opacité

Le litige refait surface depuis que Bagdad accuse les autorités régionales kurdes d'exportation illégale vers l'Iran, pourtant placé sous embargo. Des files de camions-citernes franchiraient la frontière. Du pétrole issu de la production locale, traité dans des raffineries clandestines comme il en existe plusieurs dizaines au Kurdistan, serait ensuite exporté au noir. A Erbil, le ministre du commerce, Sinan Chelebi, assure que tout se fait « dans le respect des directives des Nations unies ». Pourtant près du site de remplissage du champ de Taq-Taq, des dizaines de camions attendent leur tour. Certains chauffeurs avouent sans peine faire des allers-retours réguliers avec l'Iran. « Les transporteurs sont directement mandatés par le ministre, M. Hawrami », explique Can Savun qui affirme ne pas savoir où vont les chargements.

Dans son bureau du Parlement d'Erbil, la députée Nask Abdul Karim, responsable de la commission sur l'énergie, n'en sait rien non plus. Cette élue de l'opposition islamiste, partisane de la lutte anticorruption, dénonce la contrebande avec l'Iran et, de manière générale, l'opacité totale du commerce pétrolier. « On ne sait pas où

vont les revenus du pétrole, ce qu'il y a dans les contrats, personne ne le sait, pas même le premier ministre.

Nous avons posé la question au Parlement en février et nous n'avons toujours pas reçu de réponse », clame-t-elle. Combien est exporté et déclaré à Bagdad? M. Hawrami refuse d'y répondre.

Bagdad juge également certains contrats passés avec le norvégien DNO enveloppés d'un parfum de scandale. L'ex-ambassadeur américain et conseiller à la défense sous l'administration Bush, Peter Galbraith, a notamment reçu 5 % des parts du champ pétrolier de Tawke, au Kurdistan, pour avoir favorisé la signature d'un accord entre

les Kurdes et DNO. Enfin le sulfureux Zalmay Khalilzad, ancien ambassadeur américain en Irak et en Afghanistan reconverti dans les affaires, vient d'être nommé membre du conseil d'administration de DNO. ■

Guillaume Perrier



## TURQUIE: LES REBELLES KURDES DU PKK ANNONCENT UNE TRÊVE POUR LE RAMADAN (AGENCE)

ANKARA, 13 août 2010 (AFP)

LES REBELLES kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont annoncé vendredi qu'ils appliqueraient à l'occasion du ramadan et jusqu'au 20 septembre une trêve dans leurs opérations contre les forces armées turques, a rapporté l'agence de presse Firat News.

"Nous annonçons être passés de la position de défense active que nous observons depuis le 1er juin à une position de défense passive", affirme le PKK dans un communiqué cité par Firat News, agence considérée comme le porte-voix du PKK.

"Du 13 août au 20 septembre, nos forces n'entreprendront aucune action, mais utiliseront leur droit à se défendre en cas d'attaque les visant elles-mêmes ou la population", poursuivent les rebelles qui ont déjà décrété à plusieurs reprises des trêves à l'occasion du mois de jeûne musulman du rama-

dan.

Le cessez-le feu couvre aussi la date du 12 septembre, à laquelle les citoyens turcs sont appelés à se prononcer par referendum sur une réforme de la Constitution visant à démocratiser les institutions turques.

Dans son communiqué, le PKK dénonce cette réforme, estimant qu'il s'agit d'une "initiative sans volonté sincère de créer une Constitution vraiment démocratique".

Il réclame une reconnaissance explicite des droits des quelque 15 millions de Kurdes de Turquie (sur 73 millions d'habitants) dans la Constitution ainsi qu'un statut d'autonomie pour les régions est et sud-est de l'Anatolie, peuplées de Kurdes.

La trêve fait suite à une période d'intensifications des combats depuis que le chef du PKK, Abdullah Öcalan, qui purge une peine de prison à vie, a annoncé en mai avoir abandonné tout effort de dialogue avec le gouvernement.



## IRAN: DES REBELLES KURDES TUENT UN COMMANDANT DES GARDIENS DE RÉVOLUTION

TEHERAN, 14 août 2010 (AFP)

DES REBELLES KURDES ont tué un commandant des Gardiens de Révolution, l'armée idéologique du régime iranien, ainsi que deux miliciens islamistes lors d'un affrontement armé dans le nord-ouest de l'Iran, a rapporté samedi le quotidien Shargh.

L'affrontement s'est produit vendredi près d'Oroumieh, capitale de la province

d'Azerbaïdjan occidentale, et a opposé des Gardiens de la révolution et des Bassidjis (miliciens islamistes) à des combattants des rebelles du Parti pour une Vie Libre du Kurdistan (PJAK), a précisé Shargh sans autres détails.

Les régions iraniennes frontalières de l'Irak et la Turquie, où vivent des minorités kurdes, sont le théâtre d'affrontements périodiques entre les forces iraniennes et le PJAK basé dans le nord-est de l'Irak.

Le PJAK est lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui lutte contre le gouvernement turc dans le sud-est anatolien.

L'Iran accuse les Etats-Unis de soutenir le PJAK ainsi que d'autres organisations ethniques aux frontières de l'Iran, ce que Washington a toujours démenti.

Les Kurdes représentent environ 7% de la population en Iran.



## Attentat en Irak contre un autocar de pèlerins iraniens, 5 morts

BAGDAD (Reuters) - 16 août 2010

UNE VOITURE piégée a explosé lundi à Moukdadiya, à 80 km au nord-est de Bagdad, au passage d'un autocar transportant des pèlerins chiites iraniens, faisant cinq morts et neuf blessés, annoncent des responsables de la sécurité.

Quatre des morts sont des Iraniens venus par centaines de milliers en pèlerinage dans les sanctuaires chiites irakiens depuis le renversement du dictateur sunnite Saddam Hussein à la suite de l'invasion américaine de 2003. Saddam avait interdit les cérémonies chiites et avait livré une guerre de huit ans à l'Iran, dans les années 1980.

Tous les blessés sont iraniens, a-t-on appris de source proche des services de sécurité dans la province de Diyala où un mélange ethnique

et religieux de Sunnites, de Chiïtes et de Kurdes contribue à entretenir une insurrection tenace.

Les violences ont globalement diminué en Irak après avoir atteint un pic en 2007 et 2008, mais les attentats se multiplient depuis les élections de mars, dont aucune majorité claire n'est sortie, et à l'approche de la fin, ce mois-ci, des opérations de combat américaines.

Des responsables irakiens et américains estiment que les insurgés exploitent l'incapacité des factions politiques à se mettre d'accord sur la composition du prochain gouvernement du pays.

Selon des données gouvernementales irakiennes, le nombre de civils tués dans des attentats est passé à 396 en juillet, contre 204 le mois précédent.



# Iran : Mahmoud Ahmadinejad en butte aux vives critiques du clan conservateur

Guérilla parlementaire, disputes avec le pouvoir judiciaire, le président iranien est sur tous les fronts

Réélu avec de forts soupçons de fraude, en juin 2009, le président Mahmoud Ahmadinejad semble devoir gouverner dans la contestation. Pas celle de l'opposition réformatrice dont tous les dirigeants sont en prison, mais celle de son propre clan conservateur. Depuis des semaines, les passes d'armes se succèdent à Téhéran.

Premier lieu d'affrontement, le Parlement, présidé par Ali Larijani, ex-négociateur nucléaire, ex-candidat malheureux à la présidentielle de 2005 et, surtout, un des « pou-lains » fondamentalistes du guide suprême, Ali Khamenei. Or, M. Larijani a refusé de laisser toute liberté à M. Ahmadinejad pour distribuer, selon son habitude, des subventions à divers projets qui vident les caisses de l'Etat et coûtent 100 milliards de dollars par an (78 milliards d'euros). Le tout assorti de vives critiques sur la gestion économique « populiste » de l'équipe gouvernementale. M. Larijani allant jusqu'à dire : « Nous devons améliorer notre situation économique. (...) La prospérité, ce n'est pas de distribuer de l'argent à la population. »

De son côté, M. Ahmadinejad a joué l'obstruction, refusant de signer plusieurs lois dûment approuvées pendant six mois. Et ce en fonction, parfois, disent les critiques, de ses inimitiés personnelles. Ainsi a-t-il gardé sous le coude le texte allouant 2 milliards de dollars au métro et à la municipalité de Téhéran. La société en charge du métro est présidée par Mohsen Rafsandjani, fils de l'ancien président et poids lourd de la politique iranienne, Hachemi Rafsandjani, très critique vis-à-vis de M. Ahmadinejad. Quant à Téhéran, son maire, Mohammad Qalibaf, candidat malheureux, lui aussi, aux élections de 2005 et ex-héros de la guerre Iran-Irak, il ne cache pas ses ambitions présidentielles...

Ensuite, c'est avec le pouvoir judiciaire, présidé par Sadegh Larijani, frère du président du Parlement, que le président iranien a croisé le fer. Furieux de ce qu'un de ses proches, Mohammad Javad Behdad, ex-directeur de l'agence de presse Irna, ait été condamné à sept

mois de prison avec sursis pour « publication de fausses informations », M. Ahmadinejad a accusé la justice de « partialité ».

Réplique cinglante de Sadegh Larijani : « Quelle est cette façon d'accuser la justice de zèle lorsqu'un verdict ne vous convient pas ? (...) Nous attendons du président qu'il utilise un langage posé et digne à la place de son langage populaire habituel. »

« L'image contestée de M. Ahmadinejad rivalise de moins en moins avec celle d'Ali Larijani »

**Un ex-diplomate iranien proche des réformateurs**

Mais ce qui a vraiment suscité une levée de boucliers au sein du clan conservateur, c'est le soutien indéfectible de M. Ahmadinejad à son chef de cabinet, Rahim Machaie, un spécialiste en opérations de propagande des gardiens de la révolution, dont la fille a épousé le fils du président. Déjà, à l'été

2009, M. Ahmadinejad avait voulu, contre la volonté du guide suprême, nommer M. Machaie vice-président, et n'avait reculé que devant l'ire de M. Khamenei.

Mais il y a quelques semaines, M. Machaie, tentant une opération de charme auprès de quelques centaines d'Iraniens de l'étranger, avait fait une déclaration étonnante. En gros, avait-il expliqué, l'Iran et l'Islam sont deux entités différentes et c'est l'Iran la plus importante, ajoutant : « Si l'Islam n'était pas installé et mélangé à la culture iranienne, il serait enterré dans les sables de l'Arabie. »

Le clan fondamentaliste, qui a « parrainé » la réélection de M. Ahmadinejad, est entré en fureur. Le général Firouz Abadi, commandant des forces armées, des pasdaran et des volontaires bassidjis, déclarait : « M. Machaie relève des tribunaux militaires. Ses déclarations sont dignes d'un "agent infiltré". »

Puis, devant le refus du président de désavouer son conseiller, la presse ultraconservatrice s'est déchaînée. Le journal République islamique, qui appartient en propre au guide Khamenei, tire à boulets rouges sur le président iranien.

Quand à Kayan, il réclamait dans un éditorial la tête de M. Machaie. Enfin, une lettre ouverte, signée par 50 députés conservateurs, devait être lue, mardi 17 août, au Parlement pour inciter M. Ahmadinejad à se séparer de son chef de cabinet.

Cependant, nombre d'analystes s'interrogent sur la stratégie actuelle du président : pourquoi cette « dérive ultranationaliste » qui lui aliène une partie des conservateurs ? L'un d'eux, ex-diplomate proche des réformateurs, nous a confié que, à son avis, M. Ahmadinejad essayait de se « démarquer » précisément du clan fondamentaliste, en vue des législatives, dans un an et demi.

« Il s'est rendu compte que le discours islamiste dur a été délégitimé par la répression et que les opposants du "mouvement vert" proposent une version moderne du nationalisme. De plus, son image contestée rivalise de moins en moins avec celle d'Ali Larijani, par exemple, qui incarne le conservatisme traditionnel, mais intellectuel et responsable. Alors il cherche à créer une sorte de national-populisme propre à séduire les classes moyennes. » ■

Marie-Claude Decamps



Le président Mahmoud Ahmadinejad (à gauche) et le président du Parlement, Ali Larijani, à Téhéran, en janvier 2010. VAHID SALEMI/AP

## L'Empire ottoman à la mode en Turquie

**I**STANBUL (AP) — L'"ottomania" bat son plein en Turquie. Après des décennies pendant lesquelles la Turquie moderne a tourné le dos à cette période de son histoire, l'Empire ottoman est en vogue, avec une exposition de poésie à l'aéroport d'Istanbul, un spectacle près du palais de Topkapi ou la mode de la cuisine "ottomane".

Ce revirement est plutôt inattendu en Turquie: pendant de longues décennies, les Turcs ont observé avec méfiance tout ce qui relevait de l'héritage ottoman. S'il était bien vu de conserver une certaine nostalgie de la conquête de Constantinople en 1453, les excès des sultans n'étaient en aucun cas considérés comme un modèle pour la Turquie moderne. "C'est un sujet de réelle contestation: que représente l'Empire ottoman pour la Turquie", explique Donald Quataert, auteur de "L'Empire ottoman, 1700-1922". "Ils en discutent depuis 100 ans".

À l'apogée de leur puissance, les souverains ottomans dirigeaient un vaste empire, s'étendant sur trois continents, leurs soldats arrivant, en Europe, jusqu'aux portes de Vienne.

Leur déclin sera accentué par la montée des puissances européennes et l'empire disparaîtra dans les guerres et le chaos au début du XXe siècle. C'est dans ces dernières années que surviendra le génocide arménien, un terme aujourd'hui encore contesté par la Turquie.

La République de Turquie sera finalement fondée en 1923 par Mustafa Kemal Atatürk, alors que les puissances coloniales s'emparaient d'anciens territoires ottomans.

Atatürk a aboli le califat et ses traditions vestimentaires et linguistiques, per-

çus comme des symboles de stagnation. La laïcité était désormais le credo de la Turquie moderne et l'Occident le modèle à suivre.

Aujourd'hui, le portrait d'Atatürk est omniprésent dans toutes les administrations, les commerces et de nombreuses demeures privées. Des routes et des stations portent son nom. Dans la capitale Ankara, un mausolée abrite ses restes et la plupart des dignitaires étrangers en visite viennent lui rendre hommage. C'est un crime d'insulter sa mémoire.

Mais le nationalisme exacerbé d'Atatürk laissait peu de place pour les droits des minorités, perçus comme une menace pour l'unité de l'Etat.

Aujourd'hui, la Turquie est une puissance régionale dont les diplomates et hommes d'affaires échangent avec l'Irak, l'Iran, la Syrie, autrefois terres ottomanes.

Et l'ancienne question de l'identité turque se pose à nouveau, opposant les vieilles élites partisans de la laïcité, fortement représentées dans le système judiciaire et l'armée, pilier de la république telle que l'avait conçue Atatürk, à cette classe instruite de musulmans pratiquants, qui contrôlent le gouvernement depuis 2002.

Les nostalgiques de l'Empire ottoman observent que les sultans étaient généralement tolérants à l'égard des chrétiens et d'autres minorités, attitude qui pourrait avoir prolongé la survie de l'Empire.

Dimanche, pour la première fois depuis la chute dudit empire, les chrétiens orthodoxes, menés par leur chef, le patriarche oecuménique Bartholomée Ier, ont participé à une messe dans l'ancien monastère de Sumela, construit sur le flanc d'une falaise près de la mer Noire. L'édifice a été abandonné en 1923.

Les nationalistes turcs s'opposent à ce

que Bartholomée utilise le terme "oecuménique" pour décrire son patriarcat, craignant l'instauration d'un "Vatican orthodoxe" sur le territoire turc.

Mais le Premier ministre, l'islamiste modéré Recep Tayyip Erdogan, a fait référence au règne ottoman lors d'une question à ce sujet en mai lors d'une visite en Grèce. "Si le terme n'ennuyait pas mes ancêtres, alors cela ne m'ennuierait pas", a-t-il répondu.

M. Erdogan, farouche détracteur de l'Etat d'Israël, cite l'Empire ottoman comme preuve que les Turcs ne sont pas antisémites. De nombreux Juifs de Turquie sont originaires d'Espagne, d'où leurs ancêtres ont fui les persécutions au XVe siècle avant d'être accueillis par les Ottomans.

"L'histoire républicaine décrit l'époque ottomane de manière très négative", observe Suat Kiniklioglu, membre de la commission parlementaire des Affaires étrangères. "Nous corrigeons à présent le déséquilibre de nos perceptions historiques".

Le gouvernement Erdogan rejette cependant le vocable de "néo-ottoman" qu'utilisent certains commentateurs pour décrire ses relations avec les anciennes colonies de l'empire, affirmant n'avoir aucune vocation hégémonique dans la région.

Les rebelles kurdes eux-mêmes s'appuient sur le passé impérial de la Turquie pour défendre leur droit à l'autonomie. Dans un communiqué récent, un de leurs dirigeants, Murat Karayilan, soulignait que les Kurdes avaient toujours bénéficié d'une autonomie du temps des sultans ottomans.

Mais, à l'heure du retour en grâce des Ottomans, la route est encore longue avant d'atteindre une pleine compréhension de la période de l'empire, estime l'historien Ilber Ortayli, qui dirige le musée du palais de Topkapi: cette histoire, "nous l'avons mal apprise. Nos connaissances sont pleines d'erreurs et de trous noirs", juge-t-il.



## TURQUIE: QUATRE REBELLES KURDES ET UN SOLDAT TURC TUÉS

ANKARA, 21 août 2010 (AFP)

**QUATRE rebelles kurdes et un soldat turc ont été tués samedi au cours d'affrontements dans le sud-est de la Turquie, a rapporté l'agence Anatolie en citant des responsables locaux.**

Parmi les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) tués au cours des affrontements dans la province de Hakkari, près de la frontière irakienne, figurent deux femmes, précise un communiqué des services du gouverneur de la province, cité par l'agence.

L'opération de l'armée turque dans la zone continue, selon ce communiqué.

Le PKK a décrété unilatéralement une trêve des combats pour la période du mois de jeûne musulman du Ramadan, qui a commencé le 11 août, comme il l'avait déjà fait d'autres années.

Mais l'armée turque ignore ces annonces de trêve et poursuit ses opérations contre les rebelles kurdes. Jeudi 19 août, deux membres du PKK ont été tués dans des heurts avec des soldats.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara et de nombreux pays, lutte pour l'autonomie du sud-est anatolien. Le conflit, qui dure depuis 1984, a fait au moins 45.000 morts, selon l'armée.

## Kurdish singer Nilufer Akbal: I will listen to the voice of my conscience in the referendum

Nilufer Akbal is a person who has dedicated 23 years of her life to Kurdish music. She recently released her 11th album titled Herire.

### INTERVIEWS

EMINE DOLMACI

**WORKING** with songs she collected during her tour of the Middle East, which included Iran, Iraq and Syria, Akbal's messages are about peace. According to Akbal, violence and weapons do not have any place in this struggle. She believes that any demand for rights should be expressed through democratic means. With great hopes for the process that has been taking place in Turkey in the recent past Akbal said she would listen to the voice of her conscience as the prime minister said regarding the referendum. Akbal thinks the amendment package introduces critical changes and said a majority of the Kurdish people, leftists and Alevis, she knows are going to vote yes.

**Herire came about during your Middle East tour. Why did you prefer to do it this way rather than making your album in Istanbul?**

I had returned from Europe. Business was slow. Things were just not moving along. I decided I needed to go some place where I felt I belonged. I had been invited by northern Iraq's Ministry of Culture. I went with an organization called the Kurdish Kav. I went a second time and stayed for one month. A friend of mine introduced me to Iranian Huseyin Serifi and Mexher Xaleqi. Serifi gave me Herire and Silere gave me Pawanekani. Xaleqi has a voice like Farinelli. He could not promote himself because of the ban in Iran and exile. He is 75 years old. He is the president of an institution in Iraq. I came back with those songs. I finally finished the album four years later.



**What have you encountered during this journey and in the cities you've traveled to? Are there things that go beyond the album?**

They took us to Halabja. We went to the place with the statue of Saddam and we saw the places where people were tortured and the traces of the war. I could not speak for one week. It affected me a lot. I also went to Syria and Iran. There has been a war going on in Turkey for 30 years. In the end, I saw in one picture that no one wins in a war. It is a loss for everyone. The war should end. Rights should be obtained not by using arms but by talking and struggling on a democratic platform.

**Which region is the song Herire, which means silk fabric, from?**

Herire is from Iran's Sine city. What makes it special is that the artists I mentioned are from that place. Bahman Gobadi is from there, too. There's something miraculous about that place.

**Your album is inspired by the stories of women. Which story affected you the most?**

The stories of the women are very painful. Women are still circumcised over there. They commit suicide. They are all depressed. There is a state of mind created by years of war. There are places where Saddam carried out torture. I saw one place. I asked 'What is this drain?' You know how you open a drain so that water from the fountain can flow out? They used to cut off people's heads there and they built it so the blood would drain out. Those kinds of things hurt me a lot. Right now, I am completely

against war regardless of its reason. I am ready to do anything for this.

**When you came back to Turkey, what were your thoughts on Turkey?**

When I came back to Turkey I saw the progress that was being made. People criticize the government, but this is an 80-year-old problem. No one has brought it up before. But this government is breaking away from old habits. People are talking and expressing their ideas. We can touch previously untouchable taboos. I am not an [Justice and Development Party] AK Party supporter, but I support this process. If we miss this chance, I feel that Turkey will regress and return to the same point.

**You have released your 11th album since you started your musical journey in 1987. Did you dream about making it this far?**

I imagined I would be in a better place. I would have wanted hundreds of thousands of people to come to my concerts, and I would have liked to have released 20-30 albums. I do not want to be like Xaleqi, to have everything when I am 75 years old, but not the same kind of energy. Isn't that sad? All of these are things that are out of my control. When Turkey does not make headway, we cannot make headway, either. Our situation is closely related to politics.

When you look back on the days when Kurdish music was prohibited and the days when you encountered many obstacles, how do you feel about where we are today?

There are things that still need to settle down. Kurds say they want to speak their own language, set up a radio station, a television station but they haven't prepared the groundwork for these demands. That prevents a person from making progress. I suggest that agencies that organize concerts for Sezen Aksu, Funda Arar and all the other Turkish artists should include Kurdish artists as well. You have to be fair. While you're getting things done here your colleague over there is unable to organize concerts and access the people. Turkish artists need to take action as well.

**Has this process exhausted you? What place does it hold in your journey?**

I am very exhausted. I am very exhausted. I feel like I am 60 years old. I've spent my life on the road and in exile. I invested any money I made on the albums. I did not make any profit. I used to get pocket money from the concerts I went to. I didn't stay at hotels. I stayed in community centers.

**You had issued a declaration demanding a new constitution after the Constitutional Court had canceled the constitutional amendment that lifted the ban on headscarves on university campuses. Do you still want a new constitution?**

Yes, of course. I still want it. There is currently a new constitution on the agenda; it is being discussed. As our prime minister said, I will lend an ear to my conscience.

**What do you think about the content of the constitutional amendments package to be voted on in a referendum on Sept. 12?**

Nothing can be corrected all at once in Turkey. Look at the Kurdish issue. We have been discussing it for many years, but could not make any sizeable progress. This, too, I believe, will change gradually, and we will be in better position. Although the package is lacking many things, I still find it a good start. I find it a right step.

**On Sept. 12, you will find the opportunity to settle accounts with a mentality that banned your language and your songs for a long time. What does this signify for you?**

My elder sister's son was 7 years old. On Sept. 12, [1980], he suffered from a hernia. My elder sister wanted to take him to a hospital and went out. But the soldiers sent them back to their house, saying there was a curfew in place. And the poor child died at home. This happened in Varto. My elder sister's husband was a teacher. They were staying in government quarters. Still, they could not do anything. Second, the dead bodies of the young Kurdish Alevi boys would be returned to their families; they were killed by torture on Sept. 12. We were kids then. We would look at them from among the legs of the adults. Their legs had been cut and were purple.

**You, too, are a victim of Sept. 12.**

Yes. We have experienced all these sorrows. The gravest of these sorrows hit the mothers of the Alevis and revolutionaries. Now, Alevis say, Let us vote for the [Republican People's Party] CHP. This is something I cannot understand. This CHP did nothing while Alevis were incinerated in Sivas. This military said they were Alevis, but killed Alevis all the same. How can they forget about this? How can someone pursue politics just to destroy the AK Party? Some people tend to avoid supporting the good things just to beat the AK Party. This is something I find to be ignorant.

**What about the attitudes of other leftist parties and organizations?**

Many leftists and Alevis I know will vote yes. Even they will do this in an organized manner. It is a serious inconsistency for leftists to say no. There is a Constitution [in place] that has victimized us and a government seeking to amend it. There are fascists who oppose any change. You can make your own comment about it.

**What do think about the Peace and Democracy Party's (BDP) decision to boycott the referendum, particularly considering the fact that Kurds have always demanded a new constitution and tended to support all constitutional amendments?**

Those who pursue political careers in the BDP may act in that way, but I think that majority of Kurdish people will vote yes.

**If the constitutional amendment package is approved in the referendum, are you planning to file an official complaint about your case of victimization?**

I think I will do it in connection with the case of my elder sister. I told her that she should bring a lawsuit against those soldiers because her son died.

**You have frequently said you want to host a talk show program on a Kurdish TV channel. Are you satisfied with your program on TRT 6?**

I always say this to our manager: Why do we always have to accomplish the hardest thing? The audience does not know Kurdish. Guests claim to know Kurdish, but speak half-Kurdish, half-Turkish. The cameraman and the director do not know Kurdish. And I am expected to host a

Kurdish program in an environment where no one knows Kurdish. Still, it is good. There is also the boycott. We cannot invite many artists to our program as guests. It will be better if we can overcome this.

What is your mission here? Apart from promoting Kurdish music and art, do you have social concerns?

I try to emphasize our common unifying features such as culture, language, beliefs, etc. I produce something and people take it. They tell me, This land produces women like you. We are proud of you. Even Turks say this.

**What has changed in your life during these two years?**

Nothing changed. I still stay in my old house in Avcılar. I still do not have a car. I still meet with my old friends. My life goes on without change. I started to discover myself. I tell myself, You are a showman, but you didn't know it. I find myself entertaining.

**Some of your colleagues, some people who produce Kurdish songs have gone through a difficult time because they received threats. Have you ever been threatened?**

No, I have not received any threats. The Kurdish people and Kurdish politicians love me very much. The political wings warning to me was: You are an important asset for us. We are afraid that you will be abused there. And I told them: I know what I'm doing. I have an existence, and I have ideals. Let me pursue my ideals. I shall not die before fulfilling them. My program is watched particularly by the political wing.

**You had made a request to give a concert at the Harbiye Open-air Theater. Has anyone volunteered to sponsor this concert?**

I want to give concerts in many places, not only there. I would like to make a call on the concert agencies. We, too, want to sing songs at Harbiye. Why don't you invite us to festivals? You say that Istanbul is the 2010 Capital of Culture. Which Kurdish singer took the stage there? What does culture mean? It is diversity. And there is diversity here. Why don't you reveal it? Many Kurdish singers are capable of this. Why don't you call them?



# A Kurdish Village Governed by None

By NAMO ABDULLA

**QANDIL, Iraq** — The Land of the Medea is a nickname given to a group of villages located here in the Qandil mountains — in the semiautonomous Kurdish region of northern Iraq — where the rebels of the Kurdistan Workers' Party, known as the P.K.K., are active. The name comes from the ancient kingdom of the Medes.

It is a place without a government, yet also without disorder. It is, perhaps, in many ways, an ideal example of what philosophical anarchists wish to see in a larger community.

The New York Times

The rebels, who are the sole maintainers of security, hold a Marxist view of the state: It is a tool of the bourgeoisie to suppress the working class.

Thus, they have organized villagers to manage their own affairs through a local elected body called a "sharewani." Each village has its own sharewani, independent of the others.

The P.K.K., which has been designated a terrorist organization by Turkey and the West, has been in a deadly conflict with Turkey since 1984, demanding an independent region for Kurds. Since then, more than 40,000 people, mainly Kurds, have been killed.

Turkey has long pressed the Kurdish regional government in northern Iraq to blockade the rebels and stop visitors from bringing them supplies to maintain their war against Turkey.

The rebels first moved here to Qandil in 1999, after their leader, Abdullah Ocalan, was expelled from Syria.

More than 150 families are thought

to live in the mountains, which are about 11,500 feet high and straddle the Iranian border some 60 miles from the Turkish frontier.

Recently, the P.K.K. declared its seventh unilateral cease-fire, to coincide with the Muslim holy month of Ramadan. That drew a rare visit from journalists.

Bouzan Tekin, one of the rebel leaders, said the cease-fire followed a message from the still-imprisoned Mr. Ocalan and calls from prominent politicians such as the the Kurdish leader of northern Iraq, Massoud Barzani.

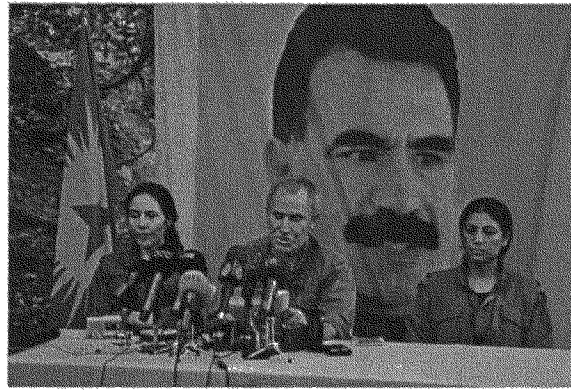
"This is our own decision made under no pressure," Mr. Tekin said. "But of course we have taken calls of many public figures into consideration. His Excellency Barzani is one of them."

A group of women who fight for the P.K.K.

As we arrived in Qandil, Ahmed Deniz, a spokesman for the rebels, took us to a village populated by Iraqi Kurds. This village and a handful of others are not under the practical control of the Iraqi government or the Kurdish regional government. Their security is maintained by the rebels.

The one we visited looked normal. Fighters and families were living together. Children were playing hide-and-seek on the ill-paved streets. A few kilometers away, we saw smoke rising from the intermittent bombing by Turkish planes. Turkey has not recognized any of the P.K.K. cease-fires, saying that it does not negotiate with terrorists.

In this village you see a life different from elsewhere in Iraq. The fighters are both men and women, but they



Bouzan Tekin, deputy leader of the Kurdistan Workers' Party, center, with other party leaders.

are prohibited from having sex or getting married.

"We cannot marry until we make our wish come true," said Azima, a 33-year-old Syrian woman who joined the movement when she dropped out of high school 15 years ago. In 1984, the dream was to create a Kurdish state within Turkey. But now the P.K.K. has compromised, seeking more political and cultural rights for ethnic Kurds. Even that is uncertain.

"My generation may never see it," Azima said wistfully.

"I admire Ocalan's views on women," she said. "He says that justice will never be achieved if women remain subordinated."

Here you can see a number of cross-cultural contradictions. In the house of one villager in which we had lunch, a picture of Mr. Ocalan hung next to a portrait of Iraq's president, Jalal Talabani.

However, the television was set to a Turkish channel broadcasting the news of the end of the term of the chief of the Turkish general staff, Ilker Basbug, who assumed office in 2008 and had launched a number of deadly assaults on the P.K.K.

## Struggle between boycott and 'yes' grows in Southeast

**AYSE KARABAT**

The rhetoric of the pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP), which is campaigning for conditional boycotting of a referendum on constitutional amendments on Sept. 12, has disturbed some civil society organizations that have declared they will say yes to the amendments.

The BDP leader, Selahattin Demirtas, described those trying to present their decision to say yes in the referendum as the general attitude of the people of Diyarbakir as immoral. He added that these civil society organizations are ineffective in the Southeast. Various leading trade and businessmen's associations of Diyarbakir issued a joint declaration last week, saying they approve of the constitutional amendments.

The chairman of the Diyarbakir Chamber of Trade and Industry, Galip Ensarioglu, read the statement on behalf of a dozen local associations. Participating organization included: the Union of Artisan and Craftsmen Chambers, the Chamber of Agriculture, the Chamber of Pharmacists, the Diyarbakir Chamber of Financial Consultants, the Federation of Southeastern Industrialists and Businessmen's Association (DOGUNSIFED), the Southeastern Anatolia Industrialists and Businessmen's Association (GUNSIAD), the Diyarbakir Businessmen's Association (DISIAD), the Diyarbakir Entrepreneurial Businessmen's Association (DIGIAD), the Diyarbakir branch of the Independent Industrialists and Businessmen's Association (MUSIAD), the Diyarbakir Businesswomen's Association (DIKAD), the Organized Industrialists and Businessmen's Association (OSIAD) and the Middle Eastern Industrialists and Young Businessmen's Association (OSGIAD).



Diyarbakir's leading trade and businessmen's associations issued a joint declaration on Thursday to say they support a "yes" vote in a public referendum on the government's constitutional amendment package.

In their statement, representatives of the participating civil society organizations said they will cast a yes vote in the referendum to support the steps that will be taken. We will also fulfill our responsibilities and work to ensure the final result comes out as such, the statement underlined.

But Demirtas, whose party is campaigning for a boycott of the Sept. 12 referendum unless certain demands are met, said issuing such a statement in the name of Diyarbakir is immoral. It is immoral to portray the decision of 14 civil society organizations as the general view of the people of Diyarbakir. We know very well what kind of bargaining they are involved in with Ankara. They have only one aim: to be elected as deputies in the general elections, he said.

Ensarioglu and other representatives of civil society organization responded to these remarks by underlining that it is the BDP that is putting pressure on people. They have some old habits. When they feel that they are losing, they declare that anyone who does not agree with them is a traitor, Ensariolu argued.

He told Today's Zaman that he had a

telephone interview with Demirtas after the conflict. Demirtas told me that his words were misunderstood. Of course we are not trying to present our ideas as the prevailing view in Diyarbakir; we are just underlying our support for the referendum, he said.

Sezgin Tanrikulu also stated that Demirtas's remarks were unacceptable and pointed out one of the basic problems in Kurdish politics. We have to respect pluralism within our community. It is impossible to achieve democracy if there is no democracy within, he explained.

Sah Ismail Bedirhanolu, the chairman of GUNSIAD, referred to the fact that Demirtas is the former chairman of the Diyarbakir branch of the Human Rights Association (IHD), making Demirtas's remarks all the more unfortunate. Such rhetoric proves that the tradition of intolerance to the other ideas continues. As civil society organizations, we are not to pander to any political party, he said.

The BDP is giving signals that it might soften its stance if the government accepts certain conditions -- like lowering the 10 percent election threshold, releasing pro-Kurdish politicians arrested on charges of being members of the urban extension of the Kurdistan Workers Party (PKK) and accepting PKK leader Abdullah Ocalan, currently serving a life sentence on Omrali Island in the Sea of Marmara, as a legitimate mediator in solving the Kurdish question.

## Turkish military officer confirms Kurd killings

Thomas Seibert,  
Foreign Correspondent  
The National / UAE

**ISTANBUL.** — A former high-ranking official in the Turkish military has broken a long-held silence over the government's suspected involvement in extrajudicial killings, a move applauded by human rights activists.

The killings are believed to be a result of the government's fight against the Kurdistan Workers' Party, or PKK, a rebel group. The killings, which rights activists estimate to be anywhere between 3,000 to 5,000 cases for the period between 1989 and 1996, when most of the executions took place, have long been a taboo subject. Accusing security forces of perpetrating such atrocities has been regarded as treasonous and could result in provoking intimidation or worse.

But this is changing. After mass graves were unearthed in the region last year, prosecutors in the Kurdish area have begun investigating and building cases.

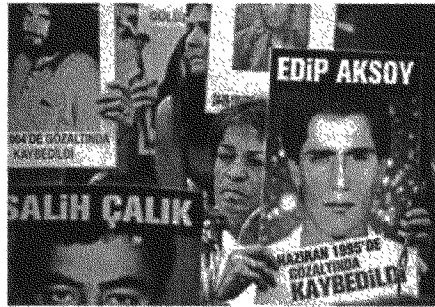
A military officer is now standing trial in the south-eastern city of Diyarbakir for his alleged involvement in extrajudicial killings, while a former admiral has confirmed that the killings in the 1990s were part of an official, if secret, "state policy".

"I think that people in power at the time saw the unsolved murders as a tool to fight terrorism," the retired admiral, Atilla Kiyat, told the Haberturk television channel this month.

"How can you sleep peacefully at night?" he asked, addressing Turkey's political and military establishment of the 1990s. "Come forward and say openly whether the unsolved murders were a state policy and whether those boys [who carried out the murders] were implementing state policy or not. If you say that 'No, there was no such state policy', then say it. But they will not say it."

Mr Kiyat's statement, a rare call to resolve years of angst and frustration over the killings and disappearances, was welcomed by activists and relatives.

"It is a chance to face up to our past," Nusirevan Elci, the president of the bar association in the south-eastern Turkish province of Sirmak, said in a telephone interview. "Everyone knew it was state policy because those were no local



Every Saturday, a group of mothers gathers in Istanbul's Galatasaray Square to keep the fate of missing people in the public conscience. Kerem Uzel / Narphotos.

events; they were all over the place. It is unthinkable that some military officer somewhere acted on his own initiative."

In the early 1990s, the PKK rebels were at the peak of their power in Turkey's Kurdish region, launching a wave of attacks against the security forces. The military responded with a troop increase in south-eastern Anatolia to counter the growing insurrectionary fervour. Amid the ensuing fighting, according to human rights activists, the state targeted suspected PKK supporters with a "dirty war" campaign that included widespread torture, extrajudicial killings and co-operation between security forces and mafia hit men.

In 1996 a scandal involving a high-ranking police officer, a wanted mob leader and a Kurdish parliamentary deputy offered the first hint that something was amiss.

The scandal erupted after a car crash that revealed the three had travelled together in the same vehicle, and that the mafia boss carried a diplomatic passport and a gun permit signed by the government although there was an arrest warrant out for him.

Leading politicians have been accused of thwarting investigations into the matter, for example by refusing to testify before parliamentary commissions.

A culture of impunity has made it difficult for lawyers who represent torture victims to bring police or military officers to trial. Although political and judicial reforms in recent years have been launched to bring Turkey closer to the European Union, progress at chipping away at official immunity has been slow.

Yesterday, Mr Kiyat entered a courthouse in Istanbul to testify as a witness in the trial against the military officer in Diyarbakir. He declined to answer questions from reporters.

The Association of Those Who Lost Relatives, or Yakay-Der, a group representing the families of victims of suspected extrajudicial killings, called Mr Kiyat's statement "an admission of guilt that shines a light on a dark period" and announced it would bring criminal charges against former state officials suspected of ordering the killings.

In Istanbul, relatives of the disappeared hold weekly rallies to keep the deaths in the public conscience.

But not everyone regards the former admiral's admission on live television as a step forward.

Devlet Bahçeli, the leader of the far-right Nationalist Movement Party, accused Mr Kiyat of showmanship.

"If you know something, there are prosecutors and judges waiting in line to listen to you," Mr Bahçeli said.

"But it does nobody any good if you sit down in a television studio and smear the place that raised you with insolent remarks."

The retired admiral may have been motivated by a sense that military officers who are currently standing trial are being unfairly punished for decisions taken by their superiors.

"A lieutenant posted to [the south-eastern Anatolian province of] Cizre could not just up and say, 'Well, I'll take care of this Hasan or that Mehmet and finish off terrorism'. No, someone gave the order to do it."

Whatever the reasons behind his statement, human rights activists say it might prove helpful in finding out the truth.

Cemal Babaoglu, a human rights leader in Sanliurfa, whose brother, a journalist, disappeared in mysterious circumstances in 1995, told a recent meeting organised by a human rights group in the city that Mr Kiyat "has confirmed what we have suspected for years".

Mr Babaoglu added that charges should be brought swiftly against leading politicians of the 1990s because "the truth is coming out".

Le Monde  
23 août 2010

# L'Iran inaugure à Bouchehr sa première centrale nucléaire, en dépit des sanctions

Pour Moscou, qui a achevé le projet, c'est l'occasion de montrer à Téhéran qu'il reste un allié fiable

Moscou

Correspondante

Commencée par des ingénieurs allemands, achevée par des ingénieurs russes, la centrale nucléaire de Bouchehr au sud ouest de l'Iran a été inaugurée samedi 21 août malgré les sanctions internationales contre le programme nucléaire de Téhéran. Des techniciens russes et iraniens ont entamé, samedi, le chargement de 165 barres de combustible dans le réacteur de la centrale, sous le contrôle d'inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique, Ali Akbar Salehi, ainsi que Sergueï Kirienko, le chef de Rosatom, l'agence fédérale russe de l'énergie atomique, ont assisté à la cérémonie.

Il faudra attendre le 5 septembre pour que l'ensemble du combustible soit chargé dans le réacteur et six mois de plus pour que la centrale atteigne sa pleine capacité. Le combustible, fourni par la Russie, devra lui être retourné après usage afin de limiter les risques de prolifération.

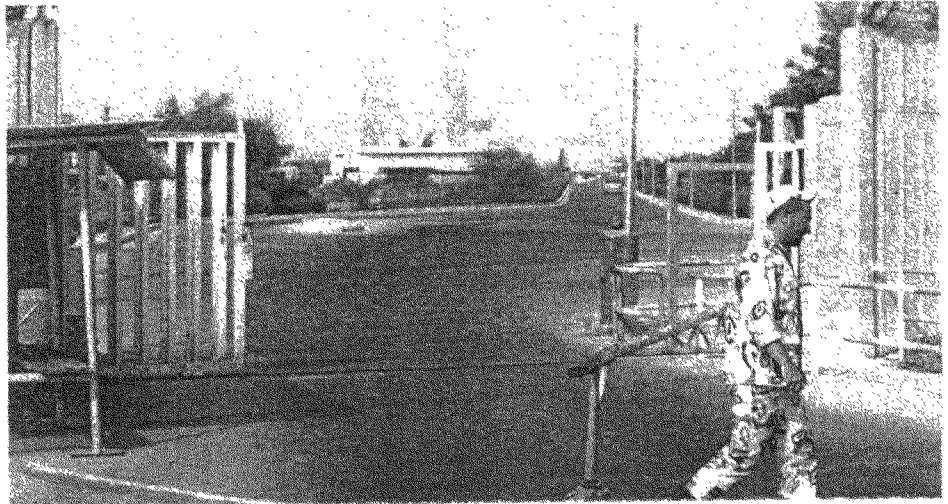
C'est la fin d'un feuilleton de trente-cinq ans. Le projet, entrepris par le groupe allemand Siemens avant la révolution islamique de 1979, avait été pris en charge en 1995 par la Russie qui s'était engagée à le clore en quatre ans. Contrarié par de multiples obstacles – financiers, techniques et politiques –, le chantier a traîné.

Avec le démarrage de la centrale, Moscou prouve à la République islamique qu'il est un partenaire

## Un chantier de 35 ans

**Le projet** Confié à l'allemand Siemens, il démarre en 1975, sous le chah. Les travaux sont interrompus par la révolution islamique de 1979, et la guerre Irak-Iran. A la fin des années 1980, Siemens se retire à cause des risques de prolifération nucléaire.

**Reprise** Téhéran se tourne vers la Russie, qui reprend le contrat en janvier 1995 pour construire un réacteur à eau pressurisée de 1000 MW. Le contrat prévoit une mise en service en 1999. Elle aura onze ans de retard.



La centrale nucléaire de Bouchehr, à 1200 km de Téhéran, le 20 août. RAHEB HOMAVANDI/REUTERS

naire fiable. La diplomatie russe a réussi la prouesse de s'associer aux sanctions votées par la communauté internationale contre l'Iran – actuellement sous le coup de six résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU – tout en conservant intacte sa coopération privilégiée avec son voisin de la mer Caspienne.

Lors du vote des dernières sanctions, la Russie a obtenu de l'ONU que Bouchehr échappe à l'embargo international contre les transferts de technologies nucléaires vers l'Iran. La centrale va par ailleurs demeurer plusieurs années sous le contrôle conjoint de techniciens russes chargés de former leurs collègues iraniens.

Les experts sont d'accord : la centrale de Bouchehr, située sur le littoral du Golfe, au sud-ouest du pays, est un site civil sans liens avec le programme secret d'enrichissement d'uranium que l'Iran est soupçonné de mener. Et puis, comme l'a souligné Sergueï Kirienko, Téhéran a le droit, sous la supervision de l'AIEA, de développer le nucléaire civil, « au même titre que n'importe quel autre état ».

L'inauguration de la première installation nucléaire civile en Iran est une victoire pour l'Iran et pour la Russie. Les relations avaient été mises à mal par les doutes que la communauté internationale ne cesse de nourrir vis-à-vis de Téhéran, soupçonné de chercher à se doter de l'arme atomique sous couvert d'un programme énergétique civil.

L'élite russe a salué l'achèvement de Bouchehr, un contrat fac-

ture un milliard de dollars (787 millions d'euros), comme un succès industriel et diplomatique. « Nous avons réalisé ce qui n'était pas à la portée des autres, nous sommes venus à bout des difficultés. Rosatom a prouvé son haut niveau de compétence », a expliqué à l'agence Ria Novosti, vendredi 20 août, Valentin Mejevitich, président du comité de l'énergie du Conseil de la Fédération (le Sénat russe). La difficulté technique consistait à adapter le réacteur de fabrication russe aux travaux entrepris par Siemens en 1975.

Pour le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, l'achèvement de la centrale est la garantie que la République islamique saura raison garder, il est « un ancrage central qui maintient l'Iran dans le régime de non-prolifération » nucléaire.

## Mots durs

Les Occidentaux vont dans le même sens. L'argument est le suivant : la livraison de combustible russe souligne le fait que l'Iran « n'a pas besoin de disposer d'une capacité d'enrichissement », comme l'a souligné Robert Gibbs, le porte-parole de la Maison-Blanche.

Avant tout, l'aboutissement du projet de Bouchehr met du baume sur la relation entre Moscou et Téhéran, malmenée par le rapprochement russe avec les positions occidentales. Ces derniers mois, le ton n'a cessé de monter entre les deux partenaires stratégiques.

En décembre 2009, Téhéran avait annoncé vouloir réclamer des compensations pour les



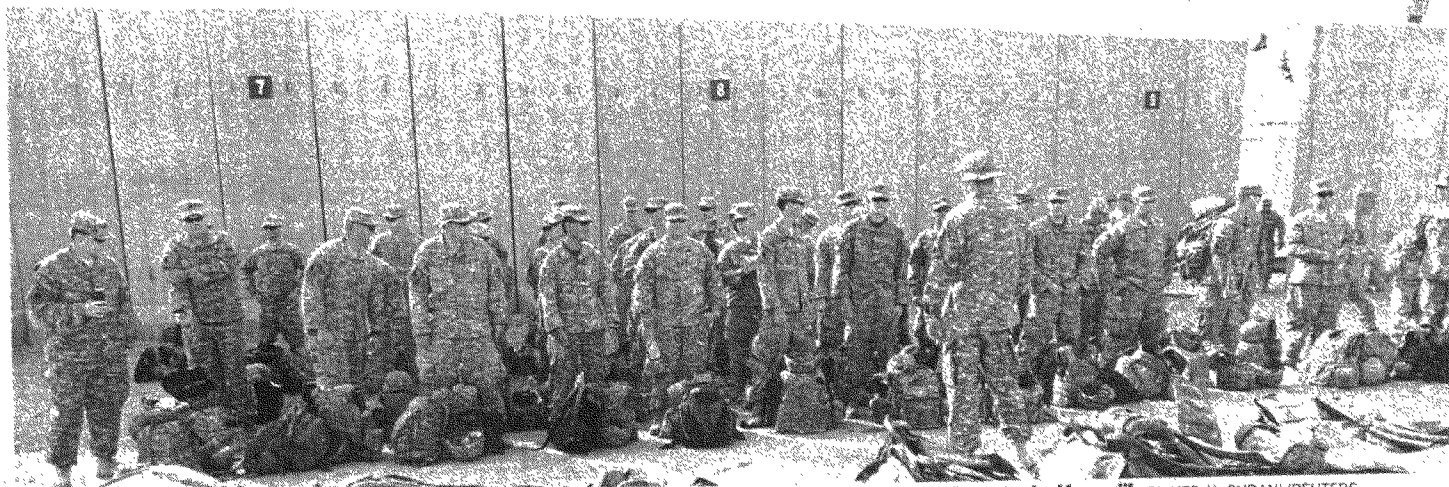
dégâts causés au pays en 1940 par les Etats de la coalition antinazie (Etats-Unis, Grande Bretagne, Russie) ; en janvier 2010, un chasseur russe qui survolait l'Iran en route vers un salon aéronautique sur Barhein a dû faire demi-tour sur ordre express de l'état-major iranien, sans plus d'explications. Pour finir, le 27 juillet 2010, le président iranien Mahmoud Ahmadi-najad a eu des mots durs pour la Russie, « tenue en laisse par les occidentaux » dans le dossier nucléaire.

Pour Radjab Safarov, directeur du centre moscovite d'études de l'Iran, l'achèvement de Bouchehr « corrige cette tendance et rassure l'Iran sur le fait que la Russie est un partenaire fiable et ne l'a pas laissé tomber ». A ses yeux, la centrale pourrait même être un facteur de retenue et empêcher d'éventuelles opérations militaires sur l'Iran. « Ni Israël ni les Etats-Unis ne se risqueront à attaquer le pays tant que des milliers de spécialistes russes y travailleront », explique-t-il. ■

Marie Jégo



# Irak : le retrait américain ne met pas fin aux combats



Les soldats du 1<sup>er</sup> bataillon du 116<sup>e</sup> régiment d'infanterie s'apprêtent à quitter l'Irak pour le Koweït. THAIER AL-SUDANI/REUTERS

## Premier bilan de 2 800 jours de guerre

**Victimes américaines** A ce jour, 4 420 soldats ont été tués et 31 897 blessés au combat ; 1 487 employés civils sont morts, agents de sécurité inclus.

**Victimes irakiennes** Leur nombre s'élève, selon les estimations, de 200 000 à 600 000.

**Coût pour le Trésor américain** 737 milliards de dollars (580 milliards d'euros).

**Production pétrolière de l'Irak** En 2002, elle était de 2,58 millions de barils par jour ; en 2010, elle s'élève à 2,30 millions de barils par jour.

**Réfugiés irakiens à l'étranger** En 2003, ils étaient 500 000 ; en 2010, ils sont environ 1,7 million.

**Déplacés Internes** En 2003, ils étaient quelque 1,02 million ; aujourd'hui, leur nombre est de 1,55 million.

**Troupes américaines en Irak** 50 000 soldats resteront stationnés entre le Tigre et l'Euphrate pour seize mois encore.

La plus longue guerre jamais menée par les armées américaines connaît un tournant majeur en Irak. Pour la première fois depuis l'invasion lancée en mars 2003 par l'administration Bush, l'armée américaine a procédé en quelques semaines au plus important mouvement logistique de son histoire avec le retrait massif de milliers d'armes lourdes, canons, blindés, chars d'assaut et équipements divers – plusieurs millions de tonnes au total.

L'opération, pour l'essentiel menée nuitamment, par voie de terre, avec des convois de plusieurs dizaines de très gros camions franchissant chaque jour la frontière irako-koweïtienne, s'est déroulée en un temps record et sans incident majeur. Hélicoptères, drones et avions équipés d'appareils de surveillance par satellite survolant constamment les convois y ont veillé.

Dans le même temps, par avions et par camions, plusieurs

dizaines de milliers de soldats ont quitté le pays ces derniers mois pour rejoindre d'autres théâtres d'opération comme l'Afghanistan, ou rentrer aux Etats-Unis. De son niveau record de 170 000 hommes en octobre 2007, le corps expéditionnaire américain, conformément aux ordres du président Barack Obama, est tombé aujourd'hui à environ 50 000. A partir du 1<sup>er</sup> septembre, l'opération « Liberté pour l'Irak » lancée par George W. Bush s'intitulera « Aube nouvelle ». Le président devrait expliciter sa nouvelle approche de l'Irak dans un discours à la nation américaine qui sera prononcé quelques jours après son retour de congé le 28 août.

On en connaît déjà deux angles majeurs. D'abord, la « mission » en Irak, qui doit théoriquement se poursuivre au moins jusqu'au 31 décembre 2011, ne sera plus menée par le ministère de la défense, le Pentagone, mais par les affaires étrangères, le département

d'Etat. L'ambassade à Bagdad et les consulats que Washington prévoit d'ouvrir à Bassora, Mossoul et Kirkouk emploieront pour ce faire plus de 2 400 diplomates et agents divers. Le général Raymond Odierno, qui avait pris la suite de David Petraeus à la tête du contingent en 2009, devait quitter son poste le 1<sup>er</sup> septembre.

De 505 bases et autres camps retranchés dressés par les soldats américains à travers le pays au fil des ans, seuls un peu plus d'une cinquantaine devraient être pérennisés, au moins jusqu'à la fin 2011.

Les diplomates, agents et conseillers civils qui demeureront dans le pays prévoient de vivre en partie dans le complexe de leur ambassade à Bagdad (54 bâtiments) et dans au moins cinq camps ultra-fortifiés qui seront défendus à la fois par des soldats et des agents de sécurité privés.

Après les scandales et les meurtres perpétrés en 2007 et auparavant par les hommes de Blackwater, la plus grande firme américaine employant des mercenaires, leur nombre en Irak était passé d'environ 20 000 Américains en 2006 à 3 000 aujourd'hui.

Le département d'Etat a demandé et obtenu que ce contingent repasse à 7 000 hommes, étant entendu que nombre de ces « civils » en armes seront chargés de poursuivre l'entraînement de la police irakienne.

Deuxième aspect de la nouvelle approche sur lequel M. Obama a déjà mis l'accent, le 1<sup>er</sup> septembre, devrait voir ce qu'il appelle « la fin de notre mission de combat en

## Heurts entre manifestants et forces de l'ordre à Nassiriya

La police irakienne a dispersé, samedi soir 21 août, plusieurs centaines de manifestants à Nassiriya, dans le sud de l'Irak, qui dénonçaient les pannes d'électricité récurrentes et l'état déplorable des services publics, rapportent les autorités locales.

Les dysfonctionnements du secteur public alimentent le mécontentement à l'égard de la classe dirigeante, qui n'est toujours pas parvenue à former

un gouvernement, plus de cinq mois après les élections législatives. Les 250 manifestants, dispersés à coup de matraques et de canon à eau, violaient le couvre-feu imposé pour éviter de tels rassemblements. En juin, d'autres troubles avaient eu lieu à Nassiriya. Des manifestations, qui ont entraîné des affrontements avec les forces de l'ordre, se sont également déroulées à Bassora, où deux personnes ont trouvé la mort. – (Reuters.)

Irak ». Pour des raisons de politique intérieure – les Etats-Unis sont à deux mois des élections dites de *midterm* (« mi-mandat ») –, le président Obama tient beaucoup à cette redéfinition sémantique de « la mission ».

Officiellement, les 50 000 soldats qui resteront stationnés entre le Tigre et l'Euphrate, pour seize mois encore, devraient dorénavant se cantonner à des missions d'entraînement des troupes, de « conseil » et « d'opérations de stabilisation ». En réalité, plus de la moitié des 50 000 militaires demeurant sur place est composée de forces traditionnelles de combat – dont 4 500 appartiennent aux forces spéciales.

D'autre part, les groupes armés sunnites radicaux plus ou moins

liés à Al-Qaida en Irak continuent de perpétrer régulièrement de sanglants attentats. Dans ces conditions, il est évident pour tous les commandants américains sur le terrain que les opérations de combat dans lesquelles ils sont engagés vont se poursuivre jusqu'au bout.

« En pratique, confiait le général Stephen Lanza début juillet,

### « En pratique, rien ne changera »

**Général Stephen Lanza**  
porte-parole du contingent américain en Irak

rien ne changera. » Déjà, rapportent des officiers aux médias américains, « beaucoup des opéra-

tions que nous menons, surtout quand elles produisent des résultats, sont attribuées aux forces irakiennes alors qu'elles n'étaient souvent qu'en position auxiliaire ». Dans le centre et le nord du pays notamment, les troupes américaines continuent quotidiennement leurs opérations de recherche et élimination des « groupes terroristes ».

Bagdad ayant commandé à Washington des milliers d'armes sophistiquées, des hélicoptères de combat et même, si le Congrès donne son accord, des chasseurs bombardiers F16, il faudra sans doute maintenir, bien au-delà de la fin 2011, des centaines d'instructeurs militaires pour apprendre aux soldats irakiens à utiliser ces équipements.

Au total, comme le dit Anthony Cordesman, expert indiscuté des affaires militaires au Centre américain des études stratégiques et internationales, la guerre d'Irak « n'est ni terminée ni gagnée ». Pour lui, comme pour Kenneth Pollack, fréquent visiteur de l'Irak et expert à la Brookings Institution, si les politiciens irakiens ne se mettent pas rapidement d'accord pour un partage équitable du pouvoir et pour former un gouvernement près de six mois après les élections législatives du 7 mars, « le retour à la guerre civile n'est pas impossible ». ■

Patrice Claude



## LE PREMIER MINISTRE TURC ADMET DES CONTACTS AVEC ÖCALAN

ANKARA, 24 août 2010 (AFP)

**LE PREMIER** ministre turc Recep Tayyip Erdogan a admis l'existence de contacts entre des responsables turcs et le leader emprisonné des rebelles kurdes Abdullah Öcalan, tout en niant qu'il s'agisse d'un dialogue politique, a rapporté mardi l'agence Anatolie.

Ankara considère le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), que dirige Öcalan, comme une organisation terroriste et M. Erdogan ainsi que son Parti de la justice et du développement (AKP) démentent toute forme de dialogue avec le chef rebelle qui purge depuis 1999 une peine de prison à vie.

"En tant que gouvernement, nous ne nous assierons jamais à la même table et n'aurons jamais de discussions avec une organisation terroriste ou ses représentants. Cela ne s'est jamais produit", a réaffirmé dans une interview à la télévision lundi soir M. Erdogan, selon l'agence Anatolie.

Le Premier ministre turc a toutefois ajouté: "Si certains contacts sont requis (...) l'Etat le fera".

"L'Etat, par exemple, dispose d'une agence de renseignement (...) pour

débloquer, résoudre certaines questions. Il entreprend cela (ces contacts) mais le gouvernement, lui, ne peut jamais reconnaître (le PKK) comme interlocuteur et s'asseoir à la même table", a assuré M. Erdogan en soulignant qu'il ne fallait pas confondre les deux choses.

Les rebelles kurdes du PKK avaient affirmé lundi que l'Etat turc s'était pour la première fois engagé à un "dialogue" avec leur chef emprisonné, avait rapporté lundi l'agence pro-kurde Firat.

La trêve unilatérale décrétée le 13 août par le PKK pendant le mois musulman du ramadan est "le fruit du dialogue entre notre chef (Öcalan) et les organes compétents agissant au nom de l'Etat turc avec la connaissance du gouvernement" d'Ankara, affirmait le PKK dans un communiqué.

Le PKK réclame une reconnaissance explicite des droits des quelque 15 millions de Kurdes de Turquie (sur 73 millions d'habitants) dans la Constitution ainsi qu'un statut d'autonomie pour les régions est et sud-est de l'Anatolie, peuplées de Kurdes.

Le conflit entre les rebelles kurdes et l'armée turque, qui dure depuis 1984, a fait au moins 45.000 morts, selon l'armée.



## TURQUIE: ATTENTAT CONTRE UN GAZODUC AVEC L'IRAN, LE PKK ACCUSÉ (GOUVERNEUR)

ANKARA, 25 août 2010 (AFP)

**UN ATTENTAT** a endommagé mardi soir un gazoduc irano-turc dans la province d'Agri (est de la Turquie), frontalière de l'Iran, et les rebelles kurdes sont les auteurs de ce sabotage, a déclaré mercredi le gouverneur local.

"L'explosion est l'oeuvre des membres de l'organisation terroriste séparatiste", a dit le gouverneur d'Agri, Ali Yerlikaya, cité par l'agence de presse Anatolie. L'expression "organisation terroriste séparatiste" est utilisée par les autorités pour désigner le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Un incendie s'est déclaré après l'explosion, survenue à la hauteur de la ville d'Eleskirt, mais il a pu être éteint rapidement, a souligné le gouverneur.

Des réparations sont en cours sur le conduit visé et la Turquie n'a pas à s'inquiéter d'une pénurie de gaz naturel, a déclaré à l'AFP un porte-parole de la compagnie publique de distribution de pétrole et de gaz Botas.

Interrogé par des journalistes, le ministre de l'Energie Taner Yildiz a indiqué que l'acheminement de gaz iranien serait rétabli d'ici "environ sept à huit jours", a rapporté Anatolie.

D'ici là, la Turquie ne souffrira d'aucune pénurie grâce au gaz provenant de Russie et d'Azerbaïdjan, qui couvre les besoins actuels, a ajouté le ministre.

La Turquie reçoit entre 15 et 18 milliards de mètres cubes de gaz par jour du gazoduc iranien, qui relie la ville de Tabriz (nord-ouest de l'Iran) à Ankara.

Le PKK mène depuis 26 ans des actions armées pour obtenir l'autonomie du sud-est et de l'est de la Turquie, à majorité kurde.

L'organisation, considérée comme terroriste par de nombreux pays, a décrété le 13 août une trêve unilatérale à l'occasion du mois musulman du Ramadan. Elle a attaqué par le passé des pipelines, notamment en juillet et août l'oléoduc reliant l'Irak à la Turquie.

# La Turquie ne veut plus emprisonner les enfants kurdes lanceurs de pierres

Delphine NERBOLLIER,  
à ISTANBUL

Depuis que le Parlement turc a amendé une loi d'exception qui autorisait la détention d'enfants ayant crié des slogans ou lancé des pierres lors de manifestations, de nombreux jeunes ont recouvré la liberté

Depuis qu'elle est sortie de prison, Berivan est devenue un symbole. Cette jeune fille de 16 ans, originaire de la ville de Batman, dans l'extrême sud-est de la Turquie, a été libérée fin juillet après dix mois passés derrière les barreaux de la prison de Diyarbakir. Condamnée à sept ans et neuf mois de prison pour avoir lancé des pierres sur la police lors d'une manifestation de soutien à Abdullah Öcalan, le chef historique de la guérilla du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Berivan avait ému le pays tout entier. Dans des lettres écrites à sa famille par ses amies de cellule (cette jeune fille sait à peine lire et écrire) et publiées en grande partie par la presse, elle n'avait cessé de clamer son innocence et de crier son incompréhension face à sa condamnation.

« J'étais en vacances à Batman avec ma famille, avait-elle fait écrire sur un papier à lettres recouvert de fleurs qu'elle a elle-même dessinées, au crayon. Il y a eu une manifestation et j'ai été arrêtée. Mon cœur souffre en prison, ma famille me manque. Je suis ici pour un crime que je n'ai pas commis. Je veux sortir d'ici et aller à

l'école. »

## Une pratique condamnée par l'Union européenne

Berivan était devenue le symbole d'une législation anti-terroriste mise en place en 2006 par le parti au pouvoir, l'AKP (Parti de la justice et du développement), mais que l'Union européenne et les activistes des droits de l'homme critiquent depuis des mois. Comme Berivan, 195 enfants ont été emprisonnés, et plus de 2 000 autres sont poursuivis par la justice pour des actes dits de « terrorisme ».

Après des semaines de tergiversations politiques, Berivan a donc recouvré la liberté. Et cela grâce à un vote du Parlement turc. Le 22 juillet, il a finalement amendé la loi dont il était lui-même l'auteur. L'incarcération de mineurs ayant lancé des pierres sur la police ou crié des slogans pro-PKK lors de manifestations est désormais limitée, et les condamnations passées rendues caduques.

Désormais, dans ce genre d'affaires, ces mineurs seront jugés par un tribunal pour enfants et verront leurs peines réduites. Un allègement des peines a aussi été voté pour les adultes accusés de mêmes délits. Au retour de sa fille, le père de Berivan a fait sacrifier un mouton et a promis de l'envoyer à l'école malgré les difficultés financières du foyer.

## Un pas vers l'ouverture

Le vote de cette réforme, exigée par Bruxelles et par les associations de

défense des droits de l'homme, est l'un des premiers pas concrets de l'ouverture lancée il y a un an par le gouvernement en direction des 12 millions de Kurdes du pays. Toutefois, la lenteur de son adoption a révélé l'ampleur du défi.

Le parti nationaliste MHP (Parti du mouvement national) a refusé de voter cette réforme qu'il considère contraire à la lutte « nécessaire » contre le terrorisme du PKK. Et cela d'autant que les affrontements entre l'armée turque et les membres du PKK, repliés dans le nord de l'Irak, se multiplient depuis le printemps.

Même au sein du parti au pouvoir, cette réforme a eu du mal à passer. La frange nationaliste de l'AKP a très vite retiré son soutien à la politique d'ouverture menée en direction des Kurdes lorsque le retour de certains membres du PKK en octobre dernier a tourné à un show en leur faveur. Du côté gouvernemental, on assure que cette réforme est un coup dur porté à l'organisation kurde du PKK qui instrumentaliserait les jeunes lors des manifestations.

De son côté, Berivan savoure sa liberté retrouvée. « Je suis tellement heureuse, a-t-elle déclaré à la chaîne de télévision CNN Türk. Je n'avais pas mérité la prison et les autres enfants non plus. » La jeune fille, au fort accent kurde, veut devenir avocate pour défendre les droits des enfants.

AFP

## TURQUIE: LES REBELLES KURDES ÉVOQUENT UN "DIALOGUE" ENTRE ANKARA ET ÖCALAN (AGENCE)

ANKARA, 23 août 2010 (AFP)

LES REBELLES kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont affirmé lundi que l'Etat turc s'était pour la première fois engagé à un "dialogue" avec le chef emprisonné du mouvement, Abdullah Öcalan, rapporte l'agence pro-kurde Firat.

Un communiqué du PKK, rapporté par cette agence, assure que la trêve unilatérale décrétée le 13 août dernier par le PKK pendant le mois musulman du

Ramadan, est "le fruit du dialogue entrepris entre notre chef (Öcalan) et les organes compétents agissant au nom de l'Etat turc avec la connaissance du gouvernement" d'Ankara.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan et son parti de la justice et du développement (AKP) ont catégoriquement démenti vendredi toute forme de dialogue avec Öcalan, qui purge depuis 1999 une peine de prison à vie, comme l'affirmait une partie de la presse.

Le PKK explique avoir reçu de son chef l'ordre de mettre temporairement un terme à ses attaques contre les forces turques.

Le mouvement ne précise pas avec qui et comment Öcalan a eu un contact.

Le PKK réclame une reconnaissance explicite des droits des quelque 15 millions de Kurdes de Turquie (sur 73 millions d'habitants) dans la Constitution ainsi qu'un statut d'autonomie pour les régions est et sud-est de l'Anatolie, peuplées de Kurdes.

## Dialogue avec le PKK

Delphine Nerbollier

**Faut-il oui ou non discuter avec le PKK, l'organisation kurde qui lutte contre l'armée turque depuis 25 ans ? La question divise les turcs. Le PKK est en effet considéré par Ankara comme une organisation terroriste**

Faut-il négocier avec le PKK ? Cette question est au coeur d'une polémique qui ne cesse d'enfler depuis deux semaines. Tout a démarré avec l'annonce, le 13 août dernier, par l'organisation kurde du PKK, d'une trêve unilatérale pendant le mois du ramadan.

Quelques jours après cette annonce, l'un des chefs du PKK a expliqué que cette trêve était le résultat d'un dialogue avec Ankara. Ces propos ont immédiatement créé un tollé en Turquie. "Le gouvernement s'est assis à la table du diable", crie l'opposition politique.

Le PKK reste en effet extrêmement mal vu par la population turque. Cette organisation kurde mène une lutte armée contre Ankara depuis plus de 25 ans et elle est qualifiée d'organisation terroriste non seulement par la Turquie mais aussi les Etats-Unis et l'Union européenne.

Les opposants au gouvernement turc accusent depuis le premier ministre Erdogan de chercher par tous les moyens à obtenir les voix des électeurs kurdes, à quelques semaines d'un référendum sur la constitution.

La polémique a été alimentée une fois de plus cette semaine par l'un des conseillers les plus influents du premier ministre Erdogan, qui a, en quelque sorte, brisé un tabou. "Bien sûr qu'il y a des contacts avec le PKK et avec Abdullah Ocalan", a-t-il déclaré. Abdullah Ocalan est le chef historique du PKK, il a été arrêté en 1999 et il est actuellement emprisonné à vie en Turquie. Il est de notoriété publique que ses rencontres régulières avec ses avocats sont disséquées par les services de renseignements turcs.

Face au scandale, le premier ministre Erdogan a tenté d'éteindre l'incendie. Il est hors de question pour le gouvernement de dialoguer avec une organisation terroriste. Il ne l'a jamais fait et ne le fera pas, a déclaré Recep Tayyip Erdogan. Mais, et la nuance est importante venant du premier ministre, si nécessaire, l'Etat et notamment les services de renseignements peuvent dialoguer avec une telle organisation.

Il n'en fallait pas moins pour relancer la polémique de plus belle sur l'un des serpents de mer de la vie politique turque. Car si la question kurde est de plus en plus débattue en Turquie, le PKK reste plus que jamais un tabou dans ce pays.



14 Août 2010

## Les rebelles kurdes proposent une trêve à la Turquie sous conditions

Par RFI  
Avec notre envoyée spéciale à Erbil, Fatma Kizilboga

**Les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) vont observer à l'occasion du ramadan et jusqu'au 20 septembre une trêve dans leurs opérations contre les forces armées turques. Le groupe armé kurde se réserve tout de même le droit à l'autodéfense et conditionne ce cessez-le-feu à un arrêt des opérations militaires turques ainsi qu'à la libération de 1 700 de ses membres.**

L'annonce traditionnelle de cessez-le-feu observé durant le mois de ramadan a cette année toutefois quelques airs de menace. Jusqu'au 20 septembre, le groupe armé kurde observera un arrêt des violences, sous conditions, tout en

se réservant le droit à l'auto-défense dans la mesure où l'armée turque continuera, elle, les combats. Difficile donc de s'attendre à un arrêt total des attaques.

Le président de la République turque, Abdullah Gul, a immédiatement réagi dans la soirée du 13 août en déclarant que la Turquie continuerait sa lutte contre le terrorisme, refusant toute trêve avec le groupe armé kurde.

Les dirigeants du PKK appellent avant tout l'ONU ainsi que la communauté internationale à jouer un rôle plus actif dans la résolution du conflit, ce qui semble montrer la position difficile dans laquelle se trouve la rébellion kurde. Une position difficile, notamment en raison de la coopération stratégique des autorités irakiennes et aussi de l'armée américaine qui soutiennent la Turquie contre le groupe armé kurde.

Le Parti des travailleurs du Kurdistan exige également que la Turquie accepte



Des rebelles kurdes brandissent le portrait de leur leader Abdullah Ocalan, le 1 août 2010  
AFP/MUSTAFA OZER

leur leader, Abdullah Ocalan, emprisonné à perpétuité dans l'île d'Imrali comme principal interlocuteur dans les négociations de paix, une option toujours refusée par Ankara.

Enfin, les militants armés appellent les kurdes de Turquie à un boycott du projet de réforme constitutionnelle, projet proposé par le gouvernement turc du Parti pour la justice et le développement. Pour le PKK, le texte qui sera soumis à référendum le 12 septembre prochain ne prévoit aucune amélioration du droit des Kurdes en Turquie.

## Iraq border concerns spur effort to integrate Kurdish and Iraqi Army forces

**Kurdish forces are receiving instruction at the Iraqi Army's training center in what officials call a breakthrough aimed at easing tensions and securing Iraq's vulnerable border with Iran.**

By Jane Arraf, Correspondent

Kirkuk, Iraq —

In this disputed city, Kurdish forces are being trained by Iraqi Army instructors in what officials call a breakthrough aimed at easing tensions between the two sides and securing Iraq's vulnerable border with Iran.

The program at the training center on the Kirkuk military base is part of a painstakingly arranged plan by US commanders here to integrate elements of the Kurdish pesh merga — fighters who battled Saddam Hussein's Iraqi government forces — into the central government's Iraqi Army.

Border security has taken on heightened importance with the prospect of the US completely withdrawing by the end of next year and increasing acknowledgment that the current Iraqi Army would have a hard time defending the country on its own.

"The Iraqis realize they have to get the Iraqi Army focused on defending the sovereignty of Iraq," says Lt. Gen. Michael Barbero, the commanding general in charge of training and advising Iraqi security forces. "There is a realization that we have to move on and start doing this and get as far down the road as we can in the next 16 months," he says in an interview with the Monitor.

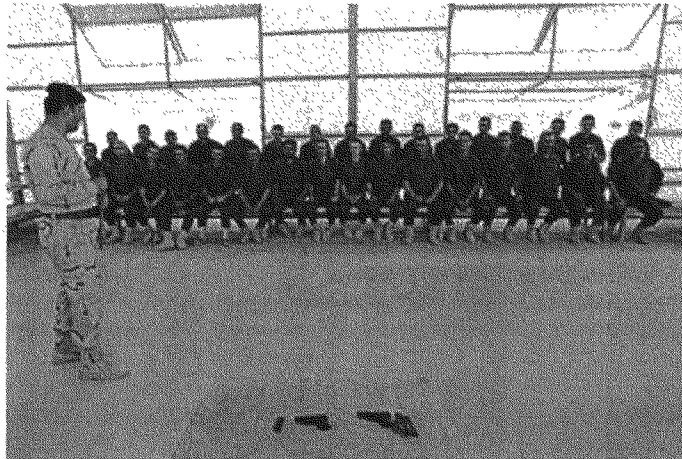
Iraq, carved out of the remnants of the Ottoman Empire by the victors of World War II, borders six countries — Saudi Arabia, Syria, Kuwait, Turkey, Jordan, and Iran.

But it's Iran, with more than 900 miles of border and a bitter and complicated history with Iraq, that is most worrisome.

"It is a serious concern that this country will try to expand, encroach, unless you have a viable security force to fill that vacuum," says a senior Iraqi Foreign Ministry official. "We have to fill it, not them."

### Meddling from Iran?

Iraq's eight-year war with Iran in the 1980s was sparked partly by border issues. US and Iraqi officials say the country, which



**Kurdish Peshmerga cadets attend a 28-day course at an Iraqi military base in Kirkuk, 150 miles north of Baghdad August 10. The Iraqi army is training more than 100 Peshmerga cadets, the armed forces of Iraqi Kurdistan. (Thaier al-Sudani/Reuters)**

was home to many of Iraq's Shiite leaders in exile during Hussein's regime, meddles in Iraq in a variety of ways, most of them covert.

"There is concern about Iraqi sovereignty," says General Barbero. "When you have a neighbor that's trying to exert its influence from here, the way Iran is, it resonates."

Hundreds of members of the pesh merga Regional Guard deployed along the border are rotating through the training center in Kirkuk to give them the same skills as Iraqi government forces.

### Rifle instruction

In the searing heat on a recent August day, soldiers from a unit near Suleimaniyah in Iraqi Kurdistan sat on bleachers watching an Iraqi Army instructor demonstrate the proper method for dismantling rifles — his commands translated from Arabic to Kurdish.

"According to the law, the regional guard's duty is protecting the Kurdish region as part of Iraq," said Gen. Babaker Zebari, the Iraqi Army chief of staff who recently created a furor when he said publicly that the Army would not be ready to defend its borders for another decade. "There must be coordination between the Kurdish government and the Ministry of Defense, and between the Kurdish police and the Ministry of Interior in Baghdad."

Iraq this month received the first of 140 M1A1 Abrams tanks it has purchased from the US, but its fledgling Army will still lack the manpower or capability to defend either its borders or its air space for years. Much of Iraq's northern border is along the Kurdish territory, which has been autonomous since it broke away from Hussein's regime after the 1991 Gulf War. Whether the country holds together is the biggest question of the 2003 postwar era.

"They are one force under one authority, in one state, they legally carry weapons, and they are all part of the Iraqi defense system," Zebari told a group of reporters in Kirkuk. "There is no discord between the [Kurdish] Regional Guard and the Iraqi Army. If there are political problems, that is another matter."

At the training center, the pesh merga seem leaner and harder-looking than the Iraqi Army soldiers. Because of mutual suspicion between Prime Minister Nouri al-Maliki's Shiite Arab-led government and the Kurdish leadership, they've been largely left out of the billions of dollars devoted to rebuilding the Iraqi Army.

### Integration reduces flashpoints

The integration that US Gen. Raymond Odierno has made a priority in his time here is aimed at building a country as well as an Army — reducing potential flashpoints

between Kurdish and Iraqi troops that could threaten security and forging stronger official ties between the Iraqi government and that of the autonomous Kurdish region.

In an interview with the Monitor in July, General Odierno said he had reached an agreement with Prime Minister Maliki and Kurdish leaders to work toward integrating four pesh merga brigades into the Iraqi Army in disputed areas, a development he described as "a huge step forward."

The training of Kurdish soldiers and police by the Iraqi Defense and Interior ministries is part of the beginning of that integration.

"It's not going to be easy – there's nothing easy in Iraq – there are some bumps we have to work through, there's some scar tissue we have to work through, but we'll get there," says Barbero, the commanding general in charge of training and advising Iraqi security forces.

The US is providing vehicles and communications equipment to the Kurdish border force. But so far, it's not offering arms – a move sought by Kurdish leaders as necessary to border security but strongly resisted by the Iraqi government.

The Kurds point to 2003, when the US relied on pesh merga troops they brought into Baghdad to help maintain security after American occupation authorities disbanded the Iraqi Army.

"Are we Iraqis or not? Are we part of this country or not?" asks Kurdish Prime Minister Barham Saleh in an interview. "Can a national Iraqi military be truly national without the Kurds? We are alarmed at the prospect of an Iraqi military armed with Abrams tanks and F-16s while the Kurds are kept out of it. We should accept that we are all partners in this country and we should all be committed to its defense."

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

AUGUST 31, 2010

## Iran withdraws assets from European banks

TEHRAN

### Fearing sanctions' effects, officials accuse West of using finance as weapon

BY WILLIAM YONG

Iran has transferred assets out of European banks in its latest effort to defend itself against the effects of sanctions that are part of what Iranian officials have called an "economic war" against the country by the United States and other Western countries.

Iran's "central bank had previously specified a list of its banking reserves in Europe and has transferred them," the bank's governor, Mahmoud Bahmani, was quoted as saying by Iran's semi-official Fars news agency on Saturday.

Mr. Bahmani did not specify the amount or date of the transfers but said the move had been envisioned "six months in advance" of the new round of trade and financial restrictions placed on Iran by Western countries because of their concerns over the nature of Iran's nuclear program.

"We are currently facing an all-out economic war and we have to be completely prepared," Mr. Bahmani said Saturday during a conference on Islamic banking here.

This month, the head of one of the largest Iranian banks, Bank Saderat, said in comments on its Web site that European assets worth about \$432 million had been frozen by the countries holding them. Bank Saderat is one of several Iranian banks blacklisted by the United States on suspicion that it channels money to Iran's nuclear program.

A fourth round of U.N. Security Coun-

cil sanctions, reinforced by separate restrictions imposed by the United States and the European Union, have made it increasingly difficult for Iran to conduct its international business. In recent weeks, South Korea and Japan have also expressed willingness to impose sanctions on Iran, with whom they are major trading partners.

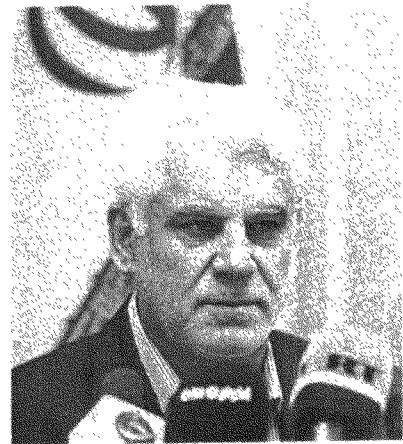
Banks dealing with Iran have also been subjected to harsh penalties. This month, the U.S. Justice Department imposed a \$298 million fine on Barclays for trading with countries that are under U.S. sanctions, including Iran. As traditional sources of trade close their doors to Iran, analysts say, the Islamic Republic will have to seek alternatives in Asia and the Middle East.

"They will probably forward assets to other banks globally," said an analyst based here who spoke on the condition of anonymity because he was not authorized to speak publicly. "It makes life a lot harder to find new banking routes, but it never makes it impossible."

Assets that Iran transferred from Europe might pass through companies in Dubai, which has tried to maintain a balance between preserving about \$12 billion in annual trade with Iran and convincing its Western partners that it is on board with sanctions.

Still, there is no doubt that years of international sanctions have contributed to high unemployment, inflation and stagnation in important sectors of Iran's economy. The past 12 months have brought growing reports of mass layoffs, unpaid wages and factory closings because of outstanding government debt.

The government of President Mahmoud Ahmadinejad has been reluctant to reveal current economic growth figures, although critics of his administra-



RAHEB HOMAVANDI, REUTERS

**Mahmoud Bahmani, governor of the central bank, warned of "economic war."**

tion say the country could grow as little as 0.5 percent this year.

"Generally for the business community, you talk to people and they are suffering," said a consultant who has significant dealings with both Iranian and international businesses.

Official figures value Iran's imports at around \$55 billion, but the real figure could be much higher because of smuggling and black-market trade. Many economists blame Mr. Ahmadinejad's expansionist policies for a surge in Iranian imports over the past five years. And an influx of inexpensive imports has depressed domestic production.

Last week, parliamentary leaders announced a "double urgency" bill to cut unnecessary imports and bolster domestic production after a call by Mr. Bahmani to limit imports to "necessary goods."

"Reducing the consumption of imported goods means confronting the sanctions," Mr. Bahmani said this month. "There is no other way."

## Iraq's uncertain future The reckoning

BAGHDAD /

**American troops are leaving a country that is still perilously weak, divided and violent. Little wonder that some Iraqis now don't want them to go**



**THE** last American combat soldiers in Iraq shuffle through a half-empty base as they prepare for the one-way journey to the Kuwaiti border. Some recall their exploits during many tours of duty over the past seven years, charting their fortunes with language that has become common currency on television back home. The shock and awe of the invasion was eclipsed by insurgents using IEDs. Backed by contractors who erected blast walls around a green zone, the soldiers eventually inspired an awakening among Iraqi tribes that, aided by a surge of extra troops, in time brought something like order. In the soldiers' telling, the names of places that were little known before the war have acquired the resonance of history: Najaf, Sadr City, Abu Ghraib.

Some 50,000 American troops will stay on in a support role, to "advise and assist" the Iraqi forces that are now supposed to be in charge of the country's security. Nonetheless, August 31st marks the official end of Operation Iraqi Freedom, the combat mission that began with the invasion in March 2003. As a sign of America's changing role in the country, the State

Department will now assume some of the responsibilities that were previously undertaken by the Pentagon. Chief among them is the training of Iraqi policemen, a key to keeping the peace. Consular offices will be opened across the country to replace military bases. Since the State Department does not have its own forces, it is hiring private gunmen. They will fly armed helicopters and drive armoured personnel carriers on the orders of the secretary of state long after the last American soldier has gone home.

For their part, the people of Iraq never learned to trust, let alone like, the Americans. Yet public opinion has shifted remarkably in recent weeks. After countless American warnings of their imminent departure, all met with stubborn Iraqi insistence that the "occupiers" would never leave, the penny has suddenly dropped. They really are on their way out. But instead of feeling joy, Iraqis have begun to worry. "We're not ready to go it alone," says Wesam, a junior army officer. He, like many others, fears a return of sectarian war. That points to the fragility of much of what the American army can claim to have achieved since 2003.

On the positive side, they conclusively ended the tyrannical rule of Saddam Hussein. Only his deputy, Izzat al-Douri, escaped capture and punishment in a war-crimes trial. American soldiers were flexible enough to change tactics in order to defeat an insurgency that threatened to overwhelm them; their emphasis on recruiting local allies proved superior to the undiluted fire power they had used at first. They avoided all-out civil war and cut short the brutal reign of Abu Musab al-Zarqawi, a Jordanian-born jihadist, who was hunted down and killed.

Furthermore, a more open society has taken shape in urban Iraq. Safia Souhail, a member of parliament, holds regular salons where discourse is free and often contrarian. On the streets too, politics is discussed openly, even among strangers. Iraqis are no longer afraid to say what they think. Where once there were only whispers, a cacophony of shouted curses now assaults political leaders. The press is nominally free, though highly partisan and often harassed by officials. Religious freedom is generally accepted, even if some minorities still complain of discrimination. Alcohol cannot be sold at certain times, in deference to Islamic hardliners, but is available nevertheless.

Iraq is also much more open to the world thanks to America's intervention. Travel is unrestricted, imports are plentiful, internet connections have gone up from 4,500 to 1.6m and the number of mobile phones has risen from 80,000 to 20m.

Yet freedom is still not universal in Iraq. Women and gays suffer discrimination, and there is little they can do about it. Across Iraq the rule of law is usually a distant aspiration rather than a solid achievement. Justice is no longer arbitrary, but judges can still be bought and the pace of trials is often glacial.

These gains have come at a terrible cost. About 150,000 Iraqis as well as almost 5,000 American and allied soldiers lost their lives. More than 2m Iraqis fled the country, many of them desperately needed professionals who are building new lives elsewhere. They despaired of a country in which many residents still don't have access to basic services. Although American taxpayers

have spent more than \$700 billion, drinking water is scarce, health care and education are inadequate, electricity is available only for a few hours a day and petrol often runs out. Many say life is harder than ever.

This lack of services has crippled the economy. Manufacturers cannot survive without power; this condemns the non-oil private sector to irrelevance. The Americans have tried to boost business by financing the construction of markets across the country. They also gave seed money to entrepreneurs. But about half the Iraqi workforce is still without a full-time job. The Iraqi government is barely able to collect taxes and spending is financed almost entirely from oil money.

### Leave us to bicker

The biggest failure of all is political. Building a state with a democratic government and institutions that work was central to President George W. Bush's vision of the new Iraq. The country has ended up with a travesty of good governance. Positions in the bureaucracy are awarded on the basis of family or sectarian allegiance rather than merit. Partisan interference so mars elections that no Western diplomat will call them "free and fair". The watchdog Transparency International reckons that corruption is endemic.

More than anywhere else in the world, Sunnis and Shias still fear each other in Iraq. Trust even between moderates is minimal, and national reconciliation non-existent. Five months after inconclusive elections, Iraq still has no new government. Parties are deadlocked in negotiations. The most obvious coalition partners are the prime minister, Nuri al-Maliki, a moderate Shia whose block won 89 seats in the 325-member parliament, and Ayad Allawi, a former prime minister who is mainly supported by Sunnis and controls 91 seats. Yet the two men dislike and distrust each other so much that they rarely speak.

The prime minister could instead strike a deal with the next smaller block, a mix of mostly Shia religious parties dominated by the followers of Muqtada al-Sadr, a hardline cleric. But Mr Sadr too distrusts Mr Maliki. Mr Maliki's only quasi-ally, the Kurdish block, has

too few seats to secure him power.

Attention is now focused on an American proposal that would allow Mr Maliki to keep his job and make Mr Allawi the head of a powerful new national security council. The Kurds and Mr Sadr's followers are being encouraged to join as well. The result would be government by committee, a recipe for further deadlock, but perhaps the least bad plausible outcome. Corrupt party hacks would further carve up the ministries, but at least Iraq would have an elected government.

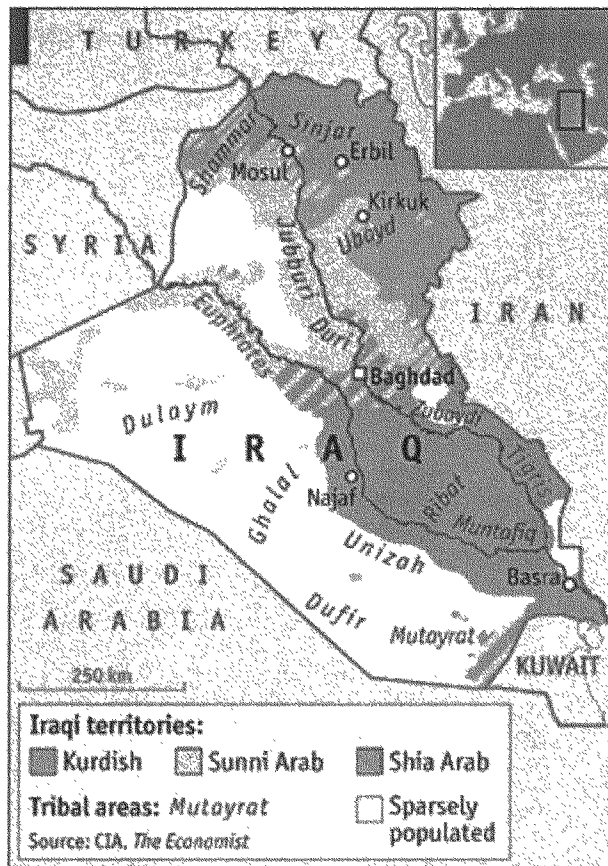
None of this would matter quite so much if the country were secure, but Iraq is still under siege. The insurgency is weakened but not defeated. Violence is down by 90% from 2007, but al-Qaeda-affiliated groups have staged a comeback in recent months. Officials and policemen are assassinated almost daily. The number of dead is increasing again, to nearly 500 in July. On August 25th a series of bombs throughout the country killed over 50 people and injured hundreds more. "Al-Qaeda can probably keep this up for a while," says an American general.

Instability afflicts the whole country. In the south new extremist groups are springing up and old ones like Mr Sadr's militia, the Mahdi Army, are reforming. In the

scarred northern city of Mosul much of the battle damage is recent. Along the dividing line between Arabs and Kurds, tension is as high as ever. Iraq's territorial integrity is not certain. Borders are routinely violated by aggressive neighbours.

The future of Iraq will hinge on its security forces after the Americans officially hand them control on September 1st. The forces are much better than they were a few years ago; buckling under pressure is no longer a certainty. Yet even their own generals say they are not really ready. The Iraqi army chief of staff wants American help until 2020. Privately, American officers agree their job is not done. Iraqi intelligence work is poor, extremist infiltrators are common, the air force is in its infancy, some commanders follow nakedly political agendas and initiative in the lower ranks is lacking, as is equipment. Prisoners are widely abused.

It is clear that Iraqis will for many years be plagued by corruption, insurgents, meddling neighbours, and their own stubborn politicians. Ending America's "combat mission" is a gamble—and gambles can be lost.





# James Jeffery and the Kurds

By RUDAW

**ERBIL, Iraqi Kurdistan:** The appointment of James Jeffery as US ambassador in Iraq has been met with mixed response among the Kurds.

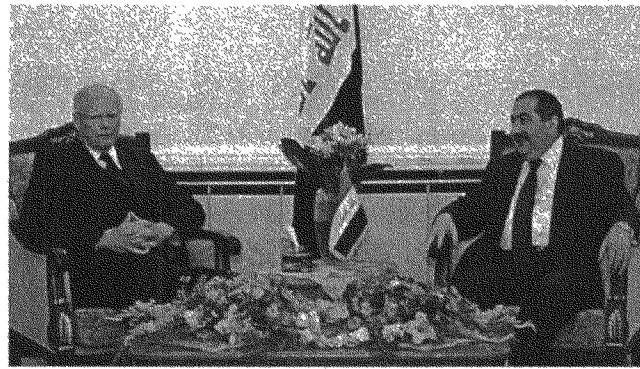
While some are concerned about his extensive past experience in Turkey, some others view him as a pragmatic person undermining the influence his Turkey experience may have on his role in Iraqi politics.

Jeffery, who was appointed by President Obama in July, has assumed office since 18 August 2010.

He had served as US ambassador to Turkey since 2008. He has more than 30 years of experience working in the Department of State. He spent most of his diplomatic career in Turkey.

In a speech he presented in Turkey in 2008, Jeffery expressed his admiration to Attaturk considering him a "hero".

"Ataturk's legacy remains undiminished. As a soldier who confronted foreign armies, a diplomat who stood toe-to-toe with the Great Powers, and a statesman who molded a modern coun-



Iraq's Foreign Minister Hoshiyar Zebari (R) meets with the recently appointed U.S. Ambassador to Iraq, James Jeffrey (L) in Baghdad, August 18, 2010--- Photo/Reuters

try, Attaturk is a heroic figure whose vision for Turkey was both sweeping and farsighted," said Jeffery.

He added that Turkey and the United States of America had been "friends" since 1923, the year of the establishment of the Turkish nation-state in the wake of the dissolution of the Ottoman Empire.

But Ataturk's vision of creating an exclusive ethnic Turkish state brought the darkest history to the Kurds in Turkey. Since 1923, Kurds have been subject to death, imprisonment and cultural denial.

However, even before he assumed office, Jeffery had expressed his support to a federal Iraq, a system of government endorsed by the Kurds.

Last week, he paid a visit to the Kurdistan region with Kurdistan President Massoud Barzani and Prime Minister Barham Salih

KRG representative in Washington,

Qubad Talabani, says that he knows Jeffery as a friendly politician with the Kurds.

"Jeffery is an educated man and has a good background of Iraq. He knows very well that the Kurds have so much leverage in Iraq," said Talabani, adding that Jeffery represent US government not himself.

"I was delighted today to meet President Talabani and to present my diplomatic credentials," Jeffery said on August 18 as he met Iraqi President who is a Kurd for the first time since he assumed office.

He also presented another diplomatic credential to Hoshiyar Zebari, Iraq's Foreign Minister, who is also a Kurd.

"It is a great honor for me to return to Iraq. I look forward to renewing old friendships, strengthening our ties with Iraqi leaders, and deepening our civilian engagement for the long term throughout this historic land."

## REUTERS

# RWE signs Nabucco cooperation deal with Iraq Kurds

\* *RWE says expects talk on Kurdish gas supply very soon*

\* *Revenue to be shared to support regional reconstruction*

FRANKFURT, Aug 27, 2010 - (Reuters)

GERMANY'S RWE (RWE.G: Quote, Profile, Research, Stock Buzz) on Friday said it had signed a cooperation agreement with the Kurdish Regional Government in Iraq that included future gas supply for the Nabucco pipeline project.

A statement issued by RWE in Germany quoted Iraqi Kurdistan's natural resources minister Ashti Hawrami as saying that up to 20 billion cubic metres of gas a year could be fed into the pipe to bring gas to Turkey and Europe.

Nabucco shareholders said on Monday they had decided to build two feeder lines to Turkey's borders with Georgia and Iraq, but had opted against a link to Iran due to the political situation. [nLDE67M0L8]

Iraq hopes opening its gas sector to foreign investment but exporting gas is controversial because of Iraq's inability to meet demand for electricity. Seven years after the U.S. invasion, the national grid sup-

plies just a few hours each day. [nLDE6711LZ]

RWE is a shareholder in the 7.9 billion euros (\$10.05 billion) Nabucco plan, which aims to cut Europe's dependence on Russian gas by bringing Caspian region supplies directly to Turkey and Europe.

While underscoring long-running efforts to sign up supplier countries along the planned route, the statement did not set out concrete steps or time schedules. An investment decision for Nabucco is due in the first quarter 2011 at the latest.

RWE said the deal with the Kurdish region envisaged RWE helping to develop and design domestic and export gas transport infrastructure and create a route to market for Iraqi Kurdistan's gas.

Export revenues would be shared and available to the whole of Iraq, providing support for the country's reconstruction.

Hawrami said in the RWE statement: "The location of gas reserves in the Kurdistan Region of Iraq makes them ideally placed to gain access to the secure and profitable European gas market."

Stefan Judisch, Chief Executive of RWE Supply & Trading, said he hoped to reach an agreement on the planned supplies "very soon", without elaborating.

"This will underpin strong progress we are making elsewhere on preparing construction of the Nabucco pipeline in the near future," he said.

Nabucco says gas from Turkmenistan, Iraq and Azerbaijan should be enough to fill the pipeline but it has yet to sign a binding supply agreement with any of them.

Shareholder OMV said earlier this month the final investment decision for the pipeline will be made in the first quarter of next year at the very latest after it has determined demand in an open season process, probably in the fourth quarter of 2010.

# US points to oil as key to Iraq's postwar future

By Robert Burns, AP National Security Writer

WASHINGTON --When the U.S. overthrew Saddam Hussein seven years ago, the Bush administration envisioned a liberated Iraq that was rich, stable, democratic and a shining example to the rest of the Arab world.

Now, with the end of U.S.-led combat operations in Iraq, the Obama administration is predicting more or less the same thing.

Both U.S. presidents pinned their hopes on Iraq's vast but underdeveloped oil resources, calculating that petroleum-fueled prosperity fed by a wave of foreign investment would give Iraqis the tools and motivation to build a modern, Western-oriented state.

But that goal remains a speck on the horizon.

Today, Iraq pumps less oil than it did under Saddam. Iraqis are stalemated in forming a new government nearly six months after national elections. And the country's political divisions, aggravated by the struggle for control of Iraq's oil potential, have led to fears that it could erupt in civil war, revert to a dictatorship or split along religious and ethnic fault lines.

President Barack Obama, whose opposition to the war was a hallmark of his presidential campaign in 2008, is scheduled to give an Iraq speech from the Oval Office on Tuesday, marking the transition of the U.S. military mission from combat to advising the Iraqi armed forces. All U.S. troops are to leave Iraq by the end of 2011.

When the Bush administration launched the invasion of Iraq in March 2003, it was counting on Iraq's oil wealth to bankroll the country's reconstruction. Paul Wolfowitz, the deputy secretary of defense at the time, told a House committee just days after the war began that Iraq's oil wealth would relieve U.S. taxpayers of the rebuilding burden.

"We're dealing with a country that can really finance its own reconstruction, and relatively soon," he said on March 27, 2003.

It didn't work out that way, in part because a fierce and resilient insurgency intruded.

The war's outcome remains in doubt, yet oil is gaining prominence in the Obama administration's public rationale for staying by the Iraqis' side even after the military campaign concludes.

Defense Secretary Robert Gates says

Iraq in 10 years could rank among the world's biggest oil producers, making it fabulously rich and -- by implication -- a potential success story.

"It will change the entire equation in the Middle East," Gates said, assuming Iraqi leaders are able to sustain their shaky democracy. In remarks Aug. 12 in San Francisco, Gates was quick to add: "That's the optimistic scenario. There are all kinds of more pessimistic scenarios."

One of those less-rosy outlooks is pretty obvious: the departure of U.S. forces in 2011 leads to increased violence and a return to civil war, paralyzing the government and creating chaos. The question in that case would be whether the U.S. would intervene with combat troops.

Another unpleasant possibility: Iraq's strongest and most developed institution -- the military -- gets fed up with a lack of political progress in Baghdad and overthrows the civilian government.

Oil will play an important role in Iraq's future, though not necessarily a positive one.

Nations with huge oil and resource wealth -- such as Russia, Saudi Arabia and Venezuela -- often fail to develop democratic political systems. It's not clear why this would be so, but some believe that vast oil resources encourages centralized state control by dictators or oligarchs.

Iraq sits atop an estimated 115 billion barrels of crude, the world's third-largest proven reserves. Iraq's oil production, however, has stagnated since the U.S. invasion, hampered by technical problems, looting and insurgent violence.

Production averaged about 2.5 million barrels a day from the late 1990s to the early 2000s before the fall of Saddam, and since then has ranged between 2.1 million and 2.4 million barrels a day, according to the U.S. Energy Information Administration.

Iraq's oil minister, Hussain al-Shahristani said last month that the country hopes to boost output to 12 million barrels a day in about six years. Some analysts are skeptical, but U.S. officials seem encouraged.

Meghan O'Sullivan, a former top Iraq adviser to Bush who helped lead the president's war strategy review in 2006, sees Iraq's oil potential as a mixed blessing.

"It's an enormous opportunity and it's something that gives Iraq the potential to regain its status as a regional superpower, but it also brings all kinds of dangers, and there are many hurdles that need to be surmounted before Iraq can

realize that potential," she said in an interview.

O'Sullivan, now a professor of international affairs at Harvard, says Iraq remains in conflict over how to share power and resources among its major sectarian and ethnic groups, and oil is the biggest resource prize in that competition.

Most of the known oil and gas reserves in Iraq form a belt that runs along the eastern edge of the country, centered in the Shiite areas of the south and the Kurdish north. Iraqi politicians have been locked in a bitter dispute over how much control the central government in Baghdad should have over regional oil operations, and how revenues would be shared.

Efforts to pass a national hydrocarbons law that would set a legal framework for oil investment are stalled, although the government has worked out some oil revenue-sharing issues.

When he announced the U.S. invasion on March 19, 2003, President George W. Bush said in nationally television address that his goal was to make Iraq "united, stable and free." Among critics, some charged that the U.S. was making a grab for Iraq's oil.

Almost six years later, in a speech announcing his plan for winding down the war, Obama said his objective was an Iraq that is "sovereign, stable and self-reliant." He mentioned oil just once, noting that declining oil revenues were straining the Iraqi government, which relies on oil sales for more than 90 percent of state revenues.

More recently, the administration has highlighted Iraq's oil potential, perhaps to help explain why it intends to continue financial, political and diplomatic support to stabilize the country.

The administration has committed itself to nurturing a democracy in Iraq.

"I don't see any other model for Iraq," said Christopher Hill, who just completed 16 months as U.S. ambassador in Baghdad.

Gates said Iraq's future is "open." He likened it to post-Soviet Russia in 1991.

"No one was sure what would come later, but for the first time in their history the Russian people had a choice and the future was open to them," Gates said. "I think the same thing is true in Iraq today."

# Gul gives unconditional support to solving Kurdish problem

YONCA POYRAZ DOGAN

**P**resident Abdullah Gul met with a dialogue group concentrating on a solution to the long-standing Kurdish problem, and said he supports activities in order to assure peace for the citizens of the country.

Tarik Celenk, general coordinator of Ekopolitik, a Web-based publication produced by the ADAM Social Sciences Research Center, told Today's Zaman that in a meeting which lasted about three hours with the president everybody expressed their views and had one mutual point of agreement.

In today's world, Turkey is a country which has the potential to be an anchor of stability in its region and to contribute to a more peaceful world. However, it first needs to solve its domestic problems in order to fulfill this task, otherwise it will not have any credibility, Celenk said, evaluating their visit with the president in Istanbul on Thursday.

However, he pointed out that the participants in the meeting have realized that processes like the upcoming Sept. 12 referendum, the elections in 2011 and the debates on making a brand new constitution do not present an environment in which decisions can be made quickly and applied easily.

Still, there needs to be continuous efforts to solve the problem. And we asked the president's support for it, Celenk said, adding that President Gul is behind attempts to address the Kurdish issue.

The dialogue group consisted of experts from the whole range of the political spectrum. Celenk stressed that it has not been easy for them to gather such a diverse group of people to talk.

Our group meetings were emotionally charged because of the intensity of the issues. Now we had a meeting with the president, he said.

Celenk explained that President

Gul carefully listened to each of the 18 participants at the meeting and stressed that he read the report prepared by psychoanalyst Ayla Yazici, who is an advisor with Ekopolitik.

In her study, she concentrated on the situation in the mostly Kurdish-populated province of Hakkari and how it has become more like an open prison.

She pointed out that for the youth the classic mother and father figures are dead because of forced migration, leaving the city to join the [Kurdistan Workers Party] PKK, etc. For the youth, the only figure they can look to are the security forces with whom they engage in a masochistic relationship. She stressed in her study that this unhealthy type of relationship should be broken. In Hakkari, everybody feels like they are in an open prison and they act accordingly, Celenk elaborated regarding Yazici's work.

The group also includes Seydi Firat, who was a former member of the PKK. Celenk said Firat was not willing to join the meeting because he felt like Ahmet Turk and Aysel Tugluk would be better representatives as heads of the Democratic Society Congress (DTK) of the Kurds. But we had the Kurdish writers Altan Tan, Umit Firat and Halit Yalcin present Kurdish literature to the president. And we had Kurdish businessman Bedrettin Gundes speak about the fact that there are about 5,000 people [PKK members] in the mountains that should be taken into consideration when talking about a solution, Celenk said.

Celenk also pointed out that Professor Namik Volkan, a political psychologist, said the president's role as a person above politics is important for the society in order to solve the Kurdish issue.

Volkan said at the meeting that the basis of ethnic violence in the state is humiliation and insult, and that Kurds do not feel like equal citizens, Celenk said.

Approximately 40,000 people have died since the 1980s due to



the conflict between the PKK and government forces. In addition, the problems of the country's Kurdish citizens have not been adequately addressed.

The dialogue group includes intellectuals like Murat Belge, Avni Ozgurel, Deniz Ulke Aribogan, Ayse Gul Elif Aslantepe and Murat Sofuoglu.

Celenk said they stress a pluralistic approach since their group includes liberal Kurds, Kurdish nationalists, Kurdish leftists, liberal Turks, Turkish nationalists and Turkish leftists. Celenk calls them gatekeepers who can influence their followers.

Everybody has different political opinions. But in order to build trust, we try to be unbiased. We don't support any political view. That is how we can be successful, he said.

He added that they are planning field trips and studies which would include those gatekeepers.

Although one of its biggest topics is the Kurdish issue, Ekopolitik also aims to develop new policy options for policy makers, improve public understanding of international and domestic politics and stresses the importance of plurality, consensus and confidence building as well as harmony in society.

★★★

# La guérilla kurde iranienne du PJAK pourchassée par le régime de Téhéran

Retranché en Irak pour échapper à la répression des Gardiens de la révolution, le Parti pour une vie libre au Kurdistan réclame l'aide des puissances occidentales engagées contre le nucléaire iranien

**Qandil (Irak)**  
Envoyé spécial

Après plus de deux heures de soubresauts sur les chemins rocaillieux qui escaladent les montagnes de Qandil, dans le nord de l'Irak, le véhicule s'immobilise près d'un bosquet et d'une petite rivière. Sous les arbres, apparaît une maison de pierre d'où surgissent cinq Kurdes en treillis de combattant, le fusil en bandoulière. Un homme s'avance au centre, le regard franc encadré par une épaisse tignasse noire et une moustache non moins fournie.

Sherzad Kemanger, un Kurde iranien de 35 ans, est le chef militaire du Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK), la guérilla kurde considérée comme la branche iranienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), actif, lui, en Turquie. Le PJAK mène, depuis 2004, une lutte armée contre le régime de Téhéran dans les provinces de l'ouest du pays.

Depuis 2008, les combats mobilisent les Gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime de Téhéran, le long des frontières avec l'Irak et la Turquie. Les chefs politiques du mouvement kurde iranien sont retranchés en Irak, dans les monts Qandil, une zone contrôlée par le PKK. « Notre mouvement est d'abord un parti politique qui lutte pour les libertés à l'intérieur de l'Irak, pour que toutes les communautés du pays puissent exercer leurs droits », affirme le chef rebelle. Le PJAK revendique des milliers de partisans dans le « Kurdistan



oriental», la partie iranienne. Originaire de la ville de Kermanshah, M. Kemanger a rejoint le maquis il y a dix ans, après un séjour en prison. Aujourd'hui, « de nombreux camarades sont détenus à la prison d'Evin à Téhéran », explique-t-il.

Depuis le printemps, une vingtaine de familles sont venues se réfugier à Qandil pour échapper à la répression. L'appartenance au PJAK a valu la peine de mort à quatre activistes, exécutés par pendaison à Evin le 9 mai, après un procès sans jurés ni témoins, ont dénoncé leurs avocats.

Selon la version officielle, ils avaient été pris en 2006, en possession de 5 kg d'explosifs et accusés d'attentats contre des bâtiments administratifs. Parmi eux, Farzad Kamangar, un instituteur, était membre du syndicat des enseignants et militant des droits de l'homme. Pour protester contre ces exécutions, une grève générale

a été lancée en mai dans les provinces kurdes, et l'ambassade iranienne à Oslo a été prise d'assaut par des manifestants.

Depuis le fort mouvement de contestation qui a suivi la réélection du président iranien Mahmoud Ahmadinejad en juin 2009, la pression s'est accrue en Iran sur les Kurdes. « La crise interne et externe continue », souligne le leader de la guérilla. *L'Irak est une menace contre la sécurité de toute la région. Nous soutenons les sanctions internationales, mais cela fait des années qu'elles existent et que l'Irak fabrique tout de même ses armes nucléaires* », juge-t-il.

Parfaitement mobile, sur un terrain accidenté propice aux embuscades, la guérilla affirme avoir causé de lourdes pertes à l'armée iranienne. Début août, de violents combats ont éclaté dans la région de Mariwan, tuant « 11 terroristes », selon Téhéran. En représailles, l'Irak bombarde régulièrement le repaire de Qandil.

En juin et juillet, les tirs d'artillerie quotidiens ont touché plusieurs villages, habités par des contrebandiers et des paysans. Une adolescente de 15 ans a été tuée. Un berger explique avoir perdu 40 moutons. « On a vu tomber des bombes de plus d'un mètre de long », montre Aram en écartant les bras. Quelques centaines de per-

sonnes ont abandonné leurs maisons et se sont réfugiées à l'entrée de la vallée de Qandil, sous des tentes fournies par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. « Nous vivons ici depuis le 28 mai. Au début, nous sommes allés nous réfugier dans des grottes mais même là-bas, nous étions menacés. Les enfants sont traumatisés », poursuit Aram. La grand-mère, le dos courbé par l'âge, apporte dans ses bras un paquet d'éclats d'obus et les dépose devant l'assemblée. « Qui nous dit qu'ils ne nous envoient pas des produits chimiques ? », maugrée la vieille femme.

La chasse au PJAK a poussé les Iraniens à franchir la frontière irakienne, à plusieurs reprises, dans la région d'Hajji Omran, provoquant des tensions avec Bagdad et Erbil. Téhéran a également entamé la construction d'un mur de protection pour empêcher les infiltrations de « terroristes » et de contrebandiers qui font entrer d'importantes quantités de pétrole et whisky à dos de mule.

## « Au service des sionistes »

Pour le consul iranien d'Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, « le PJAK est au service des sionistes ». L'Irak et la Turquie soupçonnent Israël et les Etats-Unis de soutenir et d'armer les rebelles kurdes en sous-main. « En 2007, des agents du Mossad ont été vus à Qandil en train d'entraîner les militants », affirme Sedat Laçiner, directeur d'un institut stratégique (USAK) proche du gouvernement turc.

Wiryu, un ex-combattant du PJAK, aujourd'hui réfugié à Paris, le confirme à demi-mots. Classé sur la liste internationale des groupes terroristes, le PJAK réclame l'appui des puissances engagées contre le nucléaire iranien : « C'est mensonger de nous cataloguer comme terroristes », proteste Sherzad Kemanger. *Nous combattons l'Irak qui, comme tout le monde le sait, est un Etat terroriste.* ■

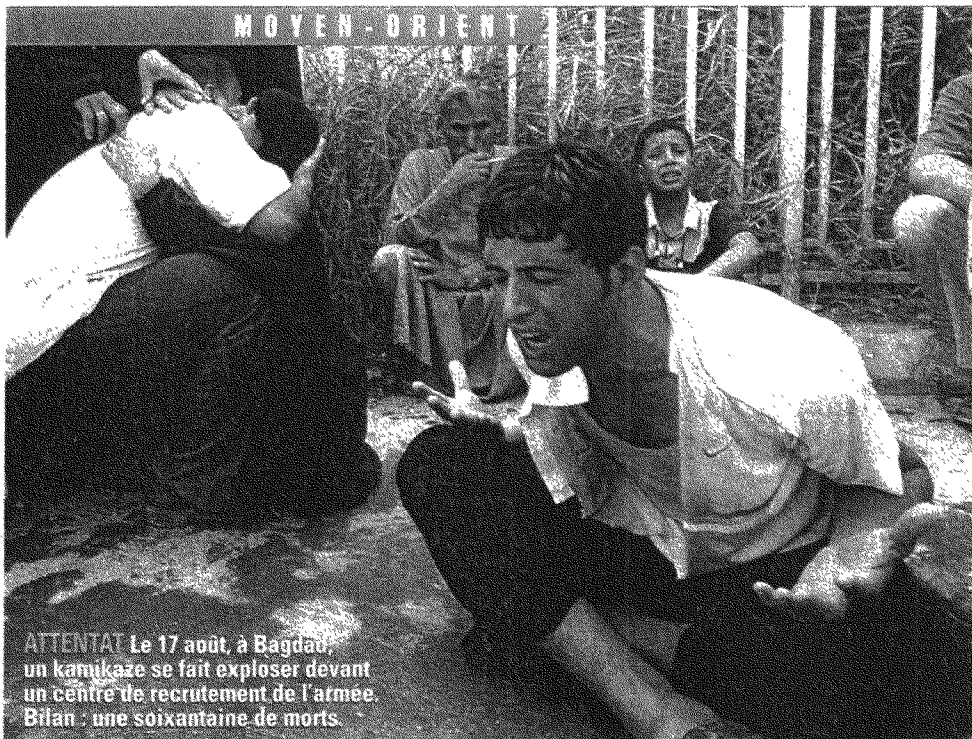
Guillaume Perrier

## Nouveaux bombardements iraniens au Kurdistan

Au moins un civil a été blessé, lundi 23 août, lors d'un nouveau bombardement iranien contre plusieurs localités du Kurdistan irakien. « Un paysan de 30 ans, du village de Zarqat, été touché au dos, aux jambes et à un bras, dont il risque d'être amputé, par un obus tiré par l'artillerie ira-

nienne », a affirmé le maire de Fankisar, une localité au nord-est de Souleimaniyeh. Les forces iraniennes bombardent régulièrement des zones frontalières avec le Kurdistan irakien, qui abritent des indépendantistes du PJAK, le Parti pour une vie libre au Kurdistan. — (AFP.)

**L'EXPRESS** du 25 au 31 août 2010



**ATTENTAT** Le 17 août, à Bagdad, un kamikaze se fait exploser devant un centre de recrutement de l'armée. Bilan : une soixantaine de morts.

S. SHALASH/REUTERS

## Irak L'horreur du vide

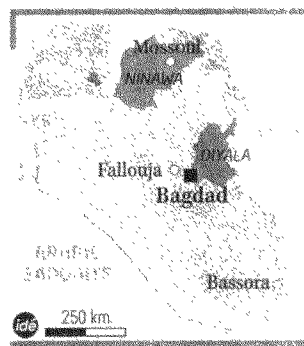
**Regain de violence, impasse politique : le retrait des troupes américaines fait monter à Bagdad une peur grandissante du chaos.**

Un angoissant vertige. Fût-il en trompe-l'œil, le retrait américain livre l'Irak à la peur du vide. D'autant que l'occupant, obsédé par le respect des échéances, se désengage de l'ancienne Mésopotamie sans lui avoir légué l'antidote à ce cocktail toxique : violence confessionnelle, impasse politique, vulnérabilité régionale.

Le 1<sup>er</sup> septembre, Washington aura achevé le repli de ses troupes de combat. Il restera alors in situ 50 000 hommes, censés quitter le territoire irakien avant la fin de 2011. Au-delà de cette date butoir, les Etats-Unis contrôleront l'espace aérien, tandis que des centaines de conseillers prolongeront un bail qu'on s'emploiera à « civiliser ». Leur mandat : enseigner le

maniement des tanks, chasseurs bombardiers ou frégates *made in USA* acquis par Bagdad, sécuriser les sites pétroliers promis aux majors d'outre-Atlantique, épauler les unités antiterroristes et les services de renseignement locaux. Suffisant ? Non, objecte le général Babakir Zebari. A en croire son chef d'état-major, l'armée irakienne ne sera pas en mesure d'assumer ses missions avant 2020.

Sinistre point d'orgue d'un été de sang, l'attentat suicide commis le 17 août sur le seuil d'un centre de recrutement bagdadi – une soixantaine de morts – tend à accréditer cette thèse. Juillet aura d'ailleurs été le mois le plus meurtrier des deux années écoulées. Et dans les provinces de Diyala, Ninawa et Bagdad (nord), les tueurs d'Al-Qaeda



persistent à semer la terreur, à coups d'embuscades et de raids contre les Sahwa, ces milices sunnites « retournées » à grands frais par la puissance occupante.

Le sabotage du pouvoir civil a de quoi décupler les ardeurs djihadistes. Près de six mois après le scrutin législatif du 7 mars, l'Irak est toujours dépourvu de gouvernement. La rupture, le 16 août, des tractations entre le Premier

ministre sortant Nouri al-Maliki et son rival Iyad Allawi, chiite laïc soutenu par la minorité sunnite, n'est que le énième épisode d'un navrant feuilleton. Devancé de deux sièges – 89 contre 91 – Maliki avait auparavant tenté de pactiser avec ses « frères » chiites de l'Alliance nationale (70 députés). Las ! ceux-ci refusent sa reconduction à la tête du futur cabinet... En quête d'un ersatz d'exécutif stable, le mentor américain s'échine à bricoler un partage du pouvoir, donc de l'impuissance. Le dernier montage en date concéderait la primauté à Maliki, tout en confiant à Allawi un Conseil national de sécurité doté d'amples prérogatives. Au mieux, les palabres de coulisses accoucheront d'une coalition vouée à l'échec.

Autant dire que les palinodies d'un personnel politique sectaire et corrompu suscitent l'exaspération croissante de l'Irakien de la rue. Lequel, en ce ramadan torride, se voit chaque jour exposé aux coupures d'eau ou d'électricité et à la faillite des services publics. Symptôme d'un profond désarroi, le spectre du coup d'Etat militaire flotte entre Tigre et Euphrate.

La géopolitique ayant horreur du vide, une telle béance aiguise les appétits des voisins, à commencer par l'Iran. Si Téhéran n'a pas la capacité de dicter le casting gouvernemental de son choix, il a celle d'entraver tout arrangement contraire à ses intérêts. Et d'imposer à l'équipe Obama les termes d'un coûteux marchandage.

Sept ans après l'éviction de Saddam Hussein, Washington ne peut ni rester vraiment, ni partir tout à fait. Le dilemme est ici l'autre nom de l'échec. ● VINCENT HUGUEUX

## Turquie : polémique autour du cessez-le-feu décrété par le PKK à l'occasion du Ramadan.

Jean Marcou

**D**epuis une semaine, la polémique sur les raisons du cessez-le-feu décrété unilatéralement par le PKK à l'occasion du Ramadan ne cesse de défrayer la chronique. L'origine de cette agitation médiatique découle des déclarations faites la semaine dernière par l'un des responsables du PKK, Murat Karayılan à la presse internationale, laissant entendre que ce cessez-le-feu était la conséquence de rencontres récentes, ayant eu lieu entre Abdullah Öcalan et des représentants de l'Etat turc. Le CHP et le MHP se sont immédiatement saisis de l'affaire pour dénoncer des manœuvres occultes du gouvernement, qui auraient eu pour objet d'obtenir du PKK une suspension des violences qui ont ensanglanté le sud-est de la Turquie ces derniers mois, au moment où doit se tenir le référendum sur la révision constitutionnelle. Le gouvernement est ainsi carrément accusé par l'opposition laïque et nationaliste d'avoir négocié, avec l'organisation rebelle kurde, une décrue des tensions en cours pour lui permettre d'arriver à ses objectifs électoraux. Bien que la révision qui doit faire l'objet du référendum, le 12 septembre prochain, l'ait ignorée, la question kurde est donc de retour au cœur de la vie politique turque, et cette polémique révèle en réalité le positionnement des principales forces politiques tant sur le référendum que sur la question kurde elle-même.

Appelant à voter «non», le CHP et le MHP ont trouvé, dans cette affaire, des arguments qui leur permettent d'étayer leur discours hostile aux réformes du gouvernement, accusé ni plus ni moins de vouloir porter atteinte à l'intégrité de l'Etat, que ce soit au travers de sa révision constitutionnelle, que ce soit au travers de son approche de la question kurde et des négociations qu'il mènerait avec le PKK. Le 25 août 2010, le député CHP d'Adana Tacihar Seyhan a déclaré que le chef du MIT (Milli İstihbarat Teskilati, les services turcs de renseignements), Hakan Fidan, a rencontré Abdullah Öcalan le 20 juillet dernier, sur l'île d'Imralı. Selon lui, Fidan était accompagné par deux autres personnes et les caméras de sécurité ont été éteintes pendant cette visite.

Appelant à boycotter un référendum qui les a oubliées, les organisations kurdes (BDP, DTK, KCK...) se réjouissent en fait de l'annonce de ces contacts entre l'Etat et le leader du PKK, et appellent le premier ministre à les reconnaître ouvertement. La révélation de ces contacts cadre en réalité avec leur revendication d'intégrer tous les acteurs (y compris le PKK) dans la recherche d'une solution au problème kurde. Lors d'un meeting à Mardin, le 25 août 2010, l'un des leaders du BDP, Selahattin Demirtaş, a déclaré : «Le premier ministre devrait être en mesure de révéler s'il y a eu ou non des contacts avec le PKK et Öcalan, pour trouver une solution à la question kurde. S'il y a eu une telle rencontre, c'est une bonne chose.» En réalité, pour les organisations kurdes, l'idée est ici de montrer que des négociations ont commencé entre le gouvernement et le PKK.

Appelant bien sûr à voter «oui» avec l'objectif de l'emporter le 12 septembre, le gouvernement pourtant ne voit pas les choses de la même façon. Le 23 août dernier, lors de l'émission de télévision «Siyaset Meydani» (Forum politique) de la chaîne «Show TV», le premier ministre a admis des contacts entre l'Etat et le PKK, mais pas entre le gouvernement et le PKK. Interrogé sur ce qu'il entendait pas «Etat», Recep Tayyip Erdogan a désigné



les services de renseignements (en l'occurrence le MIT), en précisant : «Ces services sont chargés de donner de l'information à l'Etat. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire qu'ils sont chargés de lever certains obstacles et de résoudre certains problèmes. Un pouvoir politique, lui, ne s'assoie jamais à une table de négociations avec une organisation terroriste.» Ainsi pour le gouvernement, il faut faire la différence entre l'action que mène l'Etat dans la gestion courante de la question kurde, et qui peut impliquer le cas échéant des contacts avec le PKK, et la politique que mène le gouvernement pour rechercher une solution à la question kurde qui exclut toute négociation avec l'organisation d'Abdullah Öcalan.

Les experts et les médias n'ont cessé, ces trois derniers jours, d'évoquer cette distinction et de s'interroger sur sa pertinence. Beaucoup de commentateurs se sont étonnés de l'ampleur des débats qui ont suivi la révélation des contacts entre le MIT et le PKK. Nombre d'entre eux rappellent, en effet, que ces contacts ont toujours existé. Dans le quotidien «Taraf», un ancien responsable du MIT, Cevat Öndes déclare qu'il y n'a cessé d'y avoir des contacts entre l'Etat et Abdullah Öcalan, depuis la capture de celui-ci en 1999. La grande différence selon lui (et elle est très révélatrice des évolutions politiques qu'a connues ces dernières années le système politique turc) est que jusqu'à 2006, les rencontres qui avaient lieu avec le leader kurde emprisonné ne faisaient intervenir que l'armée, alors que depuis cette date, des autorités civiles (MIT, Police...) sont les premières concernées. L'expert en questions kurdes et militaires, Sedat Laçiner, est néanmoins plus prudent dans son analyse. Il pense qu'en eux-mêmes ces contacts sont normaux, mais que «l'important est ici de définir un cadre et de ne pas faire de concessions.» Il estime notamment que l'Etat peut avoir des contacts pour arrêter le terrorisme, mais pas pour faire diminuer les tensions, à des fins politiques...

Il est à parier toutefois que tous ces débats sur l'existence de contacts qui semblent évidents, tant ils apparaissent comme une pratique ancienne, et leur instrumentalisation en période électorale, ne parviendront pas à faire oublier l'urgence que revêt aujourd'hui la recherche d'une solution politique à la question kurde pour la Turquie contemporaine.

JM

*L'Observatoire de la Vie Politique Turque (OVIPO), dont le responsable est actuellement le Professeur Jean Marcou, a été créé au sein de l'Institut Français d'Etudes Anatoliennes (IFEA) d'Istanbul, en 2005.*

# En Irak, les policiers et les soldats, nouvelles cibles des insurgés sunnites

Une vingtaine d'attentats à la voiture piégée ont fait près de soixante morts dans tout le pays

Plus d'une vingtaine d'attentats perpétrés de façon apparemment coordonnée à travers tout l'Irak ont tué près de soixante personnes et ont blessé plus de 280 autres, mercredi 24 août. Ces violences organisées interviennent 48 heures après la fin du retrait partiel américain de ces derniers mois et une semaine avant l'allocation sur l'Irak que Barack Obama prononcera le 31 août du bureau Oval.

Ce n'est évidemment pas un hasard si les groupes d'insurgés sunnites, baasistes et islamistes, qui pourraient amplifier leur démonstration de force dans les semaines qui viennent, ont choisi cette période pour frapper. Tandis que l'Irak attend toujours, bientôt six mois après les élections, qu'un gouvernement soit enfin formé, et tandis que les Américains engagent un pari risqué sur la solidité présumée des forces de l'ordre autochtones qu'ils ont entraînés, la multiplication des attaques diffuse dans la population un sentiment de peur.

Hoshiar Zibari, le chef de la diplomatie irakienne, résume ainsi la situation : « Une paralysie gouvernementale, un vide politique, des retraits américains... Dans un tel environnement, les terroristes s'épanouissent... »

Les sympathisants les plus extrêmes de l'ancien système, qui sont souvent des laïcs, semblent avoir partie liée avec les extrémistes religieux d'Al-Qaida pour renverser le régime mis en place après l'invasion américaine. Régime qui fait, selon eux, la part trop belle à la majorité chiite du pays. Ayant jusqu'ici échoué, malgré des tueries massives de civils et de pèlerins chiites, à rallumer la guerre civile chiite-sunnite qui avait dévasté l'Irak en 2006-2007, les ennemis du nouveau régime s'en prennent de plus en plus souvent à ses agents directs.

En juillet, ainsi qu'en août, pour la première fois depuis le début de la guerre, il y a plus de



**A Kut, au sud-est de Bagdad, 15 policiers et 5 civils ont été tués, mercredi, par un attentat à la voiture piégée.** ALIAL-ALAK/AFP

sept ans, des agents de police désarmés, en charge de l'impossible circulation automobile à Bagdad, ont été systématiquement abattus aux carrefours, et jusqu'à l'intérieur des commissariats, à coups de pistolet munis de silencieux. Depuis un mois, tous les agents de la circulation ont été équipés de fusils d'assaut AK 47 pour se défendre.

On estime que depuis l'invasion anglo-américaine, plus de 10 000 soldats et policiers ont été

tués en Irak, dont 425 depuis juin. Les attentats de ce mercredi 24 août, comme beaucoup des précédents, les visaient, eux d'abord, en leur qualité de représentants du nouvel ordre. Le plus meurtrier a eu lieu à Kut, à 160 km au sud-est de Bagdad, où 15 policiers et 5 civils ont été décapités par une voiture pleine d'explosifs devant un bureau de délivrance de passeports.

Dans la capitale, c'est un kamikaze pilotant un autre véhicule

piégé qui a foncé sur un poste de police, tuant 8 policiers, 7 civils et blessant 58 autres personnes.

A Mouqdadiya, à 90 km au nord-est de Bagdad, dans la province de Diyala, toujours très instable et toujours patrouillée par les Américains, une voiture piégée a explosé au passage d'une patrouille policière, tuant trois civils. Une seconde bombe a détoné à l'arrivée de l'armée, blessant six soldats. D'autres attentats ont également frappé Kirkouk, la ville pétrolière du nord et Bassora, capitale du Grand Sud irakien.

**Entre Al-Qaida en Irak et les autres groupes armés qui lui sont plus ou moins affiliés, personne ne sait très bien qui pilote ces opérations terroristes**

Entre Al-Qaida en Irak et les autres groupes armés qui lui sont plus ou moins affiliés, nul ne sait très bien qui pilote ces opérations terroristes. Une chose est sûre, comme l'admettait récemment le général Patrick Higgins, chef des « opérations spéciales » américaines en Irak, en dépit des coups sévères qu'elle a reçus ces derniers mois, « la structure d'Al-Qaida en Irak demeure assez intacte ». Et audacieuse.

Le 14 août, un de ses commandos a attaqué deux postes de police à Bagdad, tué quatre policiers et brûlé publiquement les corps de deux d'entre eux après avoir hissé un drapeau noir sur l'édifice. Ce jour-là, 52 personnes au total ont perdu la vie. Trois jours plus tard, un jeune kamikaze sunnite s'est fait exploser au milieu d'une file de jeunes chiites qui postulaient devant une caserne pour entrer dans l'armée : on a dénombré 59 morts et 120 blessés. ■

Patrice Claude

# Kurds should make the most of a divided Baghdad

**While Arab Iraq remains riven with bomb attacks and political instability, the Kurds should take some bold decisions**



Ranj Alaaldin

Arab Iraq is getting weaker. Baghdad has no government, no leadership, and continues to be plagued with devastating bomb attacks and daily killings. It is almost irreparably divided, the victim of ideological rifts and a regional proxy conflict. There is, however, one group who will be smiling despite all this: Iraq's Kurds.

A weak Baghdad equates with certainty and unassailable fortune for the Kurdistan region. History teaches that a damaged Baghdad poses no armed threat to Kurdistan's borders, while a divided Baghdad means Kurdistan is left to its own devices as it maximises its economic and energy resource potential. It was a similar set of circumstances that gave the Kurds their best catch in history: the uncertainty and disorganisation in Baghdad in 2003 paved the way for the current Iraqi constitution, one that, thanks to an elite circle of internationally renowned advisers, gave the Kurds far-reaching federalism bordering on independence.

Kurdistan's luck has returned. It has been nearly six months since the elections and Arab Iraq is still without a government. The Kurds' Arab counterparts are, therefore, vulnerable, open to compromise and indeed exploitable. To capitalise on this opportune moment the Kurds have submitted a list of 19 requests to potential coalition partners in Baghdad.

Included in the demands are the implementation of Article 140 of the constitution (resolution of Kirkuk and other disputed territories), rights to sign oil deals with foreign companies and the financing of the Kurdish peshmerga forces.

Kurdistan also wants to limit the powers of the prime minister (unlikely ever to be a Kurd), firstly by making the head of the Iraqi national security council commander-in-chief of the armed forces and, secondly, by also giving powers to the president.

The Iraqi presidency is held by a Kurd, Jalal Talabani, who is also head of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). The Kurds want the presidency again. However, as with other demands, that is contingent on Arab Iraq remaining unable to reconcile differences, not least since a Sunni Arab is widely expected to take the position as a result of the electoral victory of the Sunni-dominated Iraqiyah grouping of

Ayad Allawi.

Kurdistan may not actually need the presidency though. The president will no longer have the power of veto – though the Kurds want to retain it – making it a largely symbolic position and an unnecessary inconvenience for the Kurdistan Democratic Party (KDP) of Massoud Barzani, Kurdistan's president.

The KDP may instead prefer the collection of extra ministries it could get in return for the presidency, ministries that it, and not the PUK, will be entitled to given its electoral legitimacy and superior status in the north.

However, Talabani wants the presidency desperately and is making sure the KDP gets it for him. The PUK no longer dominates in its former stronghold of Sulaymaniah after the emergence of opposition party Change, at least not politically. The PUK is carried by the KDP. The end of the presidency could, therefore, mean the end of political life for Talabani.

Moreover, the PUK is expected to lose the Kurdistan premiership to the KDP next year. Former premier and senior KDP official Nechirvan Barzani is expected to return. In the event that Talabani fails to retain the presidency and current Kurdish premier Barham Salih is replaced with Barzani, at a point where the Iraqi government is formed and running, the PUK could be left in the embarrassing position of holding no major post either in Kurdistan or Baghdad.

Squabbling in Baghdad has also given the Kurdistan Regional Government (KRG) the opportunity to put off another Change success story in the region. Provincial elections scheduled for this year have been postponed, probably at the PUK's bidding since at the moment elections spell disaster.

There is, however, only so much that Baghdad can do. Baghdad cannot hide the ongoing problems of corruption, bureaucracy, transparency and the lack of political reform in general. And they will not go away when provincial elections do take place.

Having said this, Barham Salih did recently make the bold move of ending the \$35m-a-month party-political funding allocated to the PUK and KDP from the KRG budget. That spells defeat for patronage and, naturally, has been met with tough counterattacks, largely within the upper echelons of the PUK (since the KDP has allowed the PUK to do this for them).

There need to be further brave decisions, though bold moves are a rarity in Kurdistan. Kirkuk remains unresolved – an issue the KRG has been too willing to compromise on despite everything suggesting Baghdad will never give way on the issue.

That may have once been acceptable. Not any more though. As the saying goes: fool me once, shame on you. Fool me twice, shame on me. The time is nigh for the Kurds to go all-out while the opportunity is still there. The exhausted excuses of the past are no longer acceptable.



# Kurdish officials ban flights returning failed asylum seekers from UK

## Flights redirected to Baghdad after political objections and local protests

Owen Bowcott

Home Office deportation flights are being prevented from taking failed asylum seekers directly to northern Iraq because of a diplomatic dispute with the Kurdish regional government (KRG).

A ban has in effect been placed on incoming flights from the UK landing forcibly returned Kurds at the regional airport in Irbil. Political objections and local protests have led to the UK Border Agency redirecting the planes to Baghdad.

Another round-up of failed Iraqi asylum seekers has been ordered in the past week. At least 60 people are now being held at Colnbrook detention centre, near Heathrow, awaiting removal by charter flight. Those about to be deported have been given tickets dated 1 or 6 September.

Thousands of Iraqi refugees remain in Britain, many having arrived before the 2003 invasion when Saddam Hussein was persecuting the Kurds.

The Home Office's forced repatriation of asylum seekers denied permission to remain in Britain has been diplomatically fraught. The first flight to Baghdad last year led to airport officials in the Iraqi capital refusing to accept all but a handful of passengers. Most were denied entry and sent back to the UK.

To assuage political sensitivities, Iraqi interior ministry officials are permitted the unusual privilege of interviewing and screening detained asylum seekers in UK detention centres to confirm they will accept each individual.

The UK policy of sending deportees back to, or through, the central provinces of Iraq, which include Baghdad, is in defiance of guidelines issued by the United Nations high commissioner for refugees, which warns that the area remains unsafe due to suicide bombs and attacks by al-Qaida militants.

One Iraqi deported from the UK



**Colnbrook detention centre, London. At least sixty people are being held at Colnbrook detention centre, near Heathrow, awaiting deportation to Iraq. Photograph: Tim Ockenden/PA**

was killed by a car bomb in Kirkuk in 2007. The continuing violence claimed more than 60 lives following a series of co-ordinated blasts in Iraqi cities during just one day – 25 August – last week.

The KRG, the semi-autonomous administration that runs the Kurdistan region of north-east Iraq, controls its own militia. For many years, it has objected to forcible returns of failed asylum seekers from western European countries, threatening to withdraw diplomatic co-operation.

Many deportation flights from the UK have nonetheless been sent to Irbil; on the first flights deportees were ordered to wear flak jackets for their return to what was deemed a safe country.

An official at the KRG representative office in London said: "The KRG has asked the British government to send only those people who want to go back. It is opposed to forcible deportations."

The last UK deportation flight to Kurdistan was about five months ago. The Home Office now accepts that it will have to send Kurdish Iraqis back via Baghdad unless the KRG agrees to reopen direct flights.

The border agency told the Guardian: "UKBA only ever returns those who both the agency and the

courts are satisfied do not need our protection and refuse to leave voluntarily.

"Currently we have agreement with the government of Iraq to return all Iraqi citizens to Baghdad. We make arrangements for those who require onward travel to their home towns, and this includes those travelling to the KR [Kurdish region].

"These arrangements worked well on the recent charter flights to Baghdad and we are confident they will continue to do so."

Political opposition to forcible deportations has been led by the International Federation of Iraqi Refugees, which has organised protests both in western European countries and within Kurdistan.

More than 2 million Iraqis fled the sectarian violence which erupted after the 2003 invasion. Most sought sanctuary in neighbouring Arab states but many were attracted by the opportunities of employment in the EU.

Richard Whittel, of the Coalition to Stop Deportations to Iraq, said: "It is inspiring that popular pressure in Kurdistan forced the government there to take a stand against these deportations but disturbing that our government persists with them, pandering to the myth that immigration is to blame for the country's problems."

Among the common complaints raised by opponents of forced removals have been persistent allegations that failed asylum seekers are mistreated by security guards when they are forced on to planes in Britain for flights back to Iraq.

## Kurdish politicians, intellectuals unite to support package

**CASIM BILTEKIN / MARDIN**

A number of Kurdish politicians and intellectuals who came together for an iftar dinner on Sunday night said they will say yes to the constitutional amendment package in the upcoming Sept. 12 referendum. Cemil Aydogan, head of the Mesopotamia Journalists Association, which hosted the dinner, said if the reform package is approved in the referendum, the status quo would come to an end. We came here together in order to establish a democratic front that rejects violence and aims for peace and brotherhood, he said.

He also added that even if the

referendum is approved, Kurds political demands would not be met. But it will break the doors of the Ergenekon fortress, he said, referring to the investigation into a neo-nationalist gang believed to be the extension of a clandestine network of various groups with members in the security forces. Ergenekon stands accused of being behind a number of unsolved murders of journalists, academics, public opinion leaders and writers.

Aydoan added that yes votes are important in order to begin working for a more democratic constitution. Lawyer Feridun Yazar, previously an experienced Kurdish politician and former chairman of Turkey's first pro-Kurdish party, the People's Labor

Party (HEP), said boycotting the referendum or saying no to it would not be right. There is no all or nothing in democracies. There should be a continuous struggle for rights and freedoms that have not been gained yet, he said.

Agreeing with Yazar was Rights and Freedoms Party (HAK-PAR) leader Bayram Bozyel, who said people who want violence are hoping for the continuation of the status quo. We have to fulfill our historic role and say yes in the referendum, he stressed, adding that a new constitution is a must for Turkey because the current one is the product of the Sept. 12, 1980, coup. Participatory Democracy Party (KADEP) Provincial Chairman Cuvanroj Ceyhan also called on the Kurdish public to support the reform package.

## Denmark alleges Kurdish TV station promoted terror

August 31, 2010 / Associated Press Writer

By JAN M. OLSEN

**COPENHAGEN, Denmark (AP)** -- A Kurdish-language TV station with a Danish broadcasting license has been charged with promoting a group linked to terrorism, Danish prosecutors said Tuesday.

Top prosecutor Joergen Steen Soerensen said that Roj-TV is helping promote the PKK, or the Kurdistan Workers' Party, which is considered a terrorist group by Turkey, the U.S. and the European Union.

PKK rebels have been fighting for autonomy in southeastern Turkey in a conflict that has killed tens of thousands of people since 1984. Turkey accuses Roj-TV of being a mouthpiece for the PKK.

According to Soerensen, Roj-TV has "persistently" aired shows with interviews of PKK members and supporters but also about skirmishes between Kurds and Turkish forces. The station's content was "aimed at promoting and supporting the activities of the terrorist organization PKK" and its political wing, Kongra-Gel, the prosecutor said.

The programs "must be regarded as having the characteristics of propaganda in support of PKK," Soerensen said. The charges came after "extremely comprehensive investigations" of the connections between Roj-TV and PKK, he added.

The charges also include Mesopotamia Broadcast A/S METV, a company behind Roj-TV.

Roj-TV has a Danish broadcasting license but has no studios in

Denmark. Calls to the station were not answered, but Roj-TV officials have previously denied terror links.

In Turkey, the Foreign Ministry welcomed the decision. "We expect that these media organizations that support terrorism and encourage the use of violence will get the punishment they deserve at the end of the legal process," it said in a statement.

Under Denmark's anti-terror law, a person can face prison for up to 10 years for supporting a terrorist organization.

Justice Minister Lars Barfoed said it now was up to a court of law to consider Roj-TV's activities.

No date has been set for the trial, which will take place at Copenhagen City Court.

Prosecutors also said they would ask the Danish Radio and Television Board to revoke the station's license, which was issued over six years ago, based on criminal violations.

Danish-Turkish relations have long been strained over Kurdish groups based in Denmark.

In 1995, a political arm of the PKK opened its fourth European office in Copenhagen, sparking protests from the Turkish Embassy. The office later closed because of a lack of funding.

In 2000, Turkey protested that a Kurdish-language satellite TV station, Mesopotamia TV, was allowed to broadcast from Denmark to Europe, the Middle East and northern Africa.

And in 2005, Turkey's Prime Minister Recep Tayyip Erdogan boycotted a news conference in Copenhagen to protest the presence of Roj-TV journalists.

## My reporting on the Kurds landed me in a Turkish prison

When Jake Hess began investigating human rights abuses, he didn't expect to be locked up and interrogated himself

I bumped into a local journalist friend on a recent afternoon in Diyarbakir, the unofficial capital of Turkish Kurdistan. "This is Turkey," he said wearily when I asked if the police were still harassing him because of his work. "If the police didn't bother us [journalists], we'd think something was wrong."

In retrospect, it was a silly question. After all, only three months before, a judge in that very city had sentenced Vedat Kursun, the former editor of Turkey's only Kurdish-language daily newspaper, to 166 years in prison for "doing propaganda for a terrorist organisation". Hamdiye Ciftci, a young Kurdish reporter known for her coverage of state violence in the southeastern province of Hakkari, had been thrown in jail on "terrorism" charges in June.

Critically reporting on the Turkish government's treatment of the Kurds is risky business indeed. I was barely surprised, then, when civil police from the anti-terrorism branch of the Diyarbakir Security Directorate knocked on my hotel room door and declared that they had come to arrest me for "being in contact with and carrying out activities on behalf of terror organisations", namely the PKK and a related civilian body, the KCK. I did my best to prepare for the uncertain journey ahead as we took off for the anti-terror department's detention centre, where I'd spend my next four nights in a dingy cell. The reasons for my detention quickly became clear as my interrogators rifled through a binder stuffed thick with copies of my writings on human rights abuses in southeastern Turkey, private email exchanges with human rights activists, transcriptions of phone calls, and pictures of me snapped in public places. They said they had been monitoring my communications and following me on foot for 7 or 8 months.

"Why did you write about torture?" asked the head interrogator, in reference to a story I had published with the Inter Press Service. "There's no torture in Turkey. Look, we aren't torturing you!" he insisted, awkwardly avoiding eye contact. "It takes a lot of effort to repair the damage that people like you do to [Turkey's]

international reputation," snapped another.

Following detailed debates about my articles dealing with the Turkish army's use of forest fires as a weapon of war, state violence against Kurdish women, and Turkish bombings of northern Iraq, my captors turned the conversation to what would, after my writing, become the second major focus of the charges against me: my contacts with human rights organisations in Britain and Turkey. At the end, I was sentenced to deportation without possibility of appeal and sent back to the US. The others who have been arrested as part of the same operation, haven't fared so well.

Since 14 April 2009, Turkish police have thrown into prison at least 840 Kurdish political activists, mainly from the leftist and pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP), a legal formation with a parliamentary group; many have been in custody awaiting trial for a year or more. Although the Turkish government claims to be cracking down on the PKK's "urban extensions", the 7,587-page indictment dealing with 151 of the most senior detainees suggests the reality is rather more sinister.

Replete with spelling errors and logical inconsistencies, the bulk of the indictment consists of wild extrapolations based on transcriptions of unremarkable telephone conversations, and descriptions of peaceful political activities – such as press statements, speeches, and demonstrations – joined by the accused. All too typical is the file dealing with Muharrem Erbey, the renowned lawyer and vice-chairperson of the Human Rights Association of Turkey, who has been in prison on accusations of "membership of a terrorist organisation" since Christmas Eve 2009.

The evidence against Mr Erbey includes a January 2009 interview with Voice of America radio in which he discussed the well-documented problems of torture, police brutality, and impunity in Turkey, about which the prosecutor writes the following on page 7,338 of the indictment: "It's understood [from the interview] that Muharrem Erbey has aimed to put



Riot police baton-charge Kurdish DTP supporters in Van, eastern Turkey

our country in a difficult position in international platforms by asserting that the state ignores the supposed maltreatment of Kurdish people carried out by police and soldiers in eastern provinces".

The absurdity doesn't stop there. The human rights work Mr Erbey has carried out with the projects section of the Dutch embassy in Turkey, the London-based Kurdish Human Rights Project and law firm Trott and Gentry, and Olof Palme International Centre in Sweden are all documented and presented as suspicious in the indictment. This is also true of a telephone conversation in which Mr Erbey allegedly attempts to find a doctor to treat people who were wounded during a demonstration in the eastern town of Agri in April 2009.

Mr Erbey and most of the others who have been targeted in the current wave of arrests represent a new generation of youthful Kurdish activist-leaders that has emerged in the period since 1999, the pivotal year when the PKK embarked on a five-year unilateral ceasefire, Turkey was recognised as a candidate for EU membership, and pro-Kurdish political parties entered local government. Since then, the mysterious assassinations of Kurdish human rights defenders and politicians that occurred frequently in the 1990s have stopped, with only rare exceptions, and Turkey's political system has become more liberal.

The new Kurdish political class – exemplified by people such as Mr

Erbey and Osman Baydemir, the popular mayor of Diyarbakir, both young human rights lawyers – has taken advantage of the more open political atmosphere to firmly establish the Kurdish political movement in institutional realms, expand and mobilise its grassroots base, and acquire important experience in self-rule through running a number of major municipalities in the southeast. Their efforts have kept the Kurdish people's demands for greater rights and democracy at the top of the public agenda in Turkey and shown that these will need to be addressed regardless of what happens to the PKK.

Turkey's arrest operations are aimed at eliminating this new class

and the political challenge it represents. Meanwhile, the ruling AK party's pledge to accelerate a stalled reform process with the stated goal of resolving the Kurdish issue – consistently reiterated in parallel with the arrest operations, a contradiction noted by many commentators – is intended to expand the Turkish government's existing base in the southeast while simultaneously marginalising the Kurdish political movement.

Turkey has certainly come a long way since the dark days of the 1990s, yet the government apparently remains unwilling to make peace with its largest minority through inclusive and democratic negotiations. They've never recognised the

PKK's unilateral ceasefires or proposals for a peaceful settlement within Turkey's borders, and have answered the BDP's overtures with mass prosecutions.

Mr Erbey and 150 other Kurdish activists go on trial on 18 October. The proceedings will have nothing to do with the so-called terrorism charges against them, of which they are manifestly innocent. At stake is the core question of Turkey's future: Is the country ready to leave behind its authoritarian past and accept the basic democratic rights of its citizens? Or will war and authoritarianism consume another generation?

☆☆☆

Herald INTERNATIONAL Tribune AUGUST 28-29, 2010

## Deal signed for Kurdistan gas to flow to Europe

BERLIN

### Accord seen as important for an E.U. pipeline to cut reliance on Russia

BY JUDY DEMPSEY

RWE, one of the largest German energy companies, signed a major cooperation agreement Friday with the Kurdistan regional government in Iraq that calls for Kurdistan to export natural gas to Europe via the Nabucco pipeline, of which RWE is a part-owner.

The agreement is a breakthrough for one of the most ambitious and difficult infrastructure projects in Europe, and signals growing interest by international energy companies in a part of Iraq endowed with significant gas and oil reserves but still in need of major investment to modernize the infrastructure.

Kurdistan expects to be able to export up to 30 billion cubic meters, or 1.1 trillion cubic feet, of gas by 2015, according to the Natural Resources Ministry of Kurdistan. By the end of this year, it is hoping to export 200,000 barrels of oil a day, a big change from seven years ago, when the region was importing oil.

Stefan Judisch, chief executive of RWE's supply and trading division, said the company would help develop Kurdistan's domestic and export market.

Export revenue would be shared and available to the whole of Iraq, Mr. Judisch said, while RWE would also provide support in the reconstruction of the energy sector in Kurdistan.

Kurdistan's natural resources minister, Ashti Hawrami, said that transporting gas through the Nabucco pipeline was "a priority for us," and that the reserves' location, near Turkey – a key participant in the European Union's Nabucco project – made them "ideally placed to gain access to the secure and profitable European gas market."

Since taking office in 2006, Mr. Hawrami has made it a priority to attract foreign energy companies, offering incentives like the repatriation of profits. He has also attracted more than \$12 billion worth of non-oil investments, particularly from companies specializing in power generation.

Nabucco is scheduled to start delivering gas to Europe in 2014 through a 3,300 kilometer, or 2,050 mile, pipeline that will stretch from Turkey's eastern border through Bulgaria, Romania, and Hungary, ending in Austria. The pipeline, which is projected to cost its six corporate partners €8 billion, or \$10.2 billion, by the time it opens, will deliver an annual 31 billion cubic meters of gas.

This will not make a huge dent in Europe's overall energy consumption, but it will allow Europe, which imports nearly a quarter of its gas from Russia, to diversify. Gas consumption in Europe

will increase 18 percent by 2030, to 622 billion cubic meters, according to the International Energy Agency in Paris. At the same time, Europe's dependence on imports of natural gas will more than double by 2030, to 476 billion cubic meters.

Russia sees Nabucco as a competitor to the South Stream pipeline planned by Gazprom, its state-controlled energy giant. That €26 billion project, scheduled for completion in 2016, will run under the Black Sea and cross Turkey. From there, one spur will move across the southern Balkans to Italy via another pipeline, while the other spur will go up through Central Europe, ending in Austria.

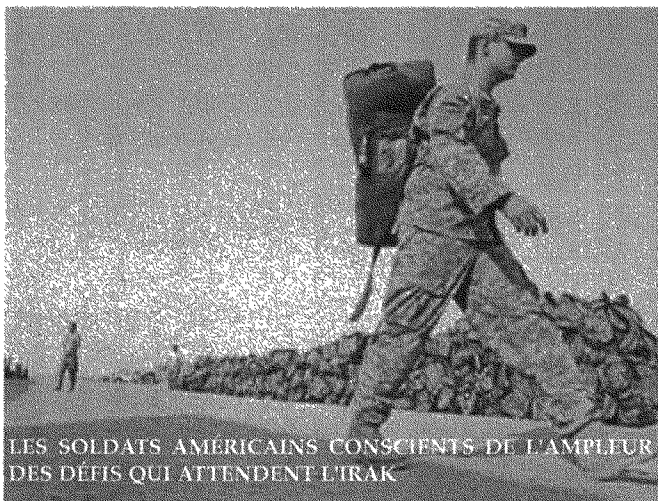
A main difference between Nabucco and South Stream is that Nabucco will need to find new gas sources, while South Stream will depend on Russian gas.

Kurdistan's commitment to supply gas to Nabucco ends months of speculation and, indeed, concern among the consortium members over how to find suppliers. The consortium consists of RWE; the Austrian energy company OMV; the Hungarian oil and gas company MOL; Botas of Turkey; B.E.H. of Bulgaria; and Transgaz of Romania.

# Les soldats US sur le départ espèrent l'Irak sur la bonne voie

A quelques heures de leur départ d'Irak, les soldats américains en passe d'être rapatriés disent ne se faire aucune illusion sur l'ampleur des défis qui attendent encore le gouvernement de Bagdad.

Reuters - Ulf Laessing



LES SOLDATS AMÉRICAINS CONSCIENTS DE L'AMPLEUR DES DÉFIS QUI ATTENDENT L'IRAK

**A**vant tout, ils espèrent que l'invasion américano-britannique de 2003, qui avait fait tomber le régime de Saddam Hussein, et la mission de combat qui prend fin le 31 août pour l'armée américaine auront servi à faire progresser le pays et à le ramener sur la voie de la stabilité.

"Tout ce que je veux, c'est ne pas être venu ici pour rien. Je souhaite que ça ait servi à quelque chose", déclare le sergent-chef Robert Vaught, commandant de convoi au sein du 1er bataillon du 116<sup>e</sup> régiment d'infanterie, sur une base aérienne du sud de l'Irak.

Les soldats américains qui regagnent leur pays sont unanimes, l'opinion publique américaine aura du mal à imaginer ce qu'ils ont vécu et vu sur le terrain en Irak depuis l'invasion. Plus de 4.400 militaires américains ont été tués en Irak depuis mars 2003. Dans le même temps, au moins 100.000 civils irakiens ont péri dans les violences politiques.

L'armée américaine doit confier la semaine prochaine la totalité des opérations de sécurité à l'armée irakienne, au terme d'une mission de combat qui aura duré sept ans et demi. Avec des effectifs ramenés sous les 50.000 hommes, les troupes américaines continueront d'épauler les forces irakiennes, mais elles ne seront plus à la pointe des combats.

Pour le sergent-chef Vaught, les forces irakiennes ont fait suffisamment de progrès pour faire face elles-mêmes à la suite des événements, mais elles auront fort à faire néan-

moins. Les violences ont sensiblement diminué depuis les affrontements entre communautés de la période 2006-2007, mais les insurgés sunnites ont toujours la capacité de commettre des attentats meurtriers et autres attaques.

"Je dirais que les Irakiens ont fait de grands progrès", estime Vaught, assis en compagnie d'autres soldats au mess de la base de Camp Adder, importante base reconvertie en plaque tournante du retrait de dizaines de milliers de militaires.

## UN IRAK "DIFFÉRENT"

"Il est clair que les Irakiens ont encore besoin de beaucoup travailler, mais la seule façon d'acquiescer de l'expérience, c'est de se confronter aux difficultés", dit-il, à quelques heures de son retour aux Etats-Unis.

"Si je devais me prononcer sur l'avenir, je dirais qu'ils vont être confrontés à bien plus de choses qu'ils ne l'ont été jusqu'alors, une fois que le retrait complet aura eu lieu. Et ils devront se colletter seuls avec cette situation", dit-il.

Le sergent James Bartels, qui achète quelques petits drapeaux américains à la boutique de la base, en guise de souvenirs pour sa famille, pense lui aussi que l'Irak fait des progrès, malgré la poursuite des violences.

"Ce que je sais, c'est que ceux qui sont venus ici une première fois, puis une deuxième, puis une troisième, ont constaté d'énormes changements", dit-

il.

"L'Irak est nettement différent aujourd'hui", confirme le lieutenant-colonel Scott Smith. "On dirait que les Irakiens savourent l'espoir que représente la démocratie, qu'ils comprennent la démocratie. Le fait de pouvoir exprimer son mécontentement envers certaines décisions du gouvernement sans pour autant être envoyé en prison", dit cet officier, en service en Irak depuis six mois.

Les dirigeants irakiens n'ont toujours pas résolu un certain nombre de problèmes politiquement explosifs, comme la tension entre les Arabes, majoritaires, et les Kurdes, et la réconciliation entre sunnites et chiites. Minoritaires, les sunnites tenaient les rênes du pouvoir sous Saddam Hussein, mais depuis la chute du dictateur, les chiites ont le vent en poupe.

La classe politique n'a pas non plus réussi à s'entendre sur la formation d'un nouveau gouvernement, cinq mois après les élections législatives du 7 mars, dont n'est sorti aucun vainqueur notable.

Le sergent Barry Curtis, lui, n'a aucun regret. "Je pense que nous les avons tirés d'affaire. Nous les avons remis sur leurs pieds (...). J'espère seulement qu'avec la nouvelle liberté dont ils jouissent, ils réussiront."

"Je ne regrette pas le temps passé ici (...). Je crois que nous avons fait du bon boulot", résume-t-il après avoir fait son paquetage.

Retrait demain des troupes américaines

# Kirkouk, une province explosive à surveiller

El Watan/Alger

**Arabes et Kurdes se disputent le contrôle de ses richesses pétrolières.**

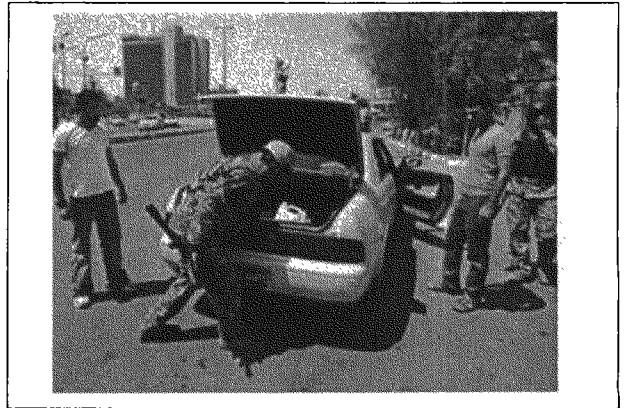
Les Etats-Unis déclarent demain la fin de leur mission de combat en Irak, mais le capitaine américain, TJ Tepley, demeurera sur la ligne de front entre Arabes et Kurdes dans le nord du pays pour éviter un conflit dévastateur. Agé de 27 ans, il dirige une compagnie de la Force combinée de sécurité (FCS) réunissant des militaires américains, kurdes et arabes dans la province pétrolière et multiethnique de Kirkouk. Le gouvernement central et la région autonome du Kurdistan revendiquent la souveraineté sur une bande de territoire irakien qui s'étend sur 650 km, de la Syrie à l'Iran. «Globalement, il y a un changement», avec le retrait des forces américaines, confie ce capitaine ballotté dans son véhicule blindé qui arrive dans le village kurde de Gorga Chal, au nord de la ville de Kirkouk.

«Nous sommes passés en quelques mois de 100 000 à 50 000. Mais le 1er septembre, la FCS sera toujours là», poursuit-il. Avec le retrait total programmé fin 2011, l'armée américaine souhaite réduire aussi progressivement son

implication dans cette force, a déclaré à Tikrit le général Anthony Cucolo, chef des forces américaines dans le nord de l'Irak. Sur le terrain, c'est encore elle qui la contrôle. Ainsi, quand la compagnie de Tepley vient s'entretenir dans une école avec le chef du village Ramadan Mohammad, les deux seuls à parler sont le capitaine et le lieutenant Daniel Spurrier. Et si finalement l'unique militaire irakien présent, le sergent Aref Abdel Ali, prend la parole, c'est parce qu'il y a été incité par le capitaine Tepley.

## Arabes face aux Kurdes

La dispute entre Bagdad et le Kurdistan trouve son origine dans l'arabisation au début des années 1990 de ces territoires par Saddam Hussein, qui a forcé 120 000 Kurdes à fuir vers le nord, selon Human Rights Watch. Les Peshmergas (combattants kurdes) ont profité de l'invasion de 2003 pour progresser vers le sud et l'ouest, revendiquant le caractère kurde de Kirkouk, et de zones dans les provinces de Ninive (nord) et Diyala (centre). Depuis, les deux camps s'accusent de vouloir modifier la balance démographique pour contrôler les richesses de ces régions. Depuis que la FCS a été établi en janvier des points de contrôle et commencé ses



patrouilles, le chef du village de Gorga Chal assure que la sécurité s'est améliorée.

«Mon seul espoir est de les voir, après le départ des Américains, continuer à travailler ensemble», confie Ramadan Mohammad. Et lorsque les commandants américains insistent sur les bonnes relations sur le terrain entre Arabes et Kurdes, les remarques de cet édile démontrent que les tensions persistent. «Tout vient du fait que sous Saddam (Hussein) nous avons été déplacés vers le nord au Kurdistan, mais moi je suis originaire de Kirkouk», explique-t-il à Tepley et Spurrier. Le capitaine Tepley reconnaît qu'il doit souvent faire un effort pour saisir la complexité de la région. «Aux Etats-Unis, quand vous entendez parler de l'Irak, c'est surtout du (conflit) entre sunnites et chiïtes», qui a fait des dizaines

de milliers de victimes ces dernières années. «Mais quand vous débarquez ici, vous avez affaire aux Kurdes et aux Arabes», note-t-il. Malgré une rhétorique optimiste sur la coopération entre les deux communautés, le général Cucolo reconnaît que la solution doit être «politique».

Mais en l'absence d'un nouveau gouvernement, cet objectif semble lointain. «Il est nécessaire que le gouvernement soit formé et Inch'allah (si Dieu le veut) tout ira bien. C'est dur d'être patient, mais nous devons l'être», lance le lieutenant Spurrier. «Il n'y a pas au monde de gens plus patients que les Irakiens», rétorque Ramadan Mohamed.



## IRAN: SEPT MORTS DANS UN AFFRONTEMENT ENTRE REBELLES KURDES ET FORCES ARMÉES

TEHERAN, 26 août 2010 (AFP)

**DEUX GARDIENS de la révolution et cinq rebelles kurdes ont été tués lors d'un affrontement armé dans la province iranienne du Kurdistan, proche de la frontière irakienne, a rapporté jeudi le quotidien gouvernemental Iran.**

Le journal ne donne pas de détails sur cet affrontement, ni sur la date à laquelle il s'est produit.

Les régions iraniennes frontalières de l'Irak et de la Turquie, où vivent des minorités kurdes, sont le théâtre d'affrontements périodiques entre les forces

iraniennes et les rebelles armés du Parti pour une Vie Libre du Kurdistan (PJAK).

Basé dans les montagnes du Kurdistan irakien (nord-est de l'Irak), le PJAK est lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui lutte contre le gouvernement turc dans le sud-est anatolien.

Les forces iraniennes bombardent régulièrement des zones frontalières au Kurdistan irakien après des attaques du PJAK, et un tel bombardement a été signalé mardi par le maire d'un village irakien frontalier.

L'Iran accuse les Etats-Unis de soutenir le PJAK ainsi que d'autres organisations ethniques aux frontières de l'Iran, ce que Washington a toujours démenti.

**metro** 31 Août 2010

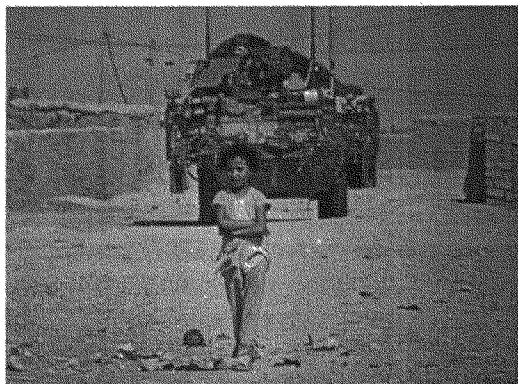
## L'Irak doit se débattre pour son avenir

**Le retrait d'Irak des troupes américaines a été officialisé par Barack Obama. Se pose maintenant la question de l'avenir d'un pays rongé par ses guerres intérieures.**

**E**ngagement tenu. Cette nuit, à 1h du matin (heure française), Barack Obama a annoncé officiellement la fin de la mission de combat des troupes américaines en Irak, sept ans après une invasion à laquelle il s'était opposé. A partir d'aujourd'hui, les 49700 GI's encore présents en Irak sont chargés "de conseiller et d'aider" l'armée irakienne. Cette opération nommée "Aube nouvelle" devrait s'achever fin 2011 avec le départ des derniers soldats.

"L'Irak devient aujourd'hui un pays souverain et indépendant", s'est réjoui hier le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki. Avec quelque 220 000 soldats et 500 000 recrues dans les rangs de la police et des milices assimilées, il s'est dit convaincu que son pays est capable d'assurer sa propre sécurité, "malgré une campagne de scepticisme".

En effet, la recrudescence des attentats meurtriers ces derniers mois inquiète jusqu'au chef d'état-major irakien. Le général Babaker Zebarine estime que ses hommes ne seront pas prêts avant 2020 et exhorte les Américains à res-



ter. Et ce d'autant plus que le pays traverse une crise politique, sur fond de tensions inter confessionnelles entre chiites, sunnites et kurdes.

Depuis les législatives de mars dernier, aucun compromis n'a encore été trouvé pour former un gouvernement de coalition. Il est pourtant urgent de rebâtir le pays, exsangue. "On avait promis un avenir radieux aux Irakiens. Globalement, c'est tout le contraire, explique Barah Mikail, chercheur à l'Iris. Les infrastructures sont en mauvais état.

L'approvisionnement électrique et hydraulique est aléatoire. Les mauvaises conditions d'accès à une eau de qualité ont provoqué des épidémies de choléra. Et si le gouvernement parle de quelque 20% de chômeurs, certains rapports évaluent le taux de chômage au delà de 50%". Seul point positif: malgré les récents attentats, la sécurité dans le pays s'est améliorée.

**metro** 31 Août 2010

## "Si les Américains s'en vont, l'Irak va s'enfoncer dans la guerre civile"

**La parole à Gérard Chaliand, géopolitologue et spécialiste des conflits armés.**

**L**e retrait des troupes américaines de combat d'Irak signifie-t-il la fin des combats?

Pas du tout. La situation continue d'être extrêmement incertaine et violente, avec des actes à caractère terroriste qui se produisent dans tout le pays. De plus, parmi les 50 000 Américains qui restent, certains vont servir de force d'interposition et d'appui à l'armée irakienne, qui estime ne pas être en l'état de répondre à la situation seule.

**Après les Américains, le déluge?**

S'ils s'en vont comme prévu fin 2011, le pays va s'enfoncer dans une guerre civile plus sévère, qui touche déjà les policiers,

les soldats, l'appareil d'Etat. Le fait que, cinq mois et demi après les élections, le pays n'ait toujours pas de premier ministre issu des urnes, est l'expression même de l'incapacité à trouver une issue politique à la crise intérieure. Les Kurdes sont satisfaits car jamais, depuis 90 ans, leur situation économique, politique et sécuritaire n'a été meilleure. Les chiites, majoritaires, ont raflé le pouvoir aux sunnites et ce, malgré leurs divisions. Voilà pourquoi ce sont des fractions sunnites qui commettent l'essentiel des attentats. Al-Qaida est quant à lui très affaibli. Si les Américains s'en allaient, cela déboucherait sur une recrudescence des attentats de la part des sunnites pour démontrer que le pouvoir chiite n'est pas capable d'assurer la sécurité.

**Mais en est-il capable?**

Non. C'est pour cela que, malgré les déclarations, je pense que le futur chef du gouvernement demandera aux Américains de rester non plus en tant que force d'occupation mais comme un allié pour renforcer la stabilité et garantir la sécurité du pays. Les Américains vont être obligés de laisser une force résiduelle conséquente en Irak pour épauler les troupes locales.

# In Syria, activism in a box

ALEPPO, SYRIA

New embrace of civic life doesn't extend to those seeking political change

BY KAREEM FAHIM

For five years, Chaviya Ali's attempts to start a disability rights group were thwarted — by prejudice, a lack of money and the Syrian government's stranglehold on civic life. The government gave her a license but prevented the group from meeting because of what Ms. Ali believes was a whisper campaign against her, a Kurd with a growing profile.

Then everything changed.

Last year, Ms. Ali was told that a third of her budget would be paid by a group led by Asma al-Assad, the wife of the Syrian president, Bashar al-Assad. Now Ms. Ali, 29, is everywhere, giving television interviews, speaking at ministry conferences and having her picture taken with Mrs. Assad.

The reversal of her group's fortunes is part of an overture that government officials have described as a new embrace of civil society.

But the embrace is complicated. Even as doors have opened for a few people, like Ms. Ali, they have shut with increasing frequency on activists demanding greater political rights, according to human rights lawyers here. While some rights advocates welcome any opening, no matter how small, others say it extends only to groups that pose no challenge to the established order.

"Civil society means free people create free initiatives," said one Syrian activist, one of many who, fearing government reprisal, requested anonymity. "How can un-free people do that?"

Ms. Ali embodies the conundrum. Her cousin was arrested this summer by the security services during one of their regular sweeps through Kurdish villages, but she refuses to talk about what happened.

"Some ideas you can't touch," she said. "I don't want to go outside of my case. I am working on disabilities."

It is a quandary faced by activists across the Middle East. In the narrow alleyways of civic life permitted by authoritarian governments in the region, opportunities exist as long as certain limits are observed. While foreign aid groups often cheer the explosive growth of organizations that help women, children or the environment, there are questions about whether the groups can change the political order.

As the world watches Syria emerge from years of international isolation, Syrians are watching the government



Zahra Sheikhi, a 27-year-old blind woman who, with Ms. Ali's help, learned to play the tanbur, an instrument like a lute. She now performs in public and hopes to live on her own.

play its strengthened hand at home.

"We are seeing changes," said Basam Haddad, director of the Middle East studies program at George Mason University in Washington. "The number of associations that are emerging is increasing. The number of concerns that are allowed to become public is also increasing. The whole process is blessed by the government. It has good intentions but built-in structural limitations."

Mr. Haddad said that in the 1990s, during a similar embrace of civil society

**"Some ideas you can't touch. I don't want to go outside of my case. I am working on disabilities."**

groups, activists knew the changes were cosmetic but assumed that the very existence of new groups might hasten change. Few people have those illusions today, he said.

"I think the first thing that Syrians need to see is an end to arbitrary rulings that put away people based on their viewpoints," he said. "That is something that stifles any kind of public debate about the important issues."

Many rights advocates go further, dismissing the talk of civil society by the government as window dressing while it continues to arrest Islamists, Kurds and other political opponents, along with the lawyers who represent them.

Civil society figures who cross the line, like Muhannad al-Hassani, can end up in jail. Mr. Hassani, a lawyer who used to monitor the trials of dissidents in the Supreme State Security Court, was disbarred for life last year and in

June was sentenced to three years in prison on charges that included "weakening national sentiment."

Mrs. Assad's efforts put a softer face on her husband's policies and, within limits, appear to be doing some good. An organization she directs, the Syria Trust for Development, finances groups that work with women, rural residents, children and entrepreneurs. Its Web site says the trust is "at the forefront of the emerging nongovernmental sector in Syria, at a time when the country is actively pursuing a substantial agenda for change."

The new groups might represent progress, but they also fill a need, as Syria copes with growing numbers of impoverished citizens.

"The cultural reliance on the government for everything is not attuned to modern society," said Imad Moustapha, the Syrian ambassador to Washington.

For her part, Ms. Ali has seized on the opening to find ways to integrate people with disabilities into society, and to help them become independent in a country that makes that nearly impossible. To spend time with her this month as she traveled around the country was to understand the depth of that challenge. Nearly everyone she met had to ask for help — to reach a second floor, to get more time to take an exam or just to be taken seriously.

Having been in a wheelchair since contracting polio as a child, Ms. Ali began her journey as a rights activist when a college administrator laughed her out of his office when she asked him to repair an elevator.

He did not fix the elevator. She moved on to other battles.

One day this month in the Kurdish village where Ms. Ali was born, she visited a



27-year-old blind woman, Zahra Sheikhi, whose parents kept her and her sister, who is also blind, at home for all of their childhood, out of shame, Ms. Ali said.

With Ms. Ali's help, Ms. Sheikhi has learned to play the tanbour, a lutelike instrument, occasionally performs in public and is hoping to move away from home. "My family is always around," she said. "They don't allow me to live."

In Aleppo, where Ms. Ali lives with her parents, she visited Saghatel Basil, 33, a university student who lost his sight because of diabetes a few years ago. Mr. Basil said that Syria had recently installed traffic signals for blind people but that many of them did not work.

His disability had prompted Mr. Basil to try his hand at local government. "I am trying to improve the idea of citizenship," he said. "It is still weak. Maybe because I'm blind, I have a big hope that things will change."

A conference in Damascus this month, attended by Ms. Ali and Mrs. Assad, reflected another type of opening blessed by the government, the spate of recent visits by international groups.

A U.S. nonprofit group, the Open Hands Initiative, brought young Syrians and Americans with disabilities together for what the group's founder, Jay Snyder, said was an attempt at person-to-person diplomacy. Mr. Snyder said that his

group's trip to Syria was approved quickly and that no one from the government restricted what they could discuss.

"Part of the challenge we face in Syria," Mrs. Assad said at the gathering, "is how do you take incredible people and incredible ideas and make them an incredible reality?"

A young man in a wheelchair, Abdulrahman Hussein, 20, offered an answer.

"We should be doing something in our own countries," he said. "We should not be sitting in a corner."

Hwaida Saad contributed reporting.

## The Adam Smith Institute Blog 'Invisible hand' visible in Kurdistan

In the wake of untold violence, Kurdistan's street blooms with chatter and commerce. What besides the 'invisible hand' could explain it?

By Jan Boucek, Guest blogger

Anyone doubting the existence of The Invisible Hand should pull up a chair on the street terrace of the Star Ice Cream ParLOUR on Iskan Street here in Erbil, the capital of Iraq's autonomous region of Kurdistan. What else can explain the sights, sounds and smells that soon prevail?

Just 20 years ago, Saddam Hussein invaded Kuwait, fresh from his genocide of untold thousands of Kurds. Fifteen years ago, the Kurds were mired in their own mindless civil war. Ten years ago, George Bush was drifting towards the presidency even as al-Qaeda was plotting 9/11. Five years ago, post-invasion Iraq was ablaze in vicious sectarian violence.

Today, it's just gone 7:30 pm and Iskan Street will soon be bursting at the seams from heaving crowds eating, chattering, laughing, ambling, driving or shopping with no apparent need unfulfilled. The sun has set, the temperature has retreated from the 45c earlier and the imam from the nearby mosque has given the all-clear to resume eating and drinking during this Ramadan period of day-time fasting.

Within minutes, the street comes alive. Fancy SUVs, Mercs, Beemers, Corollas, Meganas, even a Hummer jam the street. Every second or third business along has a dozen chickens roasting or kebabs grilling, the smells tantalizing the fasters. Tea houses fill the pavements with loud chatter. Merchants' wares spill from bursting counters. Arrays of baklava beckon. Mobile phones ring to connect friends and family.



Two lovers sit on a bench amid a rose garden at the Sami Abdel-Rahman park in the northern Kurdish City of Erbil, in this file photo from May 2007. What brought such peace in the wake of Iraq's horrific violence? (Sam Dagher / Freelance / File)

Where did all this stuff come from? How did it get here? The quantity, the variety, the affordability, the availability - all seem completely natural and expected.

Unless you think about it for a bit. There was no Ministry of Planning that decided how many Toyota Land Cruisers in white or black were needed. No Ministry of Agriculture that methodically allocated chickens to each kebab joint. No Ministry of Communications handed out mobile phones.

No, it was the Invisible Hand - a miracle.

*The Christian Science Monitor has assembled a diverse group of the best economy-related bloggers out there. Our guest bloggers are not employed or directed by the Monitor and the views expressed are the bloggers' own, as is responsibility for the content of their blogs.*

AFP

## IRAK: LES TENSIONS ENTRE KURDES ET ARABES MOBILISENT TOUJOURS LES AMÉRICAINS

**GORGA CHAL (Irak), 29 août 2010 (AFP)**

**LES ETATS-UNIS déclareront mardi la fin de leur mission de combat en Irak, mais le capitaine américain TJ Tepley demeurera sur la ligne de front entre Arabes et Kurdes dans le nord du pays, pour éviter un conflit dévastateur.**

Agé de 27 ans, il dirige une compagnie de la Force combinée de sécurité (FCS) réunissant des militaires américains, kurdes et arabes dans la province pétrolière et multiethnique de Kirkouk.

Le gouvernement central et la région autonome du Kurdistan revendiquent la souveraineté sur une bande de territoire irakien qui s'étend sur 650 km, de la Syrie à l'Iran.

"Globalement, il y a un changement", avec le retrait des forces américaines, confie ce capitaine né à Cleveland (Ohio), ballotté dans son véhicule blindé qui arrive dans le village kurde de Gorga Chal, au nord de la ville de Kirkouk.

"Nous sommes passés en quelques mois de 100.000 à 50.000. Mais le 1er septembre, la FCS sera toujours là", poursuit-il.

Avec le retrait total programmé fin 2011, l'armée américaine souhaite réduire aussi progressivement son implication dans cette force, a déclaré à l'AFP à Tikrit le général Anthony Cucolo, chef des forces américaines dans le nord de l'Irak.

Sur le terrain, c'est encore elle qui la contrôle. Ainsi, quand la compagnie de Tepley vient s'entretenir dans une école avec le chef du village Ramadan Mohammad, les deux seuls à parler sont le capitaine et le lieutenant Daniel Spurrier.

Et si finalement l'unique militaire irakien présent, le sergent Aref Abdel Ali, prend la parole, c'est parce qu'il y a été incité par le capitaine Tepley.

La dispute entre Bagdad et le Kurdistan trouve son origine dans l'arabisation au début des années 1990 de ces territoires par Saddam Hussein, qui a forcé 120.000 Kurdes à fuir vers le nord, selon Human Rights Watch.

Les peshmergas (combattants kurdes) ont profité de l'invasion de 2003 pour progresser vers le sud et l'ouest, revendiquant le caractère kurde de

Kirkouk, et de zones dans les provinces de Ninive (nord) et Diyala (centre).

Depuis, les deux camps s'accusent de vouloir modifier la balance démographique pour contrôler les richesses de ces régions.

Depuis que la FCS a établi en janvier des points de contrôle et commencé ses patrouilles, le chef du village de Gorga Chal assure que la sécurité s'est améliorée.

"Mon seul espoir est de les voir, après le départ des Américains, continuer à travailler ensemble", confie Ramadan Mohammad.

Et lorsque les commandants américains insistent sur les bonnes relations sur le terrain entre Arabes et Kurdes, les remarques de cet édile démontrent que les tensions persistent.

"Tout vient du fait que sous Saddam (Hussein) nous avons été déplacés vers le nord au Kurdistan, mais moi je suis originaire de Kirkouk", explique-t-il à Tepley et Spurrier.

Le capitaine Tepley reconnaît qu'il doit souvent faire un effort pour saisir la complexité de la région.

"Aux Etats-Unis quand vous entendez parler de l'Irak c'est surtout du (conflit) entre sunnites et chiïtes", qui a fait des dizaines de milliers de victimes ces dernières années.

"Mais quand vous débarquez ici, vous avez affaire aux Kurdes et aux Arabes", note-t-il.

Malgré une rhétorique optimiste sur la coopération entre les deux communautés, le général Cucolo reconnaît que la solution doit être "politique". Mais en l'absence d'un nouveau gouvernement cet objectif semble lointain.

"Il est nécessaire que le gouvernement soit formé et inch'allah (si Dieu veut) tout ira bien. C'est dur d'être patient, mais nous devons l'être", lance le lieutenant Spurrier.

"Il n'y a pas au monde de gens plus patients que les Irakiens", rétorque Ramadan Mohamed.

AFP

## LA JUSTICE DANOISE INCUPE LA TÉLÉ KURDE ROJ TV DE SOUTIEN AU PKK

**COPENHAGUE, 31 août 2010 (AFP)**

**LA JUSTICE danoise a inculpé mardi la télévision kurde controversée Roj TV, basée à Copenhague, de soutien à une organisation terroriste, le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, qui figure sur la liste des organisations terroristes de l'UE.**

La procureure du royaume Lise-Lotte Nilas a pris cette décision à la suite d'une longue enquête entamée en 2005 sur les activités de cette télévision, constatant qu'elle enfreignait, par certaines de ses émissions, la loi sur le terrorisme.

"Nous avons examiné minutieusement une série d'émissions sur Roj TV, et notre évaluation d'ensemble est qu'elles ont un caractère de propagande pour le PKK qui est une organisation terroriste" a-t-elle souligné, dans un communiqué.

Le ministre de la Justice, Lars Barfoed, a donné son aval à cette inculpation de soutien au terrorisme. Elle est basée "sur une évaluation de la police et de l'accusation publique selon laquelle une série de programmes de Roj TV promeuvent le PKK", a-t-il affirmé dans un communiqué.

"Nous devons, en tant que société, faire tout ce qui est en notre pouvoir pour combattre le terrorisme et ses soutiens", a-t-il estimé.

Roj TV, qui a commencé à diffuser ses émissions en 2004 vers 68 pays, est accusée de donner entre autres des temps d'antenne à des sympathisants du PKK.

Il appartient maintenant aux tribunaux de juger de la pertinence de ces accusations et d'évaluer les activités de Roj TV qui fait depuis plusieurs années l'objet de débats au Danemark, selon le ministre.

La Turquie a exhorté depuis des années le gouvernement danois à fermer cette télévision considérée comme un porte-parole du PKK et les Etats-Unis s'étaient également joints à cet appel en 2009.

Le PKK, qui est considéré comme une organisation terroriste par Ankara et de nombreux pays, lutte pour l'autonomie du sud-est anatolien. Le conflit, qui dure depuis 1984, a fait au moins 45.000 morts, selon l'armée.

# Les Etats-Unis tournent la page de l'Irak, mais sur le terrain la peur gagne

La transition militaire se produit dans un pays sans gouvernement élu depuis bientôt six mois

## Analyse

Avec sept ans de retard sur les plans initiaux de l'administration Bush en 2003, les Etats-Unis n'ont plus que 50 000 soldats en Irak. C'est le nombre qui, selon Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz, les architectes de l'invasion, devait être atteint «trois mois» après la chute de la dictature de Saddam Hussein, le 9 avril 2003. On sait ce qu'il advint.

En octobre 2007, le contingent d'occupation de l'Irak atteignit son point culminant : 170 000 GI. La guerre, pas plus que les recherches intensives d'armes de destruction massive brandies comme prétexte mensonger à l'invasion, ne s'était pas déroulée comme prévu.

Sept ans plus tard, Barack Obama, opposé à l'aventure puis élu, fin 2008, en partie sur la promesse de mettre un terme à l'engagement militaire de son pays, a décidé, quels que soient les risques, de tenir sa promesse. Depuis janvier 2009, près de 90 000 soldats ont été retirés d'Irak. Mardi soir, en direct du bureau Ovale à Washington, le président devait redire sa conviction que, pour ce qui concerne les troupes américaines, «les combats sont terminés».

L'Amérique tourne la page. Pas l'Irak. Sur le terrain, qui reste politiquement très instable, dangereux et quotidiennement meurtrier, chacun sait que l'annonce présidentielle souffrira des exceptions puisque les 50 000 soldats qui restent, au moins jusqu'à la fin 2011, sont théoriquement à la disposition de l'armée irakienne pour «la conseiller et l'aider», selon ses besoins. Samedi 28 août, confronté à la multiplication récente des attentats, le chef du gouvernement irakien sortant, Nouri Al-Maliki, a placé ses 660 000 soldats et policiers dans l'état d'alerte le plus haut de leur histoire et invité la nation à «être vigilante». Avec le retrait partiel américain, la peur gagne en Irak.

Chacun est bien conscient du danger extrême d'une transition militaire qui se produit au pire



Un policier irakien en action, le 28 août à Bagdad. K. MOHAMMED/AP

moment politique, dans un pays sans gouvernement élu depuis bientôt six mois. Déjà bien faible et souvent inefficace en temps «normal», la machine étatique irakienne en reconstruction est virtuellement paralysée depuis les élections non conclues du 7 mars. Bref, comme dit le célèbre analyste militaire de Washington, Anthony Cordesman, et tous ses confrères avec lui, «la guerre d'Irak n'est ni gagnée ni terminée».

Enoncés après l'invasion de 2003, certains des objectifs géopolitiques réels de la guerre américaine en Irak, à l'exception, pour le bénéfice d'Israël, de l'affaiblissement durable de ce qui fut la première armée du monde arabe, sont tout aussi loin d'être atteints.

L'instauration à marche forcée de la «démocratie» en Irak devait non seulement assurer à Washington un pouvoir ami à Bagdad mais aussi provoquer une véritable révolution régionale et inciter les voisins musulmans à embrasser le même système. Sauf que c'est la République islamique d'Iran qui paraît aujourd'hui la mieux placée pour influencer les événements dans le seul pays arabe où les chiites – religion d'Etat en Iran – sont majoritaires. Sauf encore que quelques consultations électorales imparfaites ne font pas une démocratie, à l'exemple de l'Egypte ou de la Syrie.

De l'avis général, la faiblesse, l'égoïsme communautaire et la corruption d'une grande partie

## L'occupation américaine

**9 avril 2003** Chute du régime de Saddam Hussein.

**28 avril 2004** Diffusion des photos de torture d'Abou Ghraïb.

**8 novembre** Offensive sur Fallouja.

**30 janvier 2005** Premières élections multipartites, boycottées par les sunnites.

**30 décembre 2006** Pendaison de Saddam Hussein.

**10 janvier 2007** George Bush envoie 30 000 hommes supplémentaires.

**27 février 2009** Le président Obama ordonne le retrait des «troupes de combat» au 31 août 2010.

**30 juin** Retrait des soldats américains des zones urbaines.

**30 août** Le nombre de soldats américains est ramené à 49 700.

des élites en place à Bagdad ouvrent non seulement la voie à toutes les influences étrangères mais ils dévorent, aux yeux de la population, la crédibilité d'un système prétendument démocratique dont rien, selon les meilleurs experts internationaux, ne garantit la pérennité. Bref, sept ans après, l'«Irakratie», comme la qualifia un jour le généralissime David Petraeus, ne fait envie à personne. En Syrie comme en Egypte, en Jordanie comme en Arabie saoudite et dans les pétromonarchies, rien n'a changé, certains de ces régimes se durcissant même un peu plus.

Les 30 millions de citoyens irakiens vivent-ils au moins mieux qu'avant? A part les 30% de chômeurs sans indemnité, ou les 40%

de la population qui sont sous le seuil minimal de pauvreté, voire les 11% de déplacés à cause de la guerre, en Irak et à l'étranger, cer-

## « La guerre d'Irak n'est ni gagnée ni terminée »

**Anthony Cordesman**  
analyste militaire  
de Washington

tains ont sensiblement amélioré leur sort. Les salaires publics ont été décuplés, les frontières ouvertes à tous les biens de consommation, il ya 20 millions de téléphones portables, autant de télé, des ordina-

teurs et des cafés Internet partout, des dizaines de médias écrits et télévisés indépendants (sauf des partis qui les financent tous). Il y a la liberté de parole et de manifester, encore que celle-ci commence à subir des restrictions depuis les violentes émeutes de juillet contre le manque d'électricité.

Tout cela n'existait pas sous Saddam Hussein. « *Al-Qaida, les milices armées, les kidnappings, les décapitations, les attentats de masse, l'insécurité permanente et les pressions religieuses sur nos vies privées non plus* », font constamment remarquer les nostalgiques de l'ère précédente. Avec 400 à

500 morts violentes chaque mois, le sang irakien ne coule plus aussi fort qu'en 2006-2007 quand 3000 personnes étaient tuées tous les trente jours, mais il continue de maculer les trottoirs des villes. Désormais, l'Irakien moyen doit non seulement craindre l'action des groupes rebelles sunnites, des miliciens chiites voraces mais aussi des gangs criminels qui ont pullulé dans le chaos ambiant.

« *La reconstruction de l'Irak sera financée par son pétrole et ne coûtera pas un sou au contribuable américain* », avait promis l'administration Bush. Plus de 4400 morts, 39000 blessés et 750 milliards de

dollars américains plus tard, les Etats-Unis abandonnent l'essentiel de leurs projets de reconstruction ou découvrent, dans un récent rapport de l'inspecteur général pour la reconstruction, Suart Bowen, que la majorité d'entre eux n'a jamais été menée à terme. L'Irak paiera ? Sept ans après, le pays, dont c'est la seule ressource exportable, produit toujours un peu moins d'or noir que sous le régime précédent. Le pari de Barack Obama n'est pas gagné. ■

**Patrice Claude**



## GAZ: L'ALLEMAND RWE S'IMPLANTE AU KURDISTAN IRAKIEN

**BERLIN, 27 août 2010 (AFP)**

**LE NUMÉRO deux de l'énergie en Allemagne RWE a annoncé vendredi avoir signé un accord avec le gouvernement de la région autonome du Kurdistan irakien sur l'exploitation de gaz, qui pourrait alimenter le futur gazoduc Nabucco.**

L'accord prévoit que l'entreprise aide la région "à développer et concevoir son infrastructure" afin d'exploiter les réserves de gaz locales, selon un communiqué de la filiale RWE Supply & Trading, qui gère les ventes et achats de gaz en gros.

Le groupe allemand a dit espérer que cet accord lui permette de négocier "des contrats pour transporter le gaz de la région en Turquie et en Europe via le

gazoduc Nabucco".

Le Premier ministre de la région autonome, Barham Salih, a précisé dans un communiqué: "avant toute exportation, notre gaz sera utilisé pour répondre aux besoins de la région et des alentours".

Le gazoduc Nabucco, projet piloté par un consortium international, doit relier les champs gaziers d'Asie centrale à l'Europe, via la Turquie et le sud-est de l'Europe, en contournant la Russie. Son objectif est de réduire la dépendance européenne au gaz russe.

Le consortium espère pouvoir le mettre en service d'ici à 2014.

Le russe Gazprom a répliqué en lançant son propre projet, le gazoduc South Stream, qui doit à partir de 2013 acheminer du gaz vers l'Italie et la Grèce sous la mer Noire en évitant l'Ukraine.



## GAZ: POLÉMIQUE ENTRE BAGDAD ET LE KURDISTAN APRÈS UN ACCORD SIGNÉ AVEC RWE

**ERBIL (Irak), 29 août 2010 (AFP)**

**UNE VIVE polémique a éclaté entre le gouvernement central de Bagdad et la région autonome du Kurdistan (nord) qui a signé récemment un accord avec le numéro deux de l'énergie en Allemagne RWE sur l'exploitation de gaz, lequel pourrait alimenter le futur gazoduc Nabucco.**

"Nous n'attendons pas les ordres d'un ministère inapte qui a dépensé des milliards de dollars sans fournir aucun service élémentaire (à la population), comme l'électricité et l'énergie, ces dernières années", a déclaré lundi dans un communiqué le responsable des relations extérieures du gouvernement du Kurdistan, Falah Mustafa.

Il répondait au ministère irakien du Pétrole qui avait qualifié la veille "d'illégal" l'accord avec RWE.

La mise en oeuvre de contrats passés entre les compagnies pétrolières et le Kurdistan irakien s'est régulièrement heurtée à l'opposition du gouvernement central irakien.

Le Kurdistan exploite actuellement un seul champ gazier, celui de Hormok, près de Kirkouk, qui produit depuis octobre 2008 environ 160 millions de pieds cubes par jour utilisés pour alimenter les centrales électriques de cette région.

"Nous sommes convaincus que les contrats pétroliers entre le gouvernement du Kurdistan et les compagnies étrangères sont légaux et conformes à la Constitution car ils ont été signés selon la législation du Kurdistan", a estimé M. Mustafa dans ce communiqué publié sur le site du gouvernement du Kurdistan.

Dans un communiqué, le ministère irakien du Pétrole avait contesté dimanche

la légalité de cet accord.

"Tout contrat ou accord signé en dehors du cadre légal, c'est à dire avec la Somo (State Oil Marketing Organization), est illégal", selon ce communiqué qui fait référence à l'organisme chargé de récolter les revenus pétroliers et de signer des contrats.

"Personne, en dehors ministère, n'a le droit de signer un contrat d'exportation du pétrole ou du gaz", ajoute le communiqué.

Le 27 août à Berlin, la filiale RWE Supply & Trading, qui gère les ventes et achats de gaz en gros, avait indiqué que l'accord avec le Kurdistan prévoyait que l'entreprise aide la région "à développer et concevoir son infrastructure" afin d'exploiter les réserves de gaz locales.

Tentant de surmonter leurs divergences, le gouvernement irakien et celui du Kurdistan avaient trouvé un accord le 6 mai qui devait permettre la reprise des exportations et de la production, interrompue depuis octobre 2009, mais il n'a jamais été appliqué.

Les champs pétroliers du Kurdistan, exploités par le Danois DNO et le Turc Genel, produisaient jusque là environ 60.000 barils par jour.

Bagdad, qui avait refusé de reconnaître les contrats conclus par le Kurdistan avec des sociétés étrangères, veut des contrats de service, rémunérant les compagnies pétrolières au baril extrait plutôt que par un partage des bénéfices tirés de l'exploitation des ressources.

Selon le gouvernement kurde, DNO et Genel ont investi chacune 500 millions de dollars dans l'exploitation des champs. La première exploitait le gisement de Tawke, près de Dohouk, avec une capacité d'exportation de 50.000 barils par jour (bj) et la seconde celui de Tak Tak, avec 10.000 bj.

# Boillon : « L'Irak, laboratoire de la démocratie dans le monde arabe »

À l'occasion du retrait des troupes de combat américaines, l'ambassadeur de France à Bagdad dresse un portrait du pays à rebours des idées reçues.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
ISABELLE LASSERRE

**IRAK** Nommé à Bagdad il y a un an, Boris Boillon, 40 ans, le seul ambassadeur occidental à se déplacer partout dans le pays, porte un regard confiant sur l'Irak. Sept ans et demi après le renversement de Saddam Hussein par les États-Unis, Barack Obama doit prononcer aujourd'hui un discours marquant la fin du retrait des troupes de combat américaines.

**LE FIGARO.** - Les Américains quittent l'Irak. Est-ce une bonne nouvelle ?

**Boris BOILLON.** - Oui, pour plusieurs raisons. D'abord, le respect d'un accord passé entre Américains et Irakiens prouve que les choses se passent comme on l'avait prévu. Ensuite parce que le départ des soldats américains prive les terroristes de leur principal argument, l'occupation étrangère. Le retrait achève aussi de responsabiliser les forces de sécurité irakiennes, qui montent en puissance depuis deux ans. Nombreux sont ceux qui pensaient que la guerre civile serait iné-

## L'échec de l'Irak serait celui du monde entier et donc aussi celui de la France

vitable. Elle n'a jamais eu lieu. Enfin, les États-Unis et l'Irak vont pouvoir renouveler leur relation, en partant sur de nouvelles bases. Tous les partis se félicitent de ce retrait. Il n'y a pas un seul responsable irakien qui demanderait qu'il soit reporté, ce serait un suicide politique.

**Pourtant, la violence se poursuit.**

**Le 25 août, il y a encore eu 53 morts dans des attentats contre la police...**

Depuis août 2009, il y a effectivement, régulièrement, des attentats spectaculaires et coordonnés, qui portent la marque de fabrique d'al-Qaida. Ces attentats visent les symboles du pouvoir, irakien ou international. Ils touchent généralement des zones ethniquement ou religieusement mixtes. Mais les violences sont circonscrites à Bagdad et à ses environs ainsi qu'aux zones frontalières comme Mossoul ou Kirkouk. Et la tactique d'al-Qaida, qui vise à mettre le pays à feu et à sang, à ranimer la guerre civile, a échoué. Le spectre de la partition de

l'Irak est derrière nous. Le confessionnalisme n'apparaît dans aucun programme politique. Pour le reste, et contrairement à ce qu'on lit un peu partout, il n'y a pas de dégradation de la sécurité. Au contraire, le bilan s'est amélioré, puisque nous sommes passés de cent morts par jour il y a quatre ans à une dizaine par jour aujourd'hui. En fait, la tendance s'est inversée à partir du moment où les troupes américaines ont commencé à quitter les villes, en juin 2009. Avec le retrait définitif, cette tendance devrait se poursuivre et se stabiliser.

**Quel est le poids d'al-Qaida et des groupes terroristes aujourd'hui en Irak ?**

Al-Qaida n'y compte plus que 2 000 membres environ. Ce sont encore eux qui forment l'ossature de tous les grands coups, mais ils sont en déclin. Ils reculent face aux forces de sécurité irakiennes. La greffe al-Qaida n'a pas pris en Irak, ses méthodes violentes ont été contestées par les djihadistes locaux.

Le pays, qui était il n'y a pas si longtemps une terre de conquête pour le terrorisme international, est aujourd'hui devenu une terre de départ. Les militants quittent l'Irak pour aller au Pakistan ou en Mauritanie. Mais il est vrai qu'il existe deux autres groupes terroristes en Irak : les chiites extrémistes, financés depuis l'extérieur, et les groupes baasistes, d'anciens fidèles de Saddam Hussein. Le problème, c'est que nous assistons à des alliances conjoncturelles entre ces trois groupes pour certaines opérations.

**Enfin, la guerre a-t-elle été gagnée en Irak ?**

Bien sûr, les Irakiens disent que l'intervention alliée de 2003 leur a coûté très cher en vies humaines et en destruction d'infrastructures, mais ils rappellent aussi qu'elle a libéré le pays. Le bilan est donc à la fois positif et négatif. Les Irakiens apprécient les fruits de la démocratisation : l'écllosion de la presse, l'émergence d'une société civile, la liberté de ton des partis politiques, le caractère exemplaire des élections. Tout ça, ce sont des faits.

Il faut absolument, quand on parle de l'Irak, raisonner sans idéologie. L'Irak est le vrai laboratoire de la démocratie dans le monde arabe. C'est là que se joue l'avenir



**Boris Boillon, 40 ans, a été nommé ambassadeur de France à Bagdad il y a un an.** PETIT-TESSON/MAXPPP

de la démocratie dans la région. Potentiellement, l'Irak peut devenir un modèle politique pour ses voisins. Et, qu'on le veuille ou non, tout cela a été obtenu grâce à l'intervention américaine de 2003. Maintenant, le jeu en valait-il la chandelle ? C'est aux Irakiens de répondre.

**Le fait qu'aucun gouvernement ne soit encore sorti des dernières élections ne crée-t-il pas un vide politique ?**

Encore une idée fausse ! Il y a, en Irak, un gouvernement qui gouverne, et qui gouverne bien, ainsi qu'un Parlement élu. Il ne faut pas se plaindre : nous avons des forces politiques irakiennes qui discutent depuis cinq mois. Il y a trois ans, les comptes politiques se réglait avec les armes... Et lorsqu'on voit ce qui se passe en Italie ou en Belgique, l'Europe a-t-elle vraiment des leçons à donner ?

Nous assistons aujourd'hui en Irak à une lutte non violente pour l'accès

au pouvoir politique...

Le blocage est lié à des questions de personnes et non pas à des différences confessionnelles.

L'absence d'émergence d'un consensus autour d'un chef de gouvernement prouve que le jeu politique se déroule uniquement en Irak et qu'aucun pays voisin n'est en mesure d'imposer son choix sur la politique irakienne.

Même si c'est enfoncer une porte ouverte, il faut redire que les dernières élections

ont constitué une victoire pour la démocratie. Il n'y a pas tant d'autres pays dans la région où les résultats ne sont pas connus avant le vote...

**La formation de l'armée et de la police afghanes n'a pas donné les résultats escomptés. Comment expliquez-vous les succès remportés par les forces de sécurité irakiennes ?**

C'est sans doute en raison de la forte tradition étatique de l'Irak, le pays des premières grandes villes, comme Babylone. Il y a toujours eu une tradition mi-

## Le départ des soldats américains prive les terroristes de leur principal argument, l'occupation étrangère

litaire en Irak, qui fut longtemps considéré comme la Prusse du Moyen-Orient.

Lorsqu'ils sont arrivés en Irak, les Américains ont fait une grosse erreur en démantelant l'armée de Saddam Hussein. Depuis, des cadres du parti Baas, de nombreux officiers et des responsables des services de renseignements de l'ancien régime ont été récupérés et replacés à des postes clés.

**La France s'était opposée à la guerre en 2003.**

**Voyez-vous un rôle pour elle aujourd'hui en Irak ?**

Tout ce qui se passe dans cette région a des répercussions pour la France. L'avenir des rapports entre l'Orient et l'Occident se joue en partie en Irak. L'échec de l'Irak serait celui du monde entier et donc aussi celui de la France. Dans cette région stratégique très riche en hydrocarbures, la France a toute sa place. Le niveau de sécurité permet désormais, moyennant quelques précautions, que les entreprises françaises reviennent participer à la reconstruction. Une ligne aérienne directe sera rouverte entre Paris et Bagdad à l'automne. La France a aussi proposé d'aider l'Irak à développer sa défense antiaérienne. Car le vrai défi du retrait sera fin 2011, lorsque les derniers 50 000 militaires américains seront partis. Le 1<sup>er</sup> janvier 2012, l'Irak sera nu. ■

**LE FIGARO**

mardi 31 août 2010



L'éditorial

Pierre Rousselin

## L'Irak après la guerre



La guerre est finie.

Pour Barack Obama, ce n'est pas « mission accomplie » mais « promesse tenue ».

Le retrait américain d'Irak représente un atout majeur pour un président américain

en quête de succès politiques.

De cette guerre de sept ans, où ils avaient été entraînés sous de mauvais prétextes, les Américains ne retiennent rien de bon.

Le successeur de George W. Bush

a toujours milité contre cette aventure

militaire, jugeant qu'il s'agissait

d'une bévue majeure à corriger au plus

vite pour se concentrer sur le seul conflit

légitime : l'Afghanistan.

Malgré un niveau de violence encore

élevé, malgré les risques de déstabilisation

et l'absence d'un gouvernement constitué,

cinq mois après les législatives, Barack

Obama tient parole. Il n'y a désormais plus

d'unités de combats étrangères en Irak.

Pour les Américains, c'est un grand

soulagement. La Maison-Blanche espère

en toucher les dividendes. Elle sait aussi qu'elle devra conduire ses relations avec Bagdad sur de nouvelles bases.

Pour les Irakiens, c'est le moment

de vérité. Seront-ils capables

de reconstruire leur pays dans

un semblant d'harmonie, d'unité

nationale et d'indépendance recouvrée ?

Pour les pays de la région, l'interrogation

qui vient d'être énoncée est existentielle.

Ce nouvel Irak pourra-t-il jouer le rôle

qui est le sien de pilier de l'équilibre

moyen-oriental ? Il est évident que

le scepticisme domine très largement.

Les régimes sunnites redoutent que l'Iran

chiïte ne cherche à combler le vide que

laisseraient derrière eux les Américains.

Les États-Unis ont payé le prix fort.

En sept ans, près de 700 milliards

de dollars ont été dépensés. Plus de

4 400 morts au combat et des dizaines

de milliers de grands blessés, tribut

d'un armement ultrasophistiqué.

Avec un tel investissement, Washington

ne peut se désintéresser de l'Irak.

Cinquante mille hommes resteront

sur place pour faciliter la transition.

Mais le retrait total n'est pas loin. Obama

s'est engagé à rapatrier ses derniers

soldats à la fin 2011 et aucun Irakien

ne voudra jouer les prolongations.

Pour la France, l'heure est venue du retour

dans un pays où nous fûmes très présents.

Les Américains et les Britanniques ne nous

feront pas de cadeaux, la sécurité reste

un obstacle majeur à surmonter, mais

l'Irak est trop important pour être négligé.

# Turkey's Silent Crisis

**Tensions between the government and the country's Kurdish minority are threatening to explode like never before. And the collateral damage may include the Obama administration's foreign policy.**

BY HENRI J. BARKEY

As he sat down to have coffee on a sweltering August day in Istanbul, the first words my interlocutor, a well-known Kurdish intellectual named Orhan Miroglu, uttered were about the death of his three cousins in his ancestral village in Batman, a province in the heart of the Kurdish region of Turkey. The previous night, his cousins and a fourth villager had gone to investigate a suspicious fire on the outskirts of their village. As they approached, a mine destroyed their vehicle, killing them all. All of them had been members of Kurdish political parties or human rights groups. They were the latest casualties in a war between the Turkish state and the Kurdistan Workers' Party (PKK), an insurgent group that enjoys a great deal of support among Kurds.

Turkey is in the grip of a summer of senseless violence. A little over a week before the attacks in Batman, on July 25, a clash erupted in the western town of Inegol when an ordinary quarrel between a Turk and a Kurd quickly spread after assuming a racial undertone. Just a few days later, four police officers were murdered in the southern province of Hatay. This was a mirror image of the Batman event; it appears as if rogue elements in the security forces had set up an ambush to blame the other side. This killing, however, was followed by intense interethnic clashes as local Turks took to the streets to exact revenge on their Kurdish neighbors.

These are some of the events that made headlines; there were other cases that were averted by local authorities working with the Kurdish political party. And the atmosphere is thick with stories of daily humiliations, minor taunts, and discrimination in housing and employment.

Turkey is slowly and inexorably moving toward a crisis point. Unlike in the 1990s, when the PKK was far stronger militarily and the insurgency was primarily concentrated in the majority Kurdish southeastern provinces, today Kurds are everywhere. That period's counterinsurgency campaign caused a massive outflow of refugees that dispersed throughout the country. Istanbul, home to an estimated 3 million to 5 million Kurds, is now the world's largest Kurdish city. This fact means that the Kurdish issue reverberates far beyond the traditional Kurdish strongholds in Turkey's southeast and eastern regions, increasing the chance that violence could erupt anywhere, at any time.

The children of Kurdish refugees, who have grown up in shantytowns outside Turkey's urban centers, represent a combustible addition to the country's fragile ethnic mix. Young, alienated, and angry, they are easily prone to violence. Even Kurdish political party leaders admitted to me that they are afraid of these youths, over whom they have no control. This is why the interethnic clashes in Inegol and Hatay are harbingers of larger and more serious future clashes. Complicating matters, of course, are equally mobilized and agitated Turkish youths -- often egged on by the ultranationalist Nationalist



Movement Party (MHP) -- who are prepared to confront the Kurds on the streets.

The United States, preoccupied with Turkey's unhelpful role in resolving the nuclear impasse with Iran and its war of words with Israel, has been oblivious to this brewing crisis. But these developments are in some ways far more consequential to U.S. interests in the region and in Turkey itself, a critical NATO member. The Kurdish issue, after all, transcends the Middle East's borders. The tiniest of accidents could unleash an orgy of interethnic violence that would be devastating for Turkey and also have severe repercussions for Washington's attempts to extricate itself from Iraq. Moreover, an unstable Turkey is likely to become even more nationalist and hostile to U.S. interests in Iraq, the Balkans, and the Caucasus. A Turkey at war with itself is also unlikely to make the reforms necessary for the European Union accession process and would increasingly wreak havoc within NATO.

Kurdish rebellions in Turkey are nothing new; they have occurred with some regularity since the inception of the Turkish republic. Since 1984, the PKK has engaged in a violent struggle for the rights of the Kurdish minority, estimated to be as much as 20 percent of the population -- exact figures are impossible to obtain. But after 26 years, 40,000 deaths (the vast majority of which have been Kurds), and billions of dollars, and despite the capture of the PKK's leader, Abdullah Ocalan, the Turkish state has been unable to contain this latest insurrection.

The Turkish army, the second-largest force in NATO, has little chance of defeating the insurrection through force of arms alone. Kurdish leaders are becoming increasingly more assertive and are furiously organizing their constituencies. Their demands include official recognition of their ethnicity, the freedom to use their language and culture -- which includes freedom to broadcast, publish, and teach in Kurdish -- and a greater devolution of powers in what is one of the world's most centralized states.

The Turkish state is aware of the political aspect to the Kurdish issue and is doing everything in its power to contain the growing political challenge. It has launched a war of attrition against Kurdish activists, employing mass

arrests, never-ending court cases, and long prison sentences even for the most innocuous verbal or written critiques of the status quo. However, these methods are not serving as a deterrent to political activism, but in fact are deepening the alienation of Kurds and increasing their determination to carry on.

To its credit, the ruling Justice and Development Party (AKP) of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan decided to initiate in 2009 a "Kurdish opening," an attempt to acknowledge that the Kurdish problem is one that defies military solutions and requires political, cultural, and economic remedies. Unfortunately, it also mismanaged the effort: It did not prepare the public for the initiative, did not consult any Kurdish leaders, and was thoroughly ill-equipped to respond to the reaction of the Kurds and the Turkish public. Faced with a backlash and the prospect of impending elections, the AKP backtracked, and the opening was shut down in everything but name. Both the party and the prime minister have retreated behind the safety of a combative nationalist discourse that has only served to further aggravate tensions.

The end of the Kurdish opening has also served to consolidate Kurdish attitudes toward the Peace and Democracy Party (BDP), the primary legal Kurdish political organization. The BDP has close ties to the PKK and increasingly sees itself as the Turkish equivalent of Sinn Fein, the political wing of the Irish Republican Army.

In the absence of political progress with the government, the BDP and Kurds in general are also beginning to put together the rudimentary institutional structures of self-governance in the southeastern provinces. The prosecution's 7,500-page indictment against members of the BDP, largely resting on conjecture and unsubstantiated allegations, nevertheless manages to sketch the contours of a

parallel self-governance structure the Kurds have been attempting to put into place -- independent of Ankara.

For most activist Kurds, the PKK's armed insurrection is of secondary importance. The PKK, and especially its imprisoned leader Ocalan, is a symbolic force that they admire for raising the Kurdish issue to the forefront of Turkish politics. "Without the PKK, no one would be talking of Kurdish rights today," goes the refrain. At least in the southeastern provinces, Kurds now have an important advantage: control of the municipalities. This provides them with organizational capabilities to deepen their political struggle for recognition. Psychologically, the Turkish state may have already lost these provinces.

Washington cannot afford to see hostilities erupt between Ankara and the Kurdistan Regional Government (KRG) in Iraq, or for Turkish military action in Iraq to undermine that country's stability. Ankara's relationship with the KRG has improved significantly over the last 18 months, but the PKK still has a significant number of its fighters ensconced in Iraqi Kurdistan's Qandil Mountains.

U.S. President Barack Obama's administration does not have easy policy choices when it comes to Turkey's domestic Kurdish problem. It is too big, too complex, and too difficult, and the United States is loath to be seen as meddling in one of its ally's most sensitive internal problems. Perhaps understandably, the administration has therefore simply chosen to ignore the issue. But this path is also not in the United States' best interests. The Kurdish question remains Turkey's Achilles' heel, influencing all aspects of political and cultural life, from civil-military relations to democratic reforms to foreign policy. By ignoring the Kurdish issue today, the United States is increasing the chance of a nasty surprise tomorrow.



## Iraqi Kurds defend gas deal with Germany's RWE

- \* *Say deal is in line with constitution*
- \* *Revenues would be sent to federal purse*

ARBIL, Iraq, August 30, 2010 (Reuters)

**IRAQ'S KURDISH authorities on Monday defended a deal recently signed with Germany's RWE (RWEAG.DE) to help them develop the region's gas resources, saying the agreement was legal and constitutional.**

Iraq's Oil Ministry issued a statement on Sunday saying that the agreement, like oil deals that the semi-autonomous Kurdish Regional Government has signed with international companies, is illegal because Iraq's oil and gas are federal resources. [ID:nLDE67S066]

"We will continue to successfully develop our oil and gas in line with the constitution, which was accepted by a majority of the Iraqi people," said Falah Mustafa Bakir, head of the foreign relations department in the KRG.

"We will not wait for the instructions of an unsuccessful ministry like the Iraqi ministry of oil. We express our commitment that all income will go to the federal purse and will be distributed to all Iraqi areas without favour."

RWE said on Friday it had signed a gas cooperation agreement with Iraq's Kurdish regional government.

Under the deal, RWE would help develop and design domestic and export gas transport infrastructure and create a route to market for Iraqi Kurdistan's gas. [ID:nLDE67Q12H]

The RWE statement quoted Iraqi Kurdistan's natural resources minister, Ashti Hawrami, as saying that up to 20 billion cubic metres of gas a year could be fed into the Nabucco pipe to bring gas to Turkey and Europe.

The Nabucco project aims to transport up to 31 billion cubic metres of gas a year from the Caspian region to reduce Europe's dependence on Russia, which supplies Western Europe with about a quarter of its natural gas.

Iraq needs to develop its gas sector and open it to foreign investment.

But unilateral oil and gas deals negotiated by the Kurdish authorities are opposed by the Arab-led government in Baghdad in a long-running row over energy resources and revenue-sharing.

Baghdad's opposition to oil deals that the Kurds have signed independently with foreign firms has halted oil exports from Kurdish oilfields.

Exporting gas is also controversial in Iraq due to inadequate public electricity supplies 7-1/2 years after the U.S.-led invasion.

The oil ministry has pledged that domestic gas needs will first have to be covered, in particular the future needs of gas turbine powered electricity plants, before any gas is exported.